

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE  
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-  
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 16 OCTOBRE 2012

VOLUME 25

**ROSA FANIZZI  
CLAUDE MORIN  
Sténographes officiels**

RIOPEL, GAGNON, LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue St-Jacques, Bureau 1020  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me DENIS GALLANT,  
Me SIMON TREMBLAY,  
Me KEITH RITI

INTERVENANTS :

Me BENOIT BOUCHER pour Procureur général du Québec  
Me LUCIE JONCAS pour Conseil provincial du Québec  
des métiers de la construction (International)  
Me MARTIN ST-JEAN pour Ville de Montréal  
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la  
construction du Québec  
Me ALEXIE LAFOND-VEILLEUX pour le Directeur général  
des élections  
Me MARTINE L. TREMBLAY pour le Barreau du Québec  
Me SIMON LAROSE pour Procureur général du Québec  
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs  
de routes et grands travaux du Québec  
Me ISABELLE PIPON pour l'Association des  
constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me CLAUDE GIRARD pour Directeur des poursuites  
criminelles et pénales  
Me ESTELLE TREMBLAY pour le Parti québécois  
Me MICHEL DÉCARY pour le Parti libéral du Québec  
MAUDE BROUILLETTE pour le Parti libéral du Québec  
Me GENEVIÈVE GAGNON pour la Société Radio-Canada

---

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	5
 <b>LINO ZAMBITO</b>	
INTERROGÉ PAR DENIS GALLANT	9
 REPRÉSENTATIONS	38
 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE	62
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MARTIN ST-JEAN	115

**LISTE DES PIÈCES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>13P-196 :</b> Registre téléphonique Lino Zambito (Nicolo Milioto)	16
<b>13P-197 :</b> Registre téléphonique Lino Zambito (Luc Leclerc)	20
<b>13P-198 :</b> Registre téléphonique Lino Zambito (Gilles Surprenant)	21
<b>13P-178.71 :</b> Numéros de résolutions d'attributions de contrats	26
<b>CEIC-R-199 :</b> Lettre en date du 28 mai 2012	44
<b>13P-200 :</b> Rapport administration faillite, onglet 1 - Constructions Infrabec	1256

---

1 L'AN DEUX MILLE DOUZE, ce seizième (16ième) jour du  
2 mois d'octobre,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bon matin à tous. Oui, Maître Gallant. C'est-à-  
8 dire, on va faire l'appel des avocats avant peut-  
9 être. Oui.

10 Me DENIS GALLANT :

11 Les procureurs ont la permission.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
14 Commissaire. Simon Tremblay pour la Commission.

15 Me KEITH RITI :

16 Keith Riti pour la Commission.

17 Me BENOIT BOUCHER :

18 Bonjour, Madame, Monsieur. Benoit Boucher pour le  
19 Procureur général du Québec.

20 Me LUCIE JONCAS :

21 Bonjour. Lucie Joncas pour le Conseil provincial  
22 des métiers de la construction.

23 Me MARTIN ST-JEAN :

24 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire,  
25 Martin St-Jean pour la Ville de Montréal.

1 Me DANIEL ROCHEFORT :

2 Bonjour. Je suis Daniel Rochefort pour  
3 l'Association de la construction du Québec.

4 Me ALEXIE LAFOND-VEILLEUX :

5 Bonjour. Alexie Lafond-Veilleux pour le DGE.

6 Me MARTINE L. TREMBLAY :

7 Bonjour. Martine L. Tremblay pour le Barreau du  
8 Québec.

9 Me SIMON LAROSE :

10 Bonjour. Simon Larose pour le Procureur général du  
11 Québec.

12 Me DENIS HOULE :

13 Bonjour. Alors, Denis Houle pour l'Association des  
14 constructeurs de routes et grands travaux du  
15 Québec.

16 Me ISABELLE PIPON :

17 Bon matin. Isabelle Pipon pour l'ACRGTQ.

18 Me CLAUDE GIRARD :

19 Bonjour. Claude Girard pour le Directeur des  
20 poursuites criminelles et pénales.

21 Me ESTELLE TREMBLAY :

22 Bonjour. Estelle Tremblay pour le Parti québécois.

23 Me MICHEL DÉCARY :

24 Bonjour. Michel Décary et Maude Brouillette pour le  
25 Parti libéral du Québec.

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Bonjour. Geneviève Gagnon pour la Société Radio-  
3 Canada.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Oui.

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 Alors, Madame la Présidente, Monsieur le  
8 Commissaire, de façon très brève. Le vingt-sept  
9 (27) septembre dernier, vous avez rendu une  
10 décision afin que certaines parties du témoignage  
11 de monsieur Zambito soient faites en non-  
12 publication. Et cette décision-là, les paragraphes  
13 2 et 8 de la décision étaient également visés par  
14 une ordonnance, dis-je, de non-publication,  
15 notamment parce qu'ils apparaissaient des numéros  
16 de dossiers de cour que le DPCP jugeait approprié à  
17 ce moment-là de ne pas rendre dans le domaine  
18 public.

19 Donc, suite à une entente entre le DPCP et  
20 les représentants des médias, laquelle souscrivent  
21 les procureurs de la Commission, on vous  
22 demanderait de lever l'ordonnance de non-  
23 publication sur votre décision du vingt-sept (27)  
24 septembre, plus précisément aux paragraphes 2 et 8,  
25 s'il vous plaît. Merci.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Alors, vous consentez à ça, Maître Girard?

3 Me CLAUDE GIRARD :

4 Tout à fait, on a indiqué notre position à maître  
5 Gagnon ainsi qu'aux procureurs de la Commission,  
6 maître Tremblay et maître Lebel.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Parfait. Alors, les commissaires lèvent  
9 l'ordonnance de publication, de non-publication  
10 plutôt, rendue le vingt-huit (28) septembre deux  
11 mille douze (2012) à l'égard des paragraphes 2 et  
12 8. Maître Gallant.

13 LA GREFFIÈRE :

14 Monsieur Zambito, est-ce que vous pourriez vous  
15 lever pour l'assermentation, s'il vous plaît?

16 M. LINO ZAMBITO :

17 Oui.

18 \_\_\_\_\_

19



1 L'AN DEUX MILLE DOUZE, ce seizième (16ième) jour du  
2 mois d'octobre,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 LINO ZAMBITO,

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 INTERROGÉ PAR DENIS GALLANT :

11 Q. **[1]** Monsieur Zambito, juste avant qu'on entre,  
12 qu'on retourne à la Ville de Montréal, des petites  
13 questions de précision. Hier, on a vu, sur un  
14 document qu'on a déposé à savoir vos contributions  
15 des GEQ et notamment, il y a les noms de vos deux  
16 ingénieurs internes maison, monsieur Rivera et  
17 monsieur Dagenais, c'est exact?

18 R. Oui.

19 Q. **[2]** Parfait. Une petite question que j'avais omise  
20 de vous poser quant à ces personnes-là. Quand vous  
21 faites ou quand vous avez fait plutôt des  
22 soumissions de complaisance, est-ce que vos  
23 ingénieurs étaient au courant de ça?

24 R. Bien, écoutez, c'est sûr qu'à force de demander de  
25 rentrer un prix puis ils voyaient qu'on ne mettait

1 pas de temps et d'effort sur la soumission, il est  
2 venu le moment où est-ce qu'ils ont compris de la  
3 façon que ça fonctionnait et, oui, ils étaient au  
4 courant de qu'est-ce qui se passait.

5 Q. **[3]** Donc, je comprends un peu plus, c'est qu'ils  
6 vous ont posé des questions, en voulant dire  
7 « écoutez là, généralement ça prend des jours et  
8 des jours pour faire des grosses soumissions puis  
9 là, on fait ça, quoi, dans la demi-heure, dans  
10 l'heure ».

11 R. Oui. Surtout des soumissions de complaisance,  
12 c'étaient des soumissions qu'on déposait pour  
13 accompagner les autres entrepreneurs. Donc,  
14 écoutez, c'est quand même des ingénieurs, des  
15 professionnels. Comme vous avez dit, normalement,  
16 une soumission, ça pouvait prendre jusqu'à quatre,  
17 cinq jours la travailler et aller chercher le  
18 coûtant. Là, en mettant juste des chiffres puis  
19 rentrer un prix, ils savaient... ils ont compris  
20 assez vite c'est quoi... c'était quoi le processus,  
21 oui.

22 Q. **[4]** Parfait. Je vais maintenant juste également une  
23 autre question sur le financement des partis  
24 politiques. Vous avez allégué dans votre témoignage  
25 hier que, bon, vous avez, en plus de contribuer,

1 vous participez à des activités de financement.  
2 Vous en avez parlé pour certains ministres du Parti  
3 libéral. Vous avez parlé, à une occasion, pour  
4 l'ADQ. Vous avez parlé également de deux activités  
5 pour monsieur Legendre alors qu'il était au Parti  
6 québécois. Est-ce qu'on a fait le tour ou est-ce  
7 qu'il y en a d'autres? Et on peut élargir les  
8 années d'activités de financement.

9 R. Écoutez, je vous dirais que l'année, la date  
10 précise, je ne l'ai pas, mais je peux vous  
11 confirmer que j'ai assisté aussi à un cocktail de  
12 financement du Parti québécois au moment où  
13 monsieur Boisclair était chef du Parti québécois,  
14 ça s'est passé à la Gare Windsor. J'avais été  
15 sollicité par monsieur Michel Lalonde du Groupe  
16 Séguin, c'est lui qui m'avait appelé là-dessus. Et  
17 j'avais pris un billet qui était d'une valeur de  
18 mille dollars (1 000 \$).

19 Q. **[5]** Parfait. Outre monsieur Boisclair, pour les  
20 autres partis, est-ce que vous avez d'autres  
21 personnes en tête dont vous avez participé?

22 R. Oui. Il y a deux autres événements qui me  
23 reviennent en tête. J'avais participé aussi à un  
24 événement dans l'est de Montréal, c'était une  
25 soirée de financement aussi. C'était pour madame

1 Lise Thériault, j'avais assisté. Et à ce moment-là,  
2 le billet était aussi de mille dollars (1 000 \$) et  
3 j'avais payé par chèque. Et également, j'avais  
4 assisté à un déjeuner qu'elle avait organisé là, à  
5 un autre moment donné. La date précise, je ne l'ai  
6 pas. Ça s'était tenu au centre-ville de Montréal et  
7 j'avais assisté à ce déjeuner-là.

8 Q. **[6]** O.K. Vous n'avez pas les dates précises, mais  
9 avez-vous à peu près les époques?

10 R. Écoutez là, je vous parle tout le temps deux mille  
11 six (2006), deux mille sept (2007), deux mille huit  
12 (2008) là, là.

13 Q. **[7]** Et vous avez dit que vous avez payé par chèque,  
14 donc il y a un montant qui doit vous venir en tête,  
15 le premier... la première activité pour madame  
16 Thériault, c'était combien?

17 R. C'était mille dollars (1 000 \$).

18 Q. **[8]** C'était mille dollars (1 000 \$)?

19 R. Oui.

20 Q. **[9]** Et le déjeuner de financement, lui, vous  
21 souvenez-vous?

22 R. C'était mille dollars (1 000 \$) aussi.

23 Q. **[10]** Est-ce que vous avez payé par chèque, ou en  
24 argent comptant?

25 R. Ça a été payé par chèque.

1 Q. **[11]** Parfait. Je vais revenir à la Ville de  
2 Montréal. Les médias ont fait état, à un moment  
3 donné, qu'en deux mille trois (2003) vous auriez  
4 fourni un tracteur Kubota à un directeur général de  
5 l'arrondissement de St-Laurent. Un dénommé monsieur  
6 Fortin. C'est exact?

7 R. Oui. En deux mille trois (2003) il y a un tracteur  
8 Kubota qui appartenait à Constructions Infrabec qui  
9 a été prêté à monsieur Fortin. Là-dessus, monsieur  
10 Fortin a...

11 Q. **[12]** Mais moi, là, je veux...

12 R. Oui.

13 Q. **[13]** Je veux le début de ça, là. Comment est-ce  
14 qu'on... Comment on se ramasser à fournir un  
15 tracteur Kubota à un directeur général d'un  
16 arrondissement?

17 R. Écoutez. C'était un directeur de l'arrondissement  
18 de St-Laurent. On faisait, on effectuait beaucoup  
19 de travaux dans cet arrondissement-là, et monsieur  
20 Fortin, c'était une personne qu'avec le temps, j'ai  
21 appris à connaître. Et à un moment donné, monsieur  
22 Fortin s'est bâti ou s'est construit un chalet dans  
23 les cantons de l'ouest, donc monsieur Fortin avait  
24 besoin d'un tracteur. Il m'a fait la demande, voir  
25 si c'était possible que je lui en fournisse un.

1           Donc, je lui ai fourni un tracteur, un petit  
2           Kubota, qui était, qui appartenait à Infrabec et  
3           que monsieur Fortin utilisait.

4                       Là-dessus, je peux vous dire que monsieur  
5           Fortin a eu un procès. Je pense qu'il a plaidé...  
6           Je n'ai pas les détails exacts, mais je pense qu'il  
7           a plaidé coupable sur ça. Moi, de l'autre côté, la  
8           Sûreté du Québec avait fait enquête et tout ça, et  
9           il n'y a jamais eu d'accusation qui avait été  
10          portée contre moi.

11       Q. **[14]** Mais fournir un tracteur, est-ce que vous lui  
12       avez donné?

13       R. Non, non, non, non. Le tracteur appartenait à  
14       Infrabec. Monsieur Fortin en faisait l'utilisation.  
15       Le tracteur n'avait pas été donné, le tracteur  
16       était bel et bien au nom de Constructions Infrabec.

17       Q. **[15]** Est-ce que ça a été prêté sur une longue  
18       période de temps?

19       R. Pardon?

20       Q. **[16]** Est-ce que ça a été prêté sur une longue  
21       période de temps?

22       R. Écoutez, je vous dirais qu'il l'a eu en possession  
23       possiblement deux, trois mois.

24       Q. **[17]** O.K. Puis vous qui êtes habitué à louer de la  
25       machinerie, c'est une économie de combien, ça,

1            quand on veut avoir, louer un tracteur pour deux,  
2            trois mois? Vous estimez ça à combien?

3            R. Écoutez, je pense que ça peut avoir l'équivalent  
4            de... une machine de même, mille deux cents  
5            (1 200), mille cinq cents dollars (1 500 \$) par  
6            mois.

7            Q. **[18]** O.K.

8            R. Plus ou moins, là.

9            Q. **[19]** Et vous lui avez prêté de deux à trois mois.

10          R. C'est bien ça.

11          Q. **[20]** O.K. Et, une raison particulière? Vous le  
12          connaissiez personnellement, monsieur Fortin?

13          R. Oui, je le connaissais personnellement.

14          Q. **[21]** O.K. Et si on reprend votre expression, est-ce  
15          que c'est toujours stratégiquement, dans le but de  
16          développer des affaires futures, avec le directeur  
17          général d'un arrondissement?

18          R. Vous pouvez le voir de cette façon-là,  
19          développement des affaires, mais j'avais quand  
20          même... Comme je viens de dire, je connaissais  
21          personnellement monsieur Fortin aussi. Donc, c'est  
22          un peu des deux, là. Le fait que je le connaissais  
23          personnellement, et on peut mettre ça sur le compte  
24          du développement des affaires aussi.

25          Q. **[22]** O.K. Puis vous êtes au courant également qu'en

1           deux mille sept (2007) il a été reconnu coupable  
2           d'abus de confiance?

3       R. Oui. C'est un peu ça que je vous disais, là. Je  
4       sais qu'il a été... Il a plaidé coupable, ou il a  
5       été reconnu, il a eu un procès là-dessus. Les  
6       détails, je ne les sais pas, exacts, mais je sais  
7       qu'il a plaidé coupable, là.

8       Q. **[23]** Parfait. Je vais maintenant revenir à la Ville  
9       de Montréal, j'ai des documents à vous montrer. On  
10      va reparler de monsieur Milioto.

11     R. Oui.

12     Q. **[24]** Je vais déposer un document. 6, Madame  
13     Blanchette. Registre téléphonique, Lino Zambito et  
14     Nicolo Milioto.

15     MADAME LA GREFFIÈRE :

16     (Inaudible - micro fermé) 5.

17     Me DENIS GALLANT :

18     Vous avez bien raison, c'est 5. Je suis rendu à  
19     13P-196, Madame la Greffière? Alors je vais le  
20     coter 13P-196.

21

22           13P-196 :     Registre téléphonique Lino Zambito  
23                           (Nicolo Milioto)

24

25     Q. **[25]** Alors, si je prends ce document-là, c'est un



1 document qui est fait à partir de vos registres  
2 téléphoniques concernant votre cellulaire, 514-773-  
3 7199. Et une demande péremptoire a été faite auprès  
4 de la société Telus Communications, Telus Sûreté  
5 d'entreprise, pour obtenir les factures et  
6 registres associés au numéro 514-232-0112 le dix  
7 (10) juillet deux mille douze (2012). Les documents  
8 fournis par Telus le vingt (20) juillet deux mille  
9 douze (2012) indiquent que le numéro 514-232-0112  
10 est enregistré au nom de Nick 2.

11 Si on se réfère à la demande  
12 péremptoire, qui comprend les relevés  
13 téléphoniques cellulaires pour la  
14 période de novembre 96 à novembre  
15 2011, notamment du numéro 514-232-  
16 0112, Nicolo Nick Milioto, de Mivela  
17 Construction, nous pouvons assumer que  
18 ce numéro est effectivement associé à  
19 Nicolo Milioto.

20 Lino Zambito a contacté Nicolo Nick  
21 Milioto à 56 reprises entre le 27 juin  
22 2007 et le 26 septembre 2009. Les  
23 appels sont systématiquement de Lino  
24 Zambito vers Nick Milioto. Plusieurs  
25 appels sont faits chaque mois.

1 Et si on peut regarder le document en question, on  
2 peut le défiler, Madame Blanchette... J'aimerais  
3 qu'on le déroule... Alors, ce sont systématiquement  
4 - vous pouvez même en prendre connaissance - ce  
5 sont systématiquement des appels sortants. Vous  
6 avez expliqué que monsieur Milioto, vous deviez  
7 absolument le rencontrer pour lui remettre la cote  
8 à la mafia et aux politiques, ce que vous avez dit  
9 dans votre témoignage?

10 R. Oui.

11 Q. **[26]** C'est exact?

12 R. Oui.

13 Q. **[27]** Monsieur Milioto était dans les trottoirs,  
14 donc, généralement, n'était pas sur les mêmes  
15 chantiers que vous?

16 R. Non. C'est bien ça.

17 Q. **[2]** C'est bien ça. Et est-ce qu'on peut assumer de  
18 ces registres téléphoniques-là, et c'est vous  
19 directement qui l'appellez, que c'est pour payer vos  
20 cotes?

21 R. Oui, ça peut être pour payer les cotes. Aussi,  
22 comme j'ai dit, monsieur Milioto, c'est quelqu'un  
23 que je connaissais depuis une vingtaine d'années.  
24 Mais essentiellement, je l'appelais pour pouvoir le  
25 croiser ou le rencontrer.

1 Q. **[3]** Essentiellement, c'est à peu près la seule  
2 relation que vous aviez avec lui, même si vous le  
3 connaissiez depuis des années?

4 R. Oui.

5 Q. **[4]** Parfait. On va déposer un autre document que  
6 j'aimerais que vous regardiez. Ça va être le numéro  
7 5, Madame Blanchette. On a fait la même chose pour  
8 monsieur Luc Leclerc que vous avez parlé dans votre  
9 témoignage.

10 Selon les informations fournies par  
11 Bell Canada Sûreté de l'entreprise  
12 dans le cadre du projet Fiche de la  
13 Sûreté du Québec, le vingt (20) avril  
14 deux mille dix (2010), le titulaire du  
15 numéro 514-894-9002, dont le  
16 fournisseur est Bell Mobilité  
17 Cellulaire, est Luc Leclerc dont  
18 l'adresse au compte est le [...]...

19 et, là, on a à dessein enlevé l'adresse  
20 domiciliaire de monsieur Leclerc,

21 ... trente et une (31) communications  
22 téléphoniques ont été enregistrées  
23 entre le numéro 514-894-9002,  
24 enregistré au nom de Luc Leclerc et  
25 Lino Zambito.

1 Et, là, on part, et, là, vous avez des appels  
2 sortants et des appels entrants. Et on part, comme  
3 j'ai dit tantôt, en deux mille sept (2007), douze  
4 du six deux mille sept (12-06-2007). Et je vais  
5 déposer ce document sous 13P-197.

6

7 13P-197 : Registre téléphonique Lino Zambito  
8 (Luc Leclerc).  
9

10 Et on a systématiquement à peu près deux ans  
11 d'appels, douze (12) juin deux mille sept (2007) au  
12 deux (2) juillet deux mille neuf (2009). Monsieur  
13 Leclerc, est-ce qu'il y avait d'autres raisons que  
14 pour discuter des extra et lui payer ses cotes que  
15 vous communiquiez avec lui ou il communiquait avec  
16 vous?

17 R. Oui. Évidemment, on faisait des projets ensemble.  
18 Il était surveillant sur les projets, sur mon  
19 chantier. Donc, je pouvais l'appeler s'il y avait  
20 un problème technique sur un chantier, puis mon  
21 ingénieur me demandait assistance. Souvent, j'ai  
22 pris la peine d'appeler monsieur Leclerc pour voir  
23 s'il y avait moyen de faire accélérer le processus  
24 pour régler un problème qu'on trouvait  
25 quotidiennement. Donc, il peut y avoir des appels

1           qui ont été faits pour le but du travail de  
2           chantier aussi.

3       Q. **[5]** Mais les us et coutumes, monsieur Leclerc  
4           n'avait pas un téléphone au bureau, lui?

5       R. Oui, mais monsieur...

6       Q. **[6]** C'était coutume de l'appeler sur son téléphone  
7           cellulaire?

8       R. Monsieur Leclerc, c'est quelqu'un qui faisait  
9           beaucoup... La façon de faire, il était au bureau  
10          de bonne heure le matin. Puis je vous dirais, là, à  
11          partir de huit heures et demie (8 h 30), neuf  
12          heures (9 h), c'est quelqu'un qui faisait la  
13          tournée de ses chantiers. Donc, la façon de le  
14          rejoindre, c'était vraiment sur son cellulaire.

15      Q. **[7]** Parfait. Je vais avoir un autre document à  
16          déposer, qui est le numéro 8, que je vais déposer  
17          sous 13P-198. C'est le registre téléphonique de  
18          Gilles Surprenant qui couvre sensiblement une  
19          période de deux ans également, du dix-neuf (19)  
20          septembre deux mille sept (2007) au dix-sept (17)  
21          août deux mille neuf (2009).

22

23          13P-198 :       Registre téléphonique Lino Zambito  
24                           (Gilles Surprenant).

25

1 Et je vais... Juste revenir. C'est ça, vous pouvez  
2 venir au début. Ici, on a l'information suivante  
3 que :

4 [...] le titulaire du numéro 514-206-  
5 7193, dont le fournisseur est Bell  
6 Mobilité Cellulaire, est Gilles  
7 Surprenant dont l'adresse au compte  
8 est le 801, rue Brennan, suite 3204 à  
9 Montréal. Même adresse que celle  
10 apparaissant au compte 514-206-0495,  
11 enregistré au nom de Catarina Milioto.  
12 Selon une recherche des sources  
13 ouvertes, le 801, rue Brennan à  
14 Montréal héberge plusieurs bureaux de  
15 la Ville de Montréal. Lino Zambito et  
16 le numéro 514-206-7193 enregistré au  
17 nom de Gilles Surprenant ont eu  
18 plusieurs échanges téléphoniques, soit  
19 trente-trois (33) conversations ont  
20 été enregistrées et dans la plupart  
21 des cas (21), c'est Surprenant qui  
22 contacte Lino Zambito.

23 Monsieur Zambito, est-ce que vous aviez à lui  
24 parler autre que pour lui verser des montants,  
25 monsieur Surprenant?

1 R. Écoute, c'est arrivé à quelques reprises que j'ai  
2 eu des conversations avec lui pour des précisions  
3 sur des documents. Je pense que quand j'ai parlé du  
4 projet de boulevard Saint-Laurent, j'avais rentré  
5 en contact avec lui pour déterminer, j'avais vu le  
6 fait qu'il n'y avait pas de dalle de béton. Donc,  
7 j'avais pris l'initiative d'appeler monsieur  
8 Surprenant pour voir ces aspects-là. Mais à part de  
9 ces aspects-là qu'on pouvait avoir des questions  
10 techniques, car c'était lui l'ingénieur à la  
11 conception, il n'y avait pas d'autres raisons de  
12 lui parler.

13 Q. **[8]** Monsieur Surprenant, juste pour mettre les  
14 choses dans leur contexte, ce monsieur-là faisait  
15 la conception des plans et devis, et était dans un  
16 secteur qui était très limité. Quand on a fait le  
17 tour de vos soixante-dix (70) appels d'offres,  
18 exemple, et ceux que vous avez obtenus ou vous avez  
19 soumissionné, ce n'est pas l'ensemble, c'est  
20 uniquement lorsqu'on a... le département de  
21 monsieur Surprenant, c'est quand on a des conduites  
22 d'eau secondaires, j'imagine?

23 R. C'était le département de... Je n'ai pas le nom  
24 exact, mais c'est... Il était au bureau sur  
25 Brennan, puis c'était le département où est-ce que

1       Luc Leclerc est ingénieur, il faisait la  
2       surveillance. C'est canalisation et voirie. Je n'ai  
3       pas le nom exact du département comment il  
4       s'appelait, mais c'était dans... Dans le  
5       département de la Ville centre qu'eux s'occupaient  
6       des travaux de réfection, des égouts et des  
7       conduites secondaires sur les projets de la Ville  
8       centre.

9       Q. **[9]** Et est-ce que, systématiquement, dans tous les  
10      contrats que vous avez obtenus à la Ville de  
11      Montréal quand monsieur Surprenant était le  
12      concepteur des plans et devis, est-ce que,  
13      systématiquement, vous lui avez donné une redevance  
14      d'argent que vous qualifiez à un pour cent (1 %) ?

15     R. Si le contrat était organisé, oui.

16     Q. **[10]** Seulement s'il était organisé ?

17     R. Absolument.

18     Q. **[11]** Parfait. Je vais ensuite de ça déposer, Madame  
19      la Présidente, ça, je vais le déposer sous une cote  
20      CEIC, c'est un engagement que j'avais pris. Si on  
21      peut le mettre à l'écran. C'est les numéros de  
22      résolutions des contrats. C'est le numéro 3. Et ce  
23      que je vais faire, c'est que je vais le déposer  
24      sous CEIC, P-178.71, parce que ça fait référence,  
25      là, aux soixante-dix (70) contrats. Si on regarde



1 ce document-là, Madame la Présidente, Monsieur le  
2 commissaire, on a pris tous les documents que  
3 monsieur Zambito a regardés, a analysés, qu'on a  
4 déposés, des soixante-dix (70) appels d'offres. Ce  
5 qu'on a fait, c'est qu'on les a reproduits, mais on  
6 a rajouté des colonnes à droite, qui est la  
7 résolution d'attribution du contrat. Donc, ça veut  
8 dire que le contrat, soit qu'il a été accepté, et  
9 par une résolution du conseil exécutif, soit qu'il  
10 aurait été annulé. Et s'il y a des notes également,  
11 par exemple le premier, il y a eu une résolution  
12 d'annulation d'appel d'offres. Par contre, les  
13 travaux ont été couverts par un autre appel  
14 d'offres subséquent, qui est le 9702, ce qui en  
15 fera en sorte que la Commission aura un éclairage  
16 plus grand.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Mais ça devrait être 13P-178.71, non?

19 Me DENIS GALLANT :

20 Oui, je ne le faisais pas déposer par le témoin, je  
21 le faisais déposer par la Commission. On peut le  
22 faire 13P, également. C'est parce que vraiment,  
23 oui, 13, vous préférez 13? Parfait, on va continuer  
24 dans le même ordre. Alors, Madame la greffière, je  
25 me rétracte. 13P-178.71.

1 13P-178.71 : Numéros de résolutions d'attributions  
2 de contrats  
3

4 Me DENIS GALLANT :

5 Et moi, s'il n'y a pas d'autres questions, ça va  
6 terminer mon interrogatoire en chef.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[1]** Moi j'en aurais une question, Monsieur Zambito.

9 R. Oui.

10 Q. **[2]** Vous nous avez dit hier les choses que les  
11 commissaires devraient faire, mais il y en a une  
12 qui m'intéresserait, et vous avez déjà dit que  
13 lorsque les listes de soumissions n'étaient pas  
14 déposées, ça vous causait des problèmes?

15 R. Oui.

16 Q. **[3]** O.K. Alors, quoi d'autre pourrait mettre des  
17 bâtons dans les roues à des entrepreneurs pour  
18 éviter la collusion et la corruption?

19 R. Écoutez, moi je pense que, premièrement, comme je  
20 l'ai mentionné à plusieurs reprises, le fait que  
21 l'UPAC et Marteau ont été mis sur place, ça a  
22 freiné les ardeurs des entrepreneurs, puis je pense  
23 que ça devrait devenir permanent.

24 Q. **[4]** Ça, il n'y a pas de problème, mais moi je  
25 parle, ce n'est pas à ce niveau-là que je vous pose

1 la question.

2 R. Oui.

3 Q. **[5]** Je vous pose la question au niveau d'un  
4 entrepreneur qui veut être capable de faire de la  
5 collusion. Qu'est-ce qui pourrait vous en empêcher?  
6 Qu'est-ce qui serait très embêtant pour vous?

7 R. Bien, moi je pense, premièrement aussi, ça prend  
8 des lois plus sévères au point de vue de la Régie  
9 du bâtiment. Un entrepreneur qui est trouvé  
10 coupable de fraude ou de collusion, il faut  
11 comprendre que le permis qui est donné par la Régie  
12 du bâtiment, c'est un privilège et non un droit à  
13 un entrepreneur. Je pense qu'il est important de  
14 mettre en place des lois efficaces où est-ce que  
15 les gens qui sont reconnus coupables ne puissent  
16 pas avoir accès à des permis de construction. On le  
17 voit un peu, les gens changent de nom de compagnie,  
18 ils changent d'actionnaires, mais les  
19 intermédiaires, ces acteurs-là sont tout le temps  
20 dans le domaine. Moi je pense que les gens qui sont  
21 trouvés coupables doivent être sortis du domaine de  
22 la construction.

23 Et aussi, les villes, les municipalités  
24 devraient faire une vérification plus approfondie  
25 des appels d'offres, pas juste faire, l'appel

1 d'offres rentre, on rencontre les budgets, la  
2 résolution est bonne, le cautionnement est bon, et  
3 on octroie le contrat. Je pense qu'il y a des  
4 vérifications plus approfondies, aller voir qui est  
5 l'entrepreneur, a-t-il des antécédents, a-t-il un  
6 passé criminel? C'est la façon, moi je pense, qu'on  
7 peut tenter de sortir les gens corrompus du milieu.

8 Et aussi, au point de vue du ministère des  
9 Transports du Québec, je pense que le Ministère  
10 devrait penser de faire plus de choses à l'interne  
11 par ses propres ingénieurs, et d'en donner moins  
12 aux firmes d'ingénieurs privées. Donc, ça veut dire  
13 réengager des ingénieurs au ministère des  
14 Transports, faire faire la conception, et aussi  
15 sûrement la surveillance par les employés du  
16 Ministère, avec des organismes de vérification  
17 sévères.

18 Q. [6] O.K. Merci.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Est-ce que vous avez des questions, Maître Gallant,  
21 suite à ça?

22 Me DENIS GALLANT :

23 Q. [7] Bien, suite à votre question, est-ce qu'il y a  
24 une solution également, j'ai été un petit peu  
25 stupéfait quand vous avez dit que techniquement

1 vous pouvez soumissionner sur un appel d'offre et  
2 carrément vendre la job à quelqu'un d'autre. Vous  
3 avez donné un exemple hier, c'est-à-dire qu'en  
4 sous-traitance, quelqu'un peut faire cent pour cent  
5 (100 %) des travaux?

6 R. Oui.

7 Q. **[8]** Ce n'est pas une problématique avec ça, selon  
8 vous?

9 R. Bien, c'est une problématique, je pense qu'il  
10 faudrait regarder cette avenue-là aussi dans la loi  
11 pour possiblement obliger l'entrepreneur qui est le  
12 plus bas soumissionnaire à effectuer ses propres  
13 travaux dans le domaine où il a l'expertise. Si la  
14 licence d'entrepreneur qu'il a lui permet  
15 d'effectuer ces travaux-là, il faudrait  
16 possiblement prévoir une limitation à pouvoir  
17 donner des contrats en entier en sous-traitance,  
18 oui.

19 Q. **[9]** Parce qu'hier, vous avez donné un exemple. Est-  
20 ce que vous l'avez fait souvent, ça? C'est-à-dire,  
21 moi j'ai ma licence d'entrepreneur, je vais prendre  
22 ça, puis je vais favoriser un chum, là, je vais lui  
23 donner l'ensemble du contrat, là?

24 R. Écoutez, je pense, c'est un exemple. Ça m'est  
25 arrivé possiblement une fois ou deux, mais en

1 majorité j'effectuais, dans mon champ d'activités  
2 où j'avais la compétence de le faire, j'effectuais  
3 mes travaux moi-même, et où est-ce que j'étais régi  
4 par le BSDQ, bien je m'adaptais à la loi du BSDQ.

5 Q. [10] Parce que si je comprends bien, un  
6 entrepreneur, si je reviens à Montréal, comme  
7 monsieur Nick Milioto, qui est propriétaire de  
8 Mivela Construction, lequel la spécialité ce sont  
9 les trottoirs, pourrait techniquement soumissionner  
10 pour des travaux d'égouts et carrément vous donner  
11 le travail pour une cote?

12 R. Oui, mais il faut faire attention, tout se rapporte  
13 à notre licence. Moi, ma licence, d'après ma  
14 licence, j'ai le droit de faire des trottoirs, j'ai  
15 le droit de faire du pavage, j'ai le droit de faire  
16 du souterrain, j'ai le droit de faire de  
17 l'éclairage, j'ai le droit de faire de tout. Par  
18 après, c'est l'entreprise qui décide de créer sa  
19 niche. La loi, la licence nous permet d'aller faire  
20 des trottoirs, d'aller faire de l'asphaltage et  
21 c'est pareil pour les autres. Moi je pense que  
22 votre question dit, avec la licence que cet  
23 individu-là a ça lui permet d'aller soumissionner  
24 des contrats d'égouts.

25 C'est au donneur d'ouvrage de dire par ses

1       lois, si tu me soumissionnes mettons un projet  
2       d'égouts, on s'attend à ce que l'entreprise qui a  
3       le contrat en fasse... exécute soixante-quinze pour  
4       cent (75 %) des travaux. C'est en mettant des  
5       paramètres plus serrés qu'on va empêcher qu'un  
6       entrepreneur ait un contrat puis qu'on le redonne  
7       en sous-traitance à cent pour cent (100 %). Il faut  
8       que les règles soient établies par les donneurs  
9       d'ouvrage.

10      Q. **[11]** Puis qui va être responsable des  
11       cautionnements, par exemple, un contrat que vous  
12       allez donner, vous allez donner en sous-traitance  
13       quasiment à cent pour cent (100 %), est-ce que vous  
14       demeurez, est-ce que votre cautionnement demeure?

15      R. Oui, absolument. C'est vis-à-vis, je vous donne un  
16       exemple, dans le contrat qu'on parlait hier...

17      Q. **[12]** Oui?

18      R. ... vis-à-vis le ministère des Transports du Québec  
19       l'entrepreneur général c'est Construction Infrabec.  
20       Pour le Ministère on a un contrat, on a un lien  
21       entre le Ministère et Infrabec. Mon sous-traitant,  
22       eux, ils n'ont aucun lien. Toi comme entrepreneur  
23       général si tu veux te protéger de ton sous-traitant  
24       tu peux lui demander un cautionnement aussi de lui,  
25       d'engagement qu'il va faire les... d'exécution

1 qu'on appelle, il dégage les matériaux pour te  
2 protéger, mais vis-à-vis le ministère des  
3 Transports c'est Infrabec qui a un lien, là. Le  
4 sous-traitant n'a rien à voir avec le ministère des  
5 Transports.

6 Q. **[13]** Parfait.

7 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

8 Q. **[14]** Sur un autre sujet, hier on a parlé des firmes  
9 de génie civil qui créaient des consortiums. Vous  
10 avez dit que quand vous, dans vos projets, vous  
11 avez parfois travaillé avec des firmes de génie  
12 civil seules, parfois c'était en consortium?

13 R. Oui.

14 Q. **[15]** Mais pour vous, il n'y avait pas d'avantages à  
15 la création de consortium pour l'entrepreneur?

16 R. Écoutez, moi je n'en vois pas pour l'entrepreneur  
17 d'avantages, je pense de qu'est-ce que moi j'ai  
18 compris, c'est plus les mandats sont séparés entre  
19 des bureaux d'ingénieurs et on forme des  
20 consortiums pour donner des mandats. Puis le  
21 problème aussi qu'on n'a pas soulevé, puis je pense  
22 que c'est important d'en parler.

23 Des fois il faut aller examiner aussi, on a  
24 des consortiums d'ingénieurs puis dans les PPP, on  
25 va retrouver des consortiums d'ingénieurs avec



1 certains entrepreneurs quand sur d'autres chantiers  
2 ces ingénieurs-là surveillent ces entrepreneurs-là  
3 sur des chantiers quelconques. Puis par après, ils  
4 se retrouvent associés ensemble.

5 Moi je pense qu'il y a un problème à  
6 quelque part, là, ça ne devrait pas être ce fait-là  
7 que des ingénieurs, des bureaux d'ingénieurs qui  
8 surveillent des entrepreneurs puissent se trouver  
9 en partenariat avec ces bureaux-là sur des projets.

10 Q. **[16]** Mais est-ce qu'il y a des représentants des  
11 firmes de génie civil vous ont dit pourquoi ils  
12 créaient des consortiums parce qu'on a vu le  
13 phénomène apparaître au cours des années?

14 R. Écoutez, je ne suis pas, je l'ai vu, je l'ai vécu,  
15 mais je ne suis pas à l'aise pour vous dire  
16 exactement pourquoi c'est formé. Je pense que les  
17 gens les mieux placés pour vous répondre, c'est les  
18 gens des firmes d'ingénieurs.

19 Me DENIS GALLANT :

20 Q. **[17]** On a déposé ça m'amène une question parce que  
21 des consortiums de firmes de génie civil ça existe,  
22 mais ça existe également des regroupements  
23 d'entrepreneurs pour un projet en tant que tel.  
24 Puis on a déposé votre profil d'affaire sur 13P-174  
25 et j'ai effleuré la question, mais vous avez pour

1 l'exécution d'un contrat relatif à la construction  
2 d'un bassin de rétention sur le boulevard Perras  
3 pour la Ville de Montréal fondé une compagnie avec  
4 F. Catania pour ça?

5 R. Oui.

6 Q. **[18]** Est-ce qu'il y avait une raison particulière,  
7 la compagnie est radiée depuis, sur demande depuis  
8 le vingt (20) octobre deux mille trois (2003), mais  
9 pouvez-vous nous expliquer ça pourquoi on s'associe  
10 avec d'autres entrepreneurs pour obtenir un  
11 contrat?

12 R. Oui, c'était un projet qui était un peu, c'était le  
13 bassin de rétention du boulevard Perras, c'était un  
14 projet qui était un peu délicat. Il était  
15 compliqué, c'était profond, trente (30), quarante  
16 (40) pieds de profondeur, puis c'était un projet où  
17 est-ce qu'il fallait faire, c'était un peu spécial  
18 comme projet. C'est la première fois que je vivais  
19 ça à la Ville de Montréal.

20 L'entrepreneur était tenu de faire le  
21 design du projet, proposer à la Ville la façon  
22 qu'on voulait faire. La Ville vous a dit mes  
23 besoins sont ça, on veut un bassin de rétention qui  
24 contient tant d'eau, il faut qu'il s'écoule de  
25 telle façon, proposez-nous quelque chose.

1                   Donc, à ce moment-là, moi je m'étais  
2                   associé avec F. Catania, c'était une entreprise qui  
3                   était déjà plus dans le milieu, qui était déjà sur  
4                   le marché de Montréal depuis plusieurs années. Moi  
5                   j'entrais là, ça faisait trois, quatre, je pense le  
6                   bassin s'est fait en deux mille deux (2002), deux  
7                   mille trois (2003), là.

8                   On était nouveau, ça fait qu'on avait  
9                   décidé de joindre nos forces de ses ingénieurs, nos  
10                  ingénieurs pour soumissionner le problème, excusez,  
11                  le projet ensemble. On avait été les plus bas  
12                  soumissionnaires sur le projet, mais notre  
13                  proposition n'avait pas été retenue par la Ville de  
14                  Montréal, ça avait été rejeté.

15                  Et le projet avait retourné en appel  
16                  d'offres, puis la Ville avait changé un peu la  
17                  façon de faire, là, on nous donnait plus  
18                  d'indications, qu'est-ce qu'exactement ils  
19                  voulaient et à cette fois-là, quand c'est revenu en  
20                  appel d'offres Infrabec on l'a soumissionné tout  
21                  seul et on a été les plus bas soumissionnaires au  
22                  projet et c'est nous qui a fait le projet du bassin  
23                  boulevard Perras.

24                  Q. [19] Et ça ça arrivait d'incorporer une compagnie  
25                  pour un seul projet, ça valait la peine au niveau

1           fiscal, j'imagine?

2           R. Bien ce n'est pas une question fiscale, c'est plus  
3           une question de responsabilité des entrepreneurs.

4           Q. **[20]** O.K.

5           R. Puis il y a les compagnies de caution aussi où est-  
6           ce qu'il faut que les deux cautions embarquent, ça  
7           fait que c'est plus facile pour les cautionnements  
8           quand les deux entreprises font, excusez le mot  
9           anglais, un « joint venture », les responsabilités  
10          sont réparties sur cette compagnie-là avec les  
11          cautionnements.

12                       Ça arrive à l'occasion. Le plus bel exemple  
13          que je peux vous donner un peu, dans le moment il y  
14          a un gros projet de quatre-vingts (80), soixante-  
15          quinze ou quatre-vingts millions (75-80 M), la 640  
16          et l'autoroute 15 pour le ministère des Transports  
17          du Québec et vous avez un consortium qui est fait  
18          de Demix Construction avec EBC, ils se sont mis  
19          ensemble parce que c'est un projet quand même  
20          d'envergure. Ça fait que souvent on va voir qu'il y  
21          a des entreprises qui vont faire des consortiums  
22          pour certains projets.

23          Q. **[21]** Ça, c'est une collusion légale!

24          R. Pardon?

25          Q. **[22]** C'est une collusion légale!

1 R. Bien, je ne dirais pas une collusion, il faut...  
2 Des projets de même, c'est quand même... Comme je  
3 vous ai dit hier, plus le montant est gros, plus on  
4 enlève de la compétition, sauf que des projets de  
5 soixante-quinze, quatre-vingt-cinq millions (75 M\$-  
6 85 M\$), le ministère des Transports, je n'ai pas  
7 les statistiques, mais il n'y en a pas énormément  
8 en appel d'offres. Puis les compagnies, souvent il  
9 y a une question aussi, il faut faire l'ouvrage, il  
10 faut être efficace, puis il faut que l'ouvrage  
11 sorte, il y a des délais. Ça fait que des fois, ça  
12 se produit qu'il y a des consortiums pour répondre  
13 aux appels d'offres.

14 Q. [23] Merci. C'est complet.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Alors, je comprends que ce sera maître Décary.

17 Me CLAUDE CHARTRAND :

18 Alors, avant d'entreprendre la demande de maître  
19 Décary, je voudrais requérir une courte suspension,  
20 cinq minutes, pour que je puisse m'entretenir avec  
21 mon confrère pour un document que je voudrais  
22 savoir s'il est en sa possession.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Très bien.

25 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

1 REPRISE DE L'AUDIENCE

2

3 REPRÉSENTATIONS

4

5 Me MICHEL DÉCARY :

6 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, pour  
7 ce qui est du statut, je serai très bref.

8 Évidemment, nous sollicitons le statut de  
9 participant pour le Parti libéral du Québec, et on  
10 s'appuie sur la décision que vous avez rendue dans  
11 le cadre des demandes de statut et sur les  
12 principes qui sont évoqués, et bien sûr, le Parti  
13 libéral était au, dirigeait le gouvernement pendant  
14 une des périodes visées par la... par la présente  
15 enquête.

16 Donc, là-dessus, je n'en dis pas plus.  
17 C'est davantage, j'aurai des propos sur un second  
18 point, dans la mesure où, bien sûr, j'ai le statut  
19 de participant.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Allez-y. Vous êtes là pour ça.

22 Me MICHEL DÉCARY :

23 Sur le second point, donc. La différence - et je  
24 n'ai pas à vous enseigner la différence - entre le  
25 statut de participant et d'intervenant tient

1 principalement à la capacité de contre-  
2 interroger...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Vous n'avez pas besoin de plaider sur le statut  
5 de...

6 Me MICHEL DÉCARY :

7 Ah, non non.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 ... de participant.

10 Me MICHEL DÉCARY :

11 J'ai compris.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K.

14 Me MICHEL DÉCARY :

15 Mais la différence, donc, tient au droit de contre-  
16 interroger. Et c'est vous-même qui le notiez au  
17 paragraphe 9 de cette même décision. Et ce droit de  
18 contre-interroger tient à une divulgation complète  
19 de toute preuve qui est susceptible d'affecter des  
20 intérêts du participant, même s'il arrive  
21 tardivement.

22 Devant la Commission O'Connor, j'ai été  
23 appelé à représenter l'ambassadeur Pillarella.

24 L'ambassadeur Pillarella avait fait l'objet, il y  
25 avait des interrogatoires qui le concernaient à

1       huis clos. Je suis arrivé plus tard. Et bien sûr,  
2       parce qu'à ce moment-là, entre autres, à la suite  
3       d'un éditorial du Globe and Mail, et du fait qu'on  
4       questionnait son comportement, j'ai été appelé à  
5       intervenir, et j'ai eu accès, évidemment, à tout ce  
6       qui était nécessaire, toute la preuve qui le  
7       concernait, pour pouvoir le défendre et défendre sa  
8       réputation. C'est de ça dont on parle devant une  
9       commission d'enquête.

10               Et ici, pour ce qui est de la partie  
11       caviardée, je ne la connais pas, je n'entends pas  
12       en discuter en public. Mais dans la mesure où elle  
13       pourrait, cette partie, se rapporter de quelque  
14       manière, directement ou indirectement, aux intérêts  
15       de mon client, je vous demande la permission de le  
16       voir. Et je comprends qu'il puisse y avoir peut-  
17       être certains problèmes techniques, mais, au fait  
18       de le voir, d'en prendre copie d'abord, je ne vois  
19       aucun problème.

20               Second point. Ce dont on m'informe,  
21       évidemment, c'est que je comprends qu'il y a déjà  
22       eu une entente, semble-t-il, et je ne le mets pas  
23       en doute, mais à l'effet que pour ce qui est de  
24       cette partie, les participants de l'époque ont  
25       décidé qu'il n'était pas nécessaire de contre-



1           interroger. Je présume que leurs intérêts n'étaient  
2           pas en cause.

3                       Mais dans la mesure où les intérêts de la  
4           partie que je représente peuvent être en cause, je  
5           vous soumets que j'ai un droit certain à la  
6           divulcation de cette preuve. Il n'y a pas de  
7           renonciation expresse ou implicite. On intervient  
8           quand et à compter du moment qu'on est concerné. Et  
9           dans nombre de commissions d'enquête, les parties  
10          interviennent, et ça va probablement arriver ici,  
11          où les gens sont susceptibles d'intervenir plus  
12          tard lorsque leurs intérêts sont en cause.

13                      Et bien sûr si, dans votre rapport à la  
14          fin, leur réputation peut être mise en preuve...  
15          peut être attaquée, pardon, en vous appuyant de  
16          quelque manière sur une preuve passée, certainement  
17          qu'avant de rendre... produire un rapport, les gens  
18          ont intérêt à savoir ce qui peut les affecter. Or,  
19          il me semble, je ne veux pas faire un grand cas,  
20          parce qu'il s'agit de très peu, mais dans la mesure  
21          où ça peut m'affecter, je vous demande donc d'avoir  
22          accès à cette information.

23                      Et finalement, pratique, c'est-à-dire  
24          qu'advient-il s'il y avait nécessité de contre-  
25          interroger? D'abord, il s'agit de ce témoin qui est

1           ici. Ce n'est pas pour faire venir, pas pour  
2           attendre des mois, il est ici. Je peux le contre-  
3           interroger au besoin à huis clos. Mais dans la  
4           mesure où c'est nécessaire, or, le contre-  
5           interrogatoire, comme vous l'avez signalé, est  
6           limité dans le cadre de la commission d'enquête. Et  
7           d'autres avant vous, bien sûr, vous l'avez évoqué,  
8           également ont souligné ce caractère limité, mais  
9           par ailleurs essentiel sur des points susceptibles  
10          d'entraîner une atteinte à la réputation.

11                       Et donc, je vous demande d'abord, en  
12          anglais, « let's cross that bridge when we get  
13          there ». Premièrement, si je le voyais, peut-être  
14          qu'il n'y aurait aucune question à poser. Et  
15          deuxièmement, s'il y en avait, il y a certainement  
16          moyen de... ça peut être très court, et de pouvoir  
17          poser quelques questions à ce témoin qui est ici,  
18          évidemment dans le cadre d'une ordonnance de non-  
19          publication, non-diffusion. Merci.

20          LA PRÉSIDENTE :

21          Oui.

22          Me CLAUDE CHARTRAND :

23          Madame la Présidente, évidemment, comme vous l'avez  
24          mentionné, pour ce qui est de la demande de statut,  
25          nous n'avons pas de commentaires à vous présenter.

1 Je pense que preuve a été faite à cet effet. Ce qui  
2 est le plus pertinent à aborder à ce moment-ci,  
3 c'est l'allégué 17 a) et b) de la requête du Parti  
4 libéral qui demande en quelque sorte que vous lui  
5 accordez un statut rétroactif et lui permettre  
6 conséquemment de pouvoir faire un contre-  
7 interrogatoire lors d'une audition antérieure alors  
8 qu'à ce moment-là, le Parti libéral avait choisi de  
9 ne pas demander de statut.

10 Je pense qu'il faut faire brièvement, il  
11 faut dresser brièvement une toile de fond. Vous  
12 avez d'abord dans votre discours d'ouverture mis la  
13 table quant à quelle serait la nature des travaux.  
14 Mais même avant le discours d'ouverture, l'énoncé  
15 même du mandat de la Commission dresse déjà la  
16 table de la Commission et le financement des partis  
17 expressément mentionné dans ce décret.

18 Or, conséquemment, vous avez eu le décret.  
19 Vous avez eu le discours d'ouverture. Vous avez eu  
20 deux séances où vous avez invité les participants à  
21 se faire valoir, que tous ceux qui croyaient avoir  
22 un intérêt pouvaient demander l'un ou l'autre des  
23 statuts. Le premier exercice a eu lieu au printemps  
24 dernier. Or, lors de cet exercice, un certain  
25 nombre de participants se sont présentés. Et vous

1       avez fait, et entendu ces participants-là et  
2       attribué le statut participant ou intervenant ou  
3       refusé dans certains cas le statut. Vous avez aussi  
4       reçu, en date du vingt-huit (28) mai, que je vais  
5       déposer sous la cote CEIC-R-199, une  
6       correspondance. Mon confrère en a déjà un  
7       exemplaire.

8

9       CEIC-R-199 : Lettre en date du 28 mai 2012

10

11       Alors, je disais sous la cote CEIC-R pour requête,  
12       199, une correspondance de Karl Blackburn, qui est  
13       directeur général du Parti libéral, dans laquelle  
14       il exprime clairement qu'ils n'ont pas l'intention  
15       d'intervenir, ni de demander l'un ou l'autre des  
16       statuts qui étaient disponibles. Je vais vous lire  
17       plus précisément les passages pertinents :

18

19

20

21

22

23

24

25

Bien que nous comptions suivre avec  
beaucoup d'attention l'ensemble des  
travaux de la Commission, il ne nous  
paraît pas utile à ce moment-ci de  
demander l'obtention d'un statut de  
participant ou d'intervenant du Parti  
libéral du Québec. Toutefois, si la  
Commission aborde des questions pour

1                   lesquelles nous jugeons que notre  
2                   apport pourrait s'avérer utile et  
3                   pertinent, nous formulerons au besoin  
4                   les demandes nécessaires.

5       C'est ce qu'ils formulent aujourd'hui. Alors,  
6       jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas senti le besoin de  
7       le faire. Maintenant qu'on sent le besoin de le  
8       faire, on vous demande, bien, rétroagissez votre  
9       décision au moment où mon confrère vous soulignait,  
10      au trois (3) ou quatre (4) octobre dernier.

11               Alors, à la lumière de ce que je viens de  
12      vous mentionner, je ne vois pas ici devant vous  
13      l'ombre d'un élément de preuve qui pourrait  
14      permettre d'accorder un statut rétroactif au Parti  
15      libéral sans pensant considérer les conséquences  
16      que d'accorder un tel statut, puisque demain ça  
17      sera qui qui viendra vous demander un statut, et  
18      là, vous demandera : « Je voudrais contre-  
19      interroger tel témoin qui a été entendu au jour X  
20      ou Y, antérieurement. » Et après-demain, ainsi de  
21      suite. Alors, ce qu'on vous demande, c'est d'ouvrir  
22      la porte au fait qu'on va attendre, puis en temps  
23      opportun, on va intervenir comme participant, puis  
24      on vous demandera de rétroagir votre décision au  
25      moment où on pense utile pouvoir avoir droit à un

1 contre-interrogatoire. Je ne pense pas que c'est  
2 les règles qui sont prévues dans nos règles de  
3 procédures. Elles sont claires, les règles dans les  
4 règles de procédures, et je ne pense pas non plus  
5 que ça soit une option qui doit être retenue dans  
6 la présente instance pour décider si oui ou non  
7 vous allez permettre ce contre-interrogatoire-là  
8 que demande le Parti libéral. Merci.

9 Me MICHEL DÉCARY :

10 L'intérêt naît du moment où... il naît  
11 principalement du moment où il y a une atteinte à  
12 un droit fondamental, celui de l'image et de la  
13 réputation. Et c'est à compter de ce moment-là que  
14 le droit naît, et s'il est atteint parce qu'on le  
15 découvre par la presse, on n'y est pas en raison de  
16 propos tenus antérieurement, on a certainement le  
17 droit à la divulgation de cette preuve, à la  
18 connaissance de cette preuve. Et je pense que c'est  
19 intime à cet intérêt. L'intérêt tient à ce qui est  
20 dit, et ça a été dit avant qu'on intervienne. Il y  
21 a des exemples.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Oui, mais par choix stratégique, Maître Décary,  
24 votre parti a décidé de ne pas intervenir avant  
25 hier. Monsieur Zambito est là depuis longtemps, ça

1 fait même, je pense qu'on entame au moins la  
2 deuxième ou la troisième semaine du témoignage de  
3 monsieur Zambito et son témoignage était fort clair  
4 depuis longtemps. Alors vous savez.

5 Me MICHEL DÉCARY :

6 Mais je vais me permettre dans ce cas-là d'adresser  
7 un autre point. Et c'est ce que je vois des... je  
8 cherche le terme français, mais des « will-say »,  
9 pardonnez-moi l'angliscisme. Les « will-say » sont  
10 prévus aux règles et qu'ils sont très peu  
11 explicites. Pour avoir dirigé des commissions dans  
12 le passé, les règles prenaient...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Les sujets des commissions n'étaient pas les mêmes,  
15 Maître Décary.

16 Me MICHEL DÉCARY :

17 Je comprends.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Et la vie et la sécurité des gens n'étaient pas en  
20 danger non plus.

21 Me MICHEL DÉCARY :

22 Mais j'ai fait des commissions où on disait qu'il y  
23 avait des dangers pour les témoins de se retrouver  
24 dans le fleuve, dans les années soixante-dix (70)  
25 et ça concernait à la fois un côté de la médaille

1       comme de l'autre, c'est-à-dire la police. J'ai fait  
2       des enquêtes aussi sur la police. Et le point c'est  
3       que je ne veux pas m'écarter, Madame, mais c'est,  
4       on a des « will-say » qui sont très peu loquaces et  
5       donc comment peut-on savoir à l'avance si on est  
6       concerné et comment, pour qui que ce soit.

7               Donc devant ces impératifs de sécurité,  
8       dont je comprends, n'a-t-il pas lieu pour ce motif  
9       justement qu'on ne donne pas un « heads-up », un  
10      préavis.

11      LA PRÉSIDENTE :

12      Vous avez à tout le moins, Maître Décary, une bonne  
13      indication par le numéro des dossiers qui ont été  
14      libérés et qui font l'objet de la non-publication.  
15      Alors...

16      Me MICHEL DÉCARY :

17      Votre Seigneurie, je sais de quoi cette partie-là  
18      porte, mais pourquoi donc, est-ce que c'est  
19      uniquement là-dessus. Je ne veux pas vous faire  
20      parler plus. Je veux vraiment vous respecter sur la  
21      décision, je ne veux pas de quelque manière en  
22      arriver à enfreindre cette décision de non-  
23      publication. Mais le point c'est que si je pouvais  
24      le lire donc parce que je pense donc savoir de quoi  
25      il s'agit, mais je le reconnais, je l'ai dit aux



1        procureurs ce matin, juste par déduction. Mais  
2        qu'est-ce qui a été dit. C'est pareil, je ne veux  
3        pas faire un plat avec peu de choses, Madame la  
4        Présidente, mais sur...

5        LA PRÉSIDENTE :

6        Vous savez que vous avez bénéficié déjà d'un  
7        privilège qui est celui que nous raccourcissions  
8        les règles de présentation d'une requête, parce que  
9        nous estimons qu'il est temps que vous interveniez.  
10       Alors donc...

11       Me MICHEL DÉCARY :

12       Maintenant, Madame, et pour aller plus loin.

13       LA PRÉSIDENTE :

14       Peut-être pourrez-vous vous entendre avec les  
15       procureurs de la Commission pour les autres sujets,  
16       si vous le désirez.

17       Me MICHEL DÉCARY :

18       Mais ce n'est pas les autres en fait, juste pour  
19       terminer là-dessus, Madame la Présidente, vous  
20       voyez qu'il y a peut-être très peu de choses qui  
21       nous séparent, et je ne veux, mais je ne voudrais  
22       pas que des décisions qui ferment la porte soient  
23       prises et je le dis probablement pour bien d'autres  
24       personnes possiblement plus tard. Je réitère que je  
25       pense que j'ai le droit à la divulgation complète.

1 C'est intimement lié au droit de contre-interroger  
2 et qu'il n'y a pas de raison.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Vous auriez eu toute la divulgation complète si  
5 vous aviez été là, en temps opportun. Alors donc  
6 pour le moment, Maître Décary, je suis prête à  
7 rendre le dispositif du jugement et vous pourrez  
8 avoir les motifs relativement au jugement  
9 certainement aujourd'hui.

10 Me MICHEL DÉCARY :

11 C'est bon.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Parfait. Ce qui ne vous empêchera de rencontrer les  
14 procureurs de la Commission. Alors donc la  
15 Commission octroie... les commissaires octroient le  
16 statut de partie au Parti libéral et la nature et  
17 la portée de cette participation et les parties de  
18 l'enquête auxquelles le Parti libéral du Québec  
19 pourra participer seront limitées au financement  
20 des partis politiques et à l'octroi et à la gestion  
21 de contrats publics dans l'industrie de la  
22 construction.

23 Il ne saurait être question pour l'instant  
24 de rouvrir les témoignages clos au bénéfice d'une  
25 partie ayant délibérément décidé d'intervenir à ce

1       stade-ci de nos travaux et ne jugeant pas utile  
2       d'agir plus tôt. D'ailleurs, dans votre lettre, il  
3       est inscrit que :

4                       Bien que nous comptions suivre avec  
5                       beaucoup d'attention...

6       Je vais l'interpréter comme quoi « bien que vous  
7       comptiez », « bien que nous comptons suivre avec  
8       beaucoup d'attention » plutôt que « comptions ».  
9       Alors, le cas sous étude donc ne justifie pas que  
10      l'on déroge à cette règle et, par conséquent, les  
11      procureurs du requérant ne pourront contre-  
12      interroger monsieur Lino Zambito sur son témoignage  
13      rendu les trois (3) et quatre (4) octobre deux  
14      mille douze (2012), soit sous le coup d'une  
15      ordonnance de non-publication, ce qui inclut aussi  
16      les parties rendues publiques par notre ordonnance  
17      du neuf (9) octobre deux mille douze (2012). Alors,  
18      voilà!

19      Me MICHEL DÉCARY :

20      Merci.

21      LA PRÉSIDENTE :

22      Est-ce que les parties se sont entendues - oui -  
23      comme nous l'avions suggéré...

24      Me SIMON TREMBLAY :

25      Madame la Présidente...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 ... que vous vous entendiez pour l'ordre. Voulez-  
3 vous... Oui.

4 Me SIMON TREMBLAY :

5 Oui. Je pourrais-tu intervenir? Au niveau des  
6 procureurs, on est un peu surpris des propos de  
7 maître Décary qui nous dit de... il nous parle du  
8 côté laconique ou l'insuffisance des RTA, des  
9 « will-say » comme il a lui-même appelé, alors que  
10 ces documents-là sont supposés être confidentiels.  
11 Toutes et chacune des parties nous ont dit... se  
12 sont engagés à ne pas communiquer cette  
13 information-là, de même que les clients qu'ils  
14 représentent. Donc, je me demande juste peut-être  
15 c'est une mauvaise façon de s'exprimer ou qu'il a  
16 eu connaissance de « will say » auquel cas,  
17 j'aimerais ça savoir de quel avocat.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Vous avez parfaitement raison. Tant et aussi  
20 longtemps que...

21 Me MICHEL DÉCARY :

22 Je n'ai jamais eu connaissance de « will-say ». Je  
23 n'ai jamais eu connaissance de « will-say »,  
24 mais...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Vous avez eu connaissance!

3 Me MICHEL DÉCARY :

4 Jamais. Jamais.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Alors, comment pouvez-vous dire que les « will-  
7 say » sont laconiques?

8 Me DENIS GALLANT :

9 Par des commentaires qui en sont faits, par  
10 ailleurs.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Quels commentaires?

13 Me MICHEL DÉCARY :

14 Au sujet qu'ils sont peu nombreux.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Les commentaires de qui?

17 Me MICHEL DÉCARY :

18 Je ne me souviens pas.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Merci. Alors, est-ce que les parties se sont  
21 entendues pour l'ordre des contre-interrogatoires?

22 Me MARTIN ST-JEAN :

23 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire.

24 Écoutez, il y a un début d'entente. La preuve  
25 principale de monsieur Zambito s'est close il y a

1           quelques moments. On aimerait, je pense, de façon  
2           générale, pouvoir profiter du reste de l'avant-midi  
3           pour discuter des contre-interrogatoires que nous  
4           aimerions pouvoir faire et également pour éviter  
5           qu'il y ait des dédoublements ou qu'une partie  
6           puisse nuire à une autre dans le cadre de la  
7           structure de son contre-interrogatoire.

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Bien, je suis désolée, Maître, mais il est onze  
10          heures moins quart (10 h 45), il est certain que  
11          vous n'aurez pas jusqu'à midi et demie (12 h 30) ou  
12          jusqu'à deux heures (14 h 00) pour décider de  
13          l'ordre des contre-interrogatoires. Je veux bien  
14          vous donner un certain temps, je vais prendre la  
15          pause du matin.

16          Me MARTIN ST-JEAN :

17          D'accord.

18          LA PRÉSIDENTE :

19          Alors, donc je vais vous donner jusqu'à onze heures  
20          et quart (11 h 15) pour décider de l'ordre des  
21          contre-interrogatoires.

22          Me MARTIN ST-JEAN :

23          Très bien. Merci.

24          LA PRÉSIDENTE :

25          Merci.

1           SUSPENSION DE L'AUDIENCE

2           REPRISE DE L'AUDIENCE

3

4           LA PRÉSIDENTE :

5           Maître Décary, avant de commencer, je voulais vous  
6           dire que vous avez certainement une partie de votre  
7           problème qui va se résoudre d'elle-même parce  
8           qu'une fois que vous aurez... que vous obtenez le  
9           statut de partie, vous avez automatiquement accès à  
10          la preuve, tant à la preuve passée que la preuve  
11          future. La seule chose, c'est que vous n'avez  
12          pas... vous ne pouvez en aucun cas contre-  
13          interroger sur les portions qui sont en non-  
14          publication.

15          Me MICHEL DÉCARY :

16          Oui. Ça c'est bien. Bien.

17          LA PRÉSIDENTE :

18          Mais, vous allez avoir accès à cette preuve-là. Et  
19          vient avec le statut de partie, l'engagement de  
20          confidentialité.

21          Me MICHEL DÉCARY :

22          Qui est déjà signé, oui.

23          LA PRÉSIDENTE :

24          Très bien. Et ça veut dire quelque chose,  
25          normalement.

1 Me MICHEL DÉCARY :

2 J'ai compris, Madame la Présidente.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Très bien.

5 Me MICHEL DÉCARY :

6 Est-ce que je peux demander une précision et c'est  
7 tout? Le quatre (4), il y a une partie qui est  
8 publique. Le témoignage de monsieur Zambito du  
9 quatre (4) octobre est rendu, pour partie, public.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Mais, il n'est pas sujet à contre... Je vais  
12 laisser...

13 Me MICHEL DÉCARY :

14 Oui, c'est ça. Mais, je veux juste être bien sûr de  
15 bien comprendre.

16 Me DENIS GALLANT :

17 Ceci étant dit, Maître Décary, pas l'entente, mais  
18 la décision des commissaires est à l'effet de dire  
19 « écoutez, pour toute la partie qui va avoir lieu  
20 en non-publication, je vais permettre un contre-  
21 interrogatoire par les parties immédiatement » et  
22 les parties ont renoncé à ce droit-là. Donc, c'est  
23 terminé, ils sont forclos là de contre-interroger  
24 sur les parties en non-publication.

25



1 Me MICHEL DÉCARY :

2 Madame la Présidente, si je me permets - et je ne  
3 serai pas long - vous avez le pouvoir de réviser  
4 une décision et j'ai bien compris votre décision,  
5 donc c'est... il faut faire bien attention. Mais,  
6 cette partie du quatre (4)...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Je ne vous permets plus de plaider pour l'instant.  
9 Vous prendrez connaissance de la preuve quand vous  
10 l'aurez et, après ça, vous me demanderez ce que  
11 vous voudrez me demander. Alors, est-ce que  
12 maintenant les parties s'entendent pour savoir qui  
13 contre-interroge?

14 Me BENOIT BOUCHER :

15 Alors, on m'a chargé de vous faire l'énumération  
16 des parties qui entendent contre-interroger. Alors,  
17 le premier contre-interrogatoire sera mené par  
18 maître Houle. Le deuxième contre-interrogatoire  
19 sera mené par maître Joncas, si nécessaire, parce  
20 qu'on nous avise qu'il est possible que les  
21 questions qu'elle voulait poser fassent l'objet de  
22 l'admission de la part des procureurs de la  
23 Commission. Le troisième contre-interrogatoire sera  
24 mené par maître St-Jean pour la Ville de Montréal;  
25 le quatrième, par maître Tremblay du Parti

1 québécois; le cinquième, par maître Décary du Parti  
2 libéral. Et quant au Procureur général, pour le  
3 moment, il n'a aucune question à faire valoir.  
4 Cependant, suite aux contre-interrogatoires, il est  
5 possible que nous demandions de procéder à un court  
6 interrogatoire sur ce qui aurait pu être révélé en  
7 contre-interrogatoire par les autres parties.

8 Merci.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Fort bien. Alors, Maître Houle, vous allez, avant  
11 de commencer votre contre-interrogatoire, nous dire  
12 exactement qui vous représentez.

13 Me DENIS HOULE :

14 Ah! D'accord. Alors, Monsieur Zambito, je  
15 représente l'Association des constructeurs de  
16 routes et grands travaux du Québec.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Alors, on s'entend que c'est l'Association, vos  
19 clients, c'est l'Association.

20 Me DENIS HOULE :

21 C'est l'Association, Madame.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Parfait.

24 LA GREFFIÈRE :

25 Q. [24] Monsieur Zambito, vous êtes sous le même

1 serment.

2 R. Oui. Parfait.

3 Me DENIS HOULE :

4 Alors, si vous me permettez, Madame la Présidente,  
5 Monsieur le Commissaire, une réflexion au point de  
6 départ. Je ne m'attendais pas à être devant vous si  
7 tôt, alors je suis un peu pris de court et je veux  
8 vous dire peut-être que l'interrogatoire ne sera  
9 peut-être pas ce que j'aurais voulu mener d'une  
10 façon complète. Et si jamais, en fait, il y a des  
11 sujets qui ressortent des contre-interrogatoires de  
12 mes confrères, bien, je voudrais également, comme  
13 maître Boucher vient de le dire, peut-être que je  
14 vous redemanderai la permission de revenir parce  
15 que je n'attendais pas à contre-interroger peut-  
16 être avant demain ou jeudi, Madame. Parce que  
17 maître Gallant nous avait annoncé...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Est-ce que quelqu'un vous force...

20 Me DENIS HOULE :

21 Pardon?

22 LA PRÉSIDENTE :

23 ... à contre-interroger?

24 Me DENIS HOULE :

25 Non, non. Non. On a des questions intéressantes,

1       sauf que, ce que je veux dire, c'est que souvent on  
2       veut se préparer d'une façon un peu plus  
3       considérable.

4       LA PRÉSIDENTE :

5       Oui, mais maître Houle, vous aviez toute la semaine  
6       dernière...

7       Me DENIS HOULE :

8       Oui.

9       LA PRÉSIDENTE :

10       ... pour préparer votre contre-interrogatoire parce  
11       que nous ne siégions pas.

12       Me DENIS HOULE :

13       On l'a fait.

14       LA PRÉSIDENTE :

15       Alors, vous ne pouvez pas arriver et me dire que  
16       vous n'êtes pas prêt quand on est rendu à mardi.

17       Me DENIS HOULE :

18       Je ne dis pas que je ne suis pas prêt, je dis que  
19       j'aurais préféré une préparation plus considérable  
20       compte tenu qu'hier monsieur Zambito témoignait  
21       encore et ce matin. Voilà! Et on s'attendait,  
22       suivant les représentations de maître Gallant, que  
23       l'interrogatoire principal de monsieur Zambito dure  
24       encore deux ou trois jours cette semaine. C'est  
25       juste ça que je veux vous dire. Alors, si jamais,

1           en fait, il y a des choses qui s'ajoutaient,  
2           Madame, pendant l'interrogatoire et que j'aie  
3           besoin d'autres documents ou quoi que ce soit,  
4           bien, je vous ferai des représentations en  
5           conséquence.

6           LA PRÉSIDENTE :

7           Maître, je pense que vous êtes un avocat  
8           d'expérience.

9           Me DENIS HOULE :

10          Oui. Merci.

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Et monsieur Zambito a témoigné hier, une heure  
13          aujourd'hui. Alors, la portion d'hier, vous pouviez  
14          certainement la préparer hier...

15          Me DENIS HOULE :

16          Oui.

17          LA PRÉSIDENTE :

18          ... et tout le reste de son témoignage, vous  
19          pouviez le préparer, son contre-interrogatoire  
20          toute la semaine dernière.

21          Me DENIS HOULE :

22          Vous allez voir que je suis relativement prêt quand  
23          même, Madame.

24          LA PRÉSIDENTE :

25          Parfait.

1 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE :

2 Q. **[25]** Alors, Monsieur Zambito, je retiens de votre  
3 témoignage du vingt-sept (27) septembre que vos  
4 familles, la famille Zambito et la famille Rizzuto  
5 du clan Rizzuto, vous vous connaissez depuis de  
6 très nombreuses années, c'est exact?

7 R. Oui, mon père et les gens, monsieur Nick Milioto  
8 Senior sont n'est dans le même village et ils se  
9 connaissaient.

10 Q. **[26]** Et vous avez même ajouté, je pense là, -  
11 corrigez-moi si les mots ne sont pas tout à fait  
12 adéquats - que vos pères respectifs des deux... des  
13 deux familles ont créé à un certain moment, avec  
14 les communautés italienne et sicilienne de  
15 Montréal, une Association Cattolica Eraclea, c'est  
16 exact?

17 R. Pouvez-vous juste préciser la question? « Vos  
18 pères », je n'ai pas compris là que...

19 Q. **[27]** Est-ce que vos pères respectifs des deux  
20 familles, Zambito et Rizzuto, ont créé cette  
21 association-là, ou ont participé à l'association  
22 dont je viens de parler?

23 R. Non. Mon père n'était pas... Il n'a pas créé la  
24 Fondation Cattolica Eraclea. On a déjà participé à  
25 des tournois de golf, à des bals, des bals de

1 fondation, mais pas plus.

2 Q. **[28]** La raison pour laquelle je vous amène sur ce  
3 sujet-là, c'est que lorsque vous avez obtenu votre  
4 premier contrat pour, si on veut, s'immiscer dans  
5 la Ville de Montréal, c'est un contrat que vous  
6 avez dit que vous aviez pris presque au « cost »,  
7 au prix coûtant, à cinq cent huit mille dollars  
8 (508 000 \$), on n'est pas tout à fait sûr de la  
9 date. Je pense que vous, vous avez parlé que vous  
10 étiez, vous tentez, depuis deux mille (2000) à deux  
11 mille deux (2002), de vous insérer par les appels  
12 d'offres, mais que ça n'avait pas fonctionné. C'est  
13 exact?

14 R. Bien, écoutez, dans mon témoignage j'ai dit que les  
15 dates, je donnais tout le temps des dates  
16 approximatives, et j'ai dit dans mon témoignage que  
17 ça pouvait être entre deux mille (2000) et deux  
18 mille deux (2002).

19 Q. **[29]** O.K. Et lorsque vous avez obtenu ce contrat-  
20 là, corrigez-moi si je me trompe dans votre  
21 témoignage, quand je relève votre témoignage, mais  
22 quand vous avez obtenu ce contrat-là, à ce moment-  
23 là vous avez dit : « Je n'avais pas d'entente avec  
24 aucun autre entrepreneur », vous ne faisiez pas  
25 partie du groupe de collusion, c'est exact?

1 R. Oui, c'est bien ça.

2 Q. **[30]** Et, par contre, j'ai retenu que vous aviez  
3 mentionné que vous connaissiez l'existence de cette  
4 entente-là, de collusion, entre certains  
5 entrepreneurs.

6 R. Oui.

7 Q. **[31]** Est-ce que, dès ce moment-là, vous connaissiez  
8 le nom des entrepreneurs que vous avez nommés par  
9 la suite comme faisant partie de votre groupe,  
10 quand vous vous y êtes joint?

11 R. Oui, j'en connaissais certains. Parce que, comme  
12 j'ai mentionné lors de mon témoignage, souvent  
13 j'étais appelé par ces entrepreneurs-là pour me  
14 tasser sur certaines jobs, certains contrats,  
15 certains appels d'offres qui avaient lieu à  
16 Montréal.

17 Q. **[32]** Donc, les appels d'offres auxquels vous aviez  
18 participé avant... entre deux mille (2000), deux  
19 mille deux (2002)?

20 R. À partir de quatre-vingt-dix-huit (98), quand j'ai  
21 mis en place mon entreprise.

22 Q. **[33]** C'est vrai. Votre entreprise existe depuis  
23 quatre-vingt-dix-huit (98)?

24 R. C'est bien ça.

25 Q. **[34]** Est-ce que votre père était dans une



1           entreprise de construction avant vous?

2           R. Oui. Mon père était associé dans une autre  
3           entreprise auparavant.

4           Q. **[35]** Alors, et j'ai retenu que votre père est  
5           demeuré président d'Infrabec de quatre-vingt-dix-  
6           huit (98) jusqu'à la faillite de deux mille onze  
7           (2011).

8           R. C'est bien ça.

9           Q. **[36]** Et vous, vous en êtes devenu vice-président  
10          quand?

11          R. Écoutez, je vous dirais, là, la date exacte je ne  
12          l'ai pas, mais au courant de... aux alentours de  
13          deux mille cinq (2005), deux mille six (2006). Dans  
14          ces alentours-là.

15          Q. **[37]** Et avant que vous deveniez vice-président  
16          d'Infrabec, je pense avoir retenu également que  
17          votre père avait un autre associé.

18          R. Oui. Il avait d'autres associés.

19          Q. **[38]** Et qu'il a rachetés, ou que vous avez rachetés  
20          pour devenir vice-président, c'est ça?

21          R. C'est bien ça.

22          Q. **[39]** O.K. Mais compte tenu des liens d'amitié qui  
23          existaient entre les deux familles, ce dont je  
24          parlais au tout début de mon contre-interrogatoire,  
25          entre les familles Rizzuto et Zambito, vous

1       connaissiez, évidemment, ce système de collusion-là  
2       qui était en place bien avant le premier contrat de  
3       cinq cent huit mille dollars (508 000 \$) que vous  
4       avez obtenu. Vous connaissiez l'existence de ce  
5       système-là.

6       R. Bien, je connaissais l'existence... Moi j'y ai fait  
7       face quand j'ai commencé à travailler, que mon  
8       entreprise a été mise sur pied. Et lorsque j'ai  
9       commencé à aller chercher des plans d'appels  
10      d'offres pour la Ville de Montréal, oui, j'ai  
11      commencé à avoir des appels là-dessus.

12      Q. **[40]** Mais quand monsieur Leclerc... C'est vous  
13      qu'il a personnellement rencontré sur ce chantier-  
14      là?

15      R. Oui, c'est moi, par l'entremise de mon ingénieur,  
16      Carlo Rivera, qui me l'avait présenté sur le  
17      chantier.

18      Q. **[41]** Alors, quand il vous a dit que le groupe qui  
19      composait la collusion, le groupe d'entrepreneurs  
20      n'était pas content, et qu'il avait eu un peu le  
21      mandat de vous faire la vie dure, ça n'a pas dû  
22      vous surprendre beaucoup?

23      R. Bien, écoutez, je vous dis, ça faisait déjà depuis  
24      quatre-vingt-dix-huit (98) que j'étais en affaires,  
25      et je recevais des appels d'entrepreneurs pour

1           laisser aller les appels d'offres. Ça fait que  
2           j'étais au courant, depuis la mise sur pied de mon  
3           entreprise, qu'est-ce qui se passait dans l'octroi  
4           des contrats à Montréal.

5       Q. **[42]** Et lorsque vous avez continué à faire des  
6           appels d'offres, après ce premier contrat-là, entre  
7           deux mille deux (2002) et deux mille quatre (2004),  
8           où là vous avez vraiment commencé à être davantage  
9           impliqué dans le groupe. C'est exact? En deux mille  
10          quatre (2004)?

11      R. Oui. Comme j'ai dit lors de mon témoignage, j'ai  
12          laissé les entrepreneurs faire leurs affaires, mais  
13          à chaque fois que quelqu'un m'appelait puis me  
14          demandait de les laisser aller, je passais mon  
15          message que moi aussi je voulais travailler, puis  
16          j'avais besoin d'avoir des contrats à Montréal.

17      Q. **[43]** Et quand avez-vous eu connaissance, la  
18          première fois, qu'il se payait, par exemple, le  
19          deux point cinq pour cent (2,5 %) à la mafia pour  
20          chaque contrat qui était accordé à l'intérieur du  
21          groupe?

22      R. Lors de mon premier contrat que j'ai organisé à  
23          Montréal.

24      Q. **[44]** Donc, à peu près vers deux mille deux (2002).

25      R. Écoutez, les dates précises, là, je ne les ai pas,

1       mais si on sort le premier contrat qu'on a regardé  
2       dans la liste, ça devrait être aux alentours de  
3       deux mille deux (2002), oui.

4       Q. **[45]** Le Commissaire Lachance vous avait posé une  
5       question, justement, sur ce deux point cinq pour  
6       cent-là (2,5 %), et j'y réfère maintenant. Il  
7       disait pourquoi payer le deux point cinq pour cent  
8       (2,5 %) puisque, suivant votre témoignage qu'on...  
9       je vais y revenir un peu plus loin, ça ne semble  
10      pas vous procurer d'avantages? Et votre réponse, ça  
11      a été toujours, à deux reprises, de dire : « C'est  
12      la business. »

13      R. Bien, « c'est la business »... Moi j'ai dit que  
14      quand je suis rentré dans ce système-là à Montréal,  
15      il y avait des règles de jeu qui avaient été  
16      établies, et lorsque j'ai décidé de prendre des  
17      contrats à Montréal, les règles de jeu m'ont été  
18      établies par les autres entrepreneurs, et j'avais  
19      le choix de suivre ces règles de jeu-là ou de ne  
20      pas travailler à Montréal.

21      Q. **[46]** Donc, au lieu de dire que c'est juste peut-  
22      être une question de business, corrigez-moi si je  
23      me trompe, mais la véritable réponse, c'est qu'en  
24      payant le deux point cinq pour cent (2,5 %) à la  
25      mafia, ça vous permettait d'être actif avec le

1           groupe de collusion.

2           R. Non. Je ne dirais pas ça.

3           Q. **[47]** Ça vous donnait quoi, d'abord?

4           R. Pardon?

5           Q. **[12]** Ça vous donnait quoi si ce n'est pas ça?

6           R. Moi, je vous dis, il y a des règles, des règles de  
7           jeu qui étaient établis, et vous aviez le choix de  
8           les suivre ou d'aller travailler ailleurs. Moi,  
9           dans mon témoignage, il a été clair, je n'ai jamais  
10          eu affaire avec ces gens-là et je n'ai jamais eu  
11          besoin de faire appel à ces gens-là.

12          Q. **[13]** Entre deux mille deux (2002), votre premier  
13          contrat, et le moment en deux mille quatre (2004)  
14          où vous vous activez vraiment dans le groupe et  
15          vous en faites partie du groupe de collusion, vous  
16          n'avez pas eu de pression induite de la part de la  
17          mafia?

18          R. Jamais.

19          Q. **[14]** Et lorsque, je vais vite à la fin de cette  
20          période-là, que vous avez vécue avec ce groupe de  
21          collusion-là de deux mille quatre (2004) à deux  
22          mille neuf (2009), au moment où vous avez cessé à  
23          la suite de perquisitions, vous dites, à votre  
24          entreprise et à la suite de l'émission Enquête,  
25          c'est ça?

1 R. Oui.

2 Q. **[15]** Et Marteau?

3 R. C'est bien ça.

4 Q. **[16]** Enquête Marteau. Ils ne vous ont pas fait plus  
5 de problème quand vous avez cessé de travailler  
6 avec eux?

7 R. Non, pas du tout. Puis je ne vois pas pourquoi on  
8 m'aurait fait de la pression après que j'aie cessé  
9 mes activités avec eux.

10 Q. **[17]** Bien, c'est que vous continuiez sans faire  
11 partie du groupe, vous continuiez à faire des  
12 appels d'offres, mais comme vous disiez, à libre  
13 concurrence à partir de ce moment-là?

14 R. Oui, mais le système, comme j'ai dit dans mon  
15 témoignage, à partir du moment où Marteau a été mis  
16 en place, le système ne fonctionnait plus, et les  
17 entreprises étaient libres de soumissionner où bon  
18 leur semblait et de rentrer des appels d'offres.

19 Q. **[18]** Autrement dit, je dois comprendre maintenant  
20 que, lorsque, vous, vous avez décidé volontairement  
21 de cesser de faire partie du groupe, ne plus faire  
22 d'appels aux autres entrepreneurs et ne plus en  
23 recevoir, c'est votre témoignage, vous êtes  
24 d'accord avec moi, que les autres entrepreneurs qui  
25 faisaient partie du groupe, les dix (10) qui

1           étaient devenus douze (12), presque quinze (15) à  
2           la fin, là, ont cessé de façon à peu près  
3           concomitante à vous?

4       R. Moi, j'ai dit, lorsqu'on a mis sur pied l'opération  
5       Marteau, pas quand moi j'ai décidé, quand  
6       l'opération Marteau a apparu, ça a dissuadé  
7       beaucoup d'entrepreneurs à continuer à faire des  
8       contrats sous collusion. Puis comme j'ai précisé  
9       dans mon témoignage, les statistiques vont  
10      démontrer que le prix des contrats a baissé.

11     Q. **[19]** Le trois pour cent (3 %) qui était, que vous  
12     versiez personnellement, suivant vos prétentions, à  
13     Vision Montréal du maire Tremblay par le biais de  
14     monsieur Milioto, c'est ça?

15     R. Excusez! Je veux juste vous reprendre. Ce n'était  
16     pas Vision Montréal, c'était Union Montréal.

17     Q. **[20]** Union Montréal. Vous avez raison. Corrigez-  
18     moi! C'est pour ça que je vous ai dit à quelques  
19     reprises : « Corrigez-moi! »

20     R. Union Montréal.

21     Q. **[21]** Oui. Vision Montréal ne serait pas content.

22     R. Non.

23     Q. **[22]** Vous avez commencé à le verser quand par  
24     rapport à ces dates-là, deux mille (2000), deux  
25     mille deux (2002), deux mille quatre (2004)?

1 R. Écoutez, de mémoire, comme j'ai affirmé lors de mon  
2 témoignage, c'est à partir de l'élection deux mille  
3 cinq (2005) qu'on a commencé. Aux alentours de deux  
4 mille cinq (2005), deux mille six (2006), c'est là  
5 qu'on a commencé à verser le trois pour cent (3 %)  
6 pour le parti Union Montréal.

7 Q. **[23]** Et le un pour cent (1 %) à monsieur  
8 Surprenant?

9 R. Écoutez, moi, le un pour cent (1 %), j'ai commencé  
10 à le verser, puis je pense que je l'ai confirmé  
11 auparavant, du moment où j'avais des contrats qui  
12 m'étaient assignés et mes contrats étaient  
13 organisés, il y a le un pour cent (1 %) qui allait  
14 à monsieur Surprenant. Donc, je vous dirais aux  
15 alentours de deux mille deux (2002), deux mille  
16 trois (2003), quand j'ai commencé à organiser les  
17 contrats.

18 Q. **[24]** Ça a commencé vraiment à être plus efficace en  
19 deux mille quatre (2004), ce que je retiens, là?

20 R. Oui, si on se base sur la liste, oui. Aussitôt  
21 qu'il y avait un contrat qui était organisé de ma  
22 part, j'ai versé le un pour cent (1 %) à monsieur  
23 Surprenant.

24 Q. **[25]** Et - corrigez-moi si je me trompe encore,  
25 j'espère que non - ce six point cinq pour cent



1           (6,5 %) là, vous le payez toujours par le biais du  
2           système de fausse facturation?

3       R. Écoutez, le montant était réglé en liquide, en  
4           argent comptant.

5       Q. **[26]** Oui.

6       R. Puis comme j'ai spécifié dans mon témoignage, nous,  
7           on était une entreprise où est-ce qu'on était payé  
8           à cent pour cent (100 %), soit par des villes, soit  
9           par le ministère des Transports, en chèques. Donc,  
10          comme entrepreneur, je devais faire affaire avec  
11          des compagnies qui faisaient de la fausse  
12          facturation pour me permettre d'aller chercher de  
13          l'argent liquide.

14      Q. **[27]** Si on fait maintenant la part des choses entre  
15          les contrats qui sont truqués, Monsieur Zambito, et  
16          ceux qui ne le sont pas. Alors, je comprends que,  
17          dans le contexte des contrats qui sont truqués, qui  
18          sont organisés, à ce moment-là, le six point cinq  
19          pour cent (6,5 %) est toujours payable à partir...  
20          partons de deux mille quatre (2004), c'est exact?

21      R. Non. J'ai dit deux mille cinq (2005), deux mille  
22          six (2006) qu'on a commencé à verser un trois pour  
23          cent (3 %) au parti politique. En deux mille quatre  
24          (2004), je n'ai jamais affirmé que j'ai versé trois  
25          pour cent (3 %).

1 Q. **[28]** D'accord. Donc, le trois pour cent (3 %) un  
2 peu plus tard. Lorsqu'il est question de contrats  
3 organisés, à partir de deux mille cinq (2005), donc  
4 ce six point cinq pour cent (6,5 %) là, au total  
5 est toujours repayé comptant par le système de  
6 fausse facturation que vous avez avec certaines  
7 entreprises, là?

8 R. Pour qu'est-ce qui est de ma compagnie, oui. Les  
9 autres, leur façon de faire puis la façon d'aller  
10 chercher de l'argent liquide, ils vont être en  
11 mesure de vous répondre. Je ne peux pas répondre  
12 pour les autres entrepreneurs.

13 Q. **[29]** Justement, vous ne pouvez pas répondre pour  
14 les autres entrepreneurs. Alors, vous avez parlé de  
15 stratagème. Alors, quand, vous, le contrat doit  
16 vous être donné, si on veut, par collusion entre  
17 les dix (10), douze (12) entrepreneurs, alors,  
18 vous, vous dites, moi, j'appelle nécessairement  
19 tous les autres qui ont soumissionné, qui ont  
20 demandé les plans et devis?

21 R. Ceux qui sont sur la liste des soumissionnaires,  
22 c'est bien ça.

23 Q. **[30]** Et quand vous dites que... Bien, je pense que  
24 vous dites que si ce n'est pas vous qui est  
25 l'entreprise choisie au point de départ, à ce

1 moment-là, vous ne vous intéressez plus au contrat,  
2 vous faites peut-être la soumission de  
3 complaisance, là, mais après ça vous ne suivez pas  
4 ce dossier-là?

5 R. Non.

6 Q. **[31]** C'est ce que vous avez dit?

7 R. Oui.

8 Q. **[32]** De sorte que vous pensez que vos confrères de  
9 ce groupe-là font les mêmes démarches que vous  
10 auprès des autres soumissionnaires quand ça les  
11 concerne?

12 R. En principe, oui.

13 Q. **[33]** En principe. Mais pas plus que ça? On ne le  
14 sait pas plus que ça, puisque vous vous  
15 désintéressez de ces autres contrats-là? Vous ne  
16 vérifiez pas avec eux s'ils ont fait les téléphones  
17 que vous, vous dites que vous faites?

18 R. Bien, je le vois par le résultat de la soumission.  
19 Si l'entrepreneur qui m'a appelé pour avoir tel  
20 contrat, lorsque l'appel d'offres est ouvert et  
21 j'ai les résultats, et cet entrepreneur-là est le  
22 plus bas soumissionnaire parce que l'entrepreneur  
23 m'a rappelé pour me donner un prix pour le couvrir.  
24 Donc, par les résultats, ça confirme qu'il a fait  
25 une tournée des entrepreneurs et le contrat est

1           organisé.

2       Q. **[1]** Dans certains cas parmi les soixante-dix (70)  
3           que vous avez analysés avec maître Gallant, il est  
4           arrivé à quelques reprises sur les contrats que  
5           vous avez identifiés comme étant organisés ou  
6           truqués, que vous disiez « j'appelle tout le  
7           monde », mais que vous n'étiez pas en mesure de  
8           confirmer connaître certains entrepreneurs qui  
9           avaient soumissionné, c'est exact?

10       R. Oui.

11       Q. **[2]** Ni davantage que vous connaissiez un  
12           représentant d'une ou l'autre compagnie, c'est  
13           arrivé à quelques occasions de l'analyse de ces  
14           contrats-là, c'est exact?

15       R. Oui, mais on était dans des contrats de réfection  
16           de ponts à Montréal. Je pense que sur les contrats  
17           de canalisations et de conduites d'eau, j'étais  
18           quand même assez précis et l'information je l'avais  
19           exactement. Où je ne connaissais pas certains  
20           entrepreneurs et certains dirigeants, c'était  
21           vraiment dans un champ, un domaine extérieur aux  
22           égouts.

23       Q. **[3]** Mais à ce moment-là, contrairement à la  
24           pratique que vous avez expliquée, vous n'étiez pas  
25           en mesure de contacter tout le monde, il y avait

1 même certaines compagnies dont vous ne connaissiez  
2 même pas le nom d'un représentant, vous n'étiez pas  
3 en mesure de répondre à maître Gallant que telle  
4 compagnie c'est telle personne que j'aurais pu  
5 contacter, vous ne les connaissiez pas?

6 R. Oui, mais on était dans un champ d'activités  
7 différent. On n'était pas dans les égouts, on était  
8 dans la réfection de ponts ou de passages à niveau  
9 de trains. C'était la réfection de ponts qu'on  
10 faisait. C'est dans ces domaines-là que j'ai  
11 confirmé que certains entrepreneurs ou  
12 représentants, je ne les connaissais pas. Dans le  
13 domaine des égouts et canalisations qui venait de  
14 la centrale, du département de voirie et travaux  
15 publics, j'ai... où est-ce qu'il y a eu collusion  
16 sur des contrats, j'ai confirmé que j'avais parlé  
17 ou je m'étais fait appeler, et je connaissais très  
18 bien les représentants de ces compagnies-là.

19 Q. **[4]** C'est arrivé à quelques occasions dans cette  
20 analyse des soixante-dix (70) contrats, Monsieur  
21 Zambito, que vous ayez constaté tout simplement  
22 devant la Commission que la personne qui a été le  
23 plus bas soumissionnaire ne faisait pas partie du  
24 tout du groupe de collusion. Donc, c'est une  
25 personne qui est arrivée de l'extérieur et qui a

1 échappé à votre contrôle de collusion?

2 R. Bien, il faut faire attention. Je pense qu'on mêle  
3 tous les contrats. Il faut vraiment différencier  
4 par les champs d'activités qu'est-ce qui était  
5 égouts dans les contrats qui m'ont été montrés, il  
6 y avait des contrats d'égouts, il y avait des  
7 contrats de réfection, il y avait aussi des  
8 contrats de passages à niveau. Il y avait plusieurs  
9 types de contrats, ça fait qu'il ne faut pas  
10 confondre tout en une sorte de contrat.

11 Q. **[5]** O.K. Et vous avez même répondu à plusieurs  
12 reprises qu'il y avait des entrepreneurs majeurs  
13 qui des fois s'immisçaient dans votre processus de  
14 soumissions organisées, mais que c'était des  
15 majeurs et que finalement, c'est parce que peut-  
16 être il y avait une partie du contrat qui était  
17 davantage spécialisée que ces gens-là venaient  
18 soumissionner, même si c'était un contrat que vous  
19 vouliez contrôler par votre groupe de collusion?

20 R. Non. Qu'est-ce que j'ai dit, c'est des contrats qui  
21 étaient spécialisés, puis le plus bel exemple  
22 c'était le collecteur Sherbrooke, qui était un  
23 contrat de tunnel. C'est un contrat qui ne faisait  
24 pas partie du département où est-ce que les  
25 entrepreneurs s'entendaient sur ces contrats-là,

1 c'était un contrat qui venait d'une autre division,  
2 qui pouvait être la division des eaux, et qui  
3 étaient des travaux spécialisés où est-ce que ça  
4 faisait appel à divers autres entrepreneurs.

5 Q. **[6]** Je vais y aller sur un contrat plus spécifique  
6 que vous avez élaboré passablement pendant votre  
7 témoignage, c'est le contrat 13P-178.31. Je ne sais  
8 pas si vous préférez qu'on le voie à l'écran?

9 R. Bien, au moins me donner le titre, parce que ça ne  
10 me dit rien.

11 Q. **[7]** C'est le contrat que vous avez fait sur le  
12 boulevard Saint-Laurent.

13 R. Parfait.

14 Q. **[8]** Où il y avait le problème de dalle de béton.

15 R. Parfait.

16 Q. **[9]** O.K.? Aimez-vous mieux qu'on voie le document?

17 R. C'est à votre choix.

18 Q. **[10]** Je ne sais pas si Madame, vous êtes en mesure  
19 de nous le montrer, pour qu'il n'y ait pas de  
20 confusion? Moi je n'en ai pas vraiment besoin, mais  
21 si vous préférez qu'on... Madame la Présidente et  
22 Monsieur le commissaire...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Oui, oui, c'est ça. Est-ce que vous pouvez le  
25 montrer? Merci. Merci bien.

1 Me DENIS HOULE :

2 Q. **[11]** Alors, ça va? Ça va, Monsieur Zambito?

3 R. Oui, absolument.

4 Q. **[12]** Alors, c'est bien ce contrat-là où vous aviez,  
5 je pense, à peu près huit cents (800) mètres à  
6 faire sur le boulevard Saint-Laurent, à partir de  
7 Sherbrooke en montant? C'est vers le nord, c'est  
8 ça?

9 R. Oui. Oui.

10 Q. **[13]** Et là, vous avez fait part à la Commission  
11 qu'il y avait un problème au niveau de la  
12 préparation des plans et devis, qu'un de vos  
13 ingénieurs vous avait fait remarquer, en ce sens  
14 que ce n'était pas mentionné qu'il y avait une  
15 dalle de béton?

16 R. C'est bien ça.

17 Q. **[14]** En passant, est-ce que les plans et devis  
18 prévoyaient qu'une fois que vous saviez ce coût  
19 supplémentaire que vous avez évalué entre huit cent  
20 mille (800 000 \$) et un million (1 M\$), je crois,  
21 pour défaire, démonter la dalle de béton?

22 R. Notre prix était à huit cent mille (800 000 \$) à  
23 cette époque.

24 Q. **[15]** Pour défaire la dalle de béton?

25 R. Pour enlever la dalle de béton.



1 Q. [16] Est-ce que dans les plans et devis, il était  
2 prévu que vous remettiez une dalle de béton une  
3 fois vos travaux d'aqueduc et d'égout terminés?

4 R. Non, ce n'était pas prévu comme ça.

5 Q. [17] O.K. De sorte que c'était encore plus  
6 cachottier de ne pas l'avoir mis dans les plans et  
7 devis comme quoi vous deviez l'enlever, dans une  
8 certaine mesure?

9 R. Bien, écoutez, les gens de la conception de la  
10 Ville de Montréal pourront vous répondre là-dessus.  
11 Il y a une méthode qui a été changée au cours des  
12 dernières années, où est-ce que lorsqu'on faisait  
13 la reconstruction de certains boulevards, on ne  
14 remettait pas de dalle de béton. Donc, le pourquoi  
15 et le comment sur certains projets on le fait, puis  
16 sur d'autres on ne le fait pas, je ne peux pas vous  
17 répondre, c'est vraiment des gens de conception qui  
18 vont être en mesure de vous donner cette réponse-  
19 là. Moi je peux vous dire que sur ce projet-là ce  
20 n'était pas prévu de refaire une dalle de béton.

21 Q. [18] Et je comprends, de par les discussions que  
22 vous aviez eues, peut-être je pense, avec monsieur  
23 Surprenant, entre autres, qui vous avait dit : « Le  
24 huit cent mille (800 000 \$), inquiète-toi pas tu  
25 vas être payé de toute façon?

1 R. Non, monsieur Surprenant ne m'a jamais dit que  
2 j'allais être payé pour les huit cent mille  
3 (800 000). Lors de l'étude de l'appel d'offres, mon  
4 ingénieur est venu me voir et il m'a fait part que  
5 sur les documents il n'avait pas de dalle de béton,  
6 il trouvait ça un peu bizarre vu l'expérience que  
7 lui avait avec les travaux qu'il avait faits à la  
8 Ville de Montréal.

9 Donc moi j'ai pris le téléphone, j'ai  
10 appelé monsieur Surprenant, j'ai dit : « je trouve  
11 ça un peu curieux que sur le boulevard Saint-  
12 Laurent il n'y a pas de dalle de béton qui est  
13 montrée au plan. » Monsieur Surprenant m'avait dit  
14 tu soumissionnes avec les documents et les  
15 bordereaux que tu as en main. Si sur le plan et le  
16 bordereau il n'y a pas de dalle de béton de  
17 montrée, tu prends pour acquis qu'il n'y a pas de  
18 dalle de béton.

19 Q. **[19]** O.K. Et je retiens de votre témoignage,  
20 Monsieur Zambito, que ce dossier-là que vous aviez  
21 à coeur évidemment pour aller réclamer l'extra  
22 auquel vous aviez droit, c'est ce que vous disiez,  
23 qu'il ne s'est finalement réglé qu'après la  
24 faillite?

25 R. Oui, ça a été réglé par les procureurs d'Infrabec

1 et le contentieux de la Ville de Montréal.

2 Q. **[20]** Mais une fois que la faillite avait été  
3 déclarée, vous n'aviez plus ce qu'on appelle en  
4 droit la saisine de vos biens, ça n'avait pas été  
5 vos droits au niveau de ce contrat-là n'étaient pas  
6 cédés au syndic?

7 R. Oui, quand je parle, c'est le syndic qui avait le  
8 droit de régler ce dossier-là, c'était un contrat  
9 qui était terminé et les compagnies de  
10 cautionnement n'intervenaient plus parce que le  
11 dossier était...

12 Q. **[21]** Les travaux étaient terminés?

13 R. Les travaux étaient terminés, les montants de  
14 retenue étaient payés, il restait juste cette  
15 portion de dossier-là à régler.

16 Q. **[22]** Il restait ce litige-là?

17 R. C'est bien ça.

18 Q. **[23]** Mais est-ce que vos créances avaient été  
19 cédées à une banque ou c'était le syndic qui  
20 s'occupait carrément de ce dossier-là?

21 R. Les créances étaient cédées à une banque et la  
22 position de la banque a été achetée par un individu  
23 qui était mon beau-frère qui était actionnaire de  
24 la compagnie Infrabec.

25 Q. **[24]** Mais c'est parce que quand vous dites que le

1           règlement s'est fait entre les procureurs de la  
2           Ville et vos avocats, c'est pour ça que je vous  
3           pose la question?

4       R. Écoutez, les avocats, euh... Mon beau-frère a  
5           racheté les intérêts, la position de la banque,  
6           donc il y avait une avocate au dossier pour mon  
7           beau-frère, pour le compte de mon beau-frère et  
8           c'est moi avec l'aide de l'avocate en lui donnant  
9           les explications de quoi était le dilemme qui a  
10          réglé le dossier avec le contentieux de la Ville de  
11          Montréal pour le compte de mon beau-frère qui avait  
12          acheté la position de la banque.

13       Q. **[25]** De sorte que c'est un dossier qui n'allait pas  
14          au syndic?

15       R. Non.

16       Q. **[26]** C'est ça qui est votre explication?

17       R. C'est ça.

18       Q. **[27]** Je voulais avoir des précisions là-dessus  
19          parce que ça me tracassait un peu. On va y aller  
20          maintenant au niveau de la distinction qu'on peut  
21          faire, là, entre le coût ou les coûts que  
22          représentent un contrat organisé par rapport à un  
23          contrat qui ne l'est pas organisé ou un appel de  
24          soumissions organisé ou pas, ça va? Alors, on a  
25          touché tantôt au pourcentage de six point cinq pour

1 cent (6,5 %), le trois pour cent (3 %) s'est  
2 rajouté en deux mille cinq (2005), je retiens  
3 maintenant cela...

4 R. Oui.

5 Q. **[28]** ... et êtes-vous d'accord avec moi que quand  
6 vous parlez de vous rembourser de ces éventuels  
7 paiements-là par des fausses facturations, que les  
8 fausses facturations vous n'avez pas besoin de ce  
9 système-là quand on parle de contrats acquis  
10 honnêtement, donc dans le groupe qui n'est pas dans  
11 le groupe organisé, mais un contrat de libre  
12 concurrence. Vous n'avez pas besoin de fausses  
13 facturations?

14 R. En principe, non, pour payer les cotes, on n'a pas  
15 besoin de ce système-là, mais sur un contrat on  
16 pouvait avoir un contrat mettons à la Ville de  
17 Montréal qui n'avait pas été organisé et s'il y a  
18 des extra qui étaient payés, souvent, il pouvait y  
19 avoir la possibilité qu'il y avait des sommes à  
20 remettre à certains ingénieurs. Ça fait que je ne  
21 dirais pas non totalement.

22 Q. **[29]** Et quand on parlait d'un montant de  
23 contingence d'environ dix pour cent (10 %) c'est  
24 ça?

25 R. Écoutez, c'était la norme sur certains projets plus

1           compliqués le montant pouvait être un peu plus  
2           élevé, là, mais la norme était dix pour cent (10 %)  
3           environ.

4       Q. **[30]** Et la contingence s'applique dans le cas d'un  
5           contrat obtenu par la collusion ou un contrat  
6           obtenu d'une façon régulière? La contingence  
7           s'applique dans les deux cas?

8       R. Oui, le contingent fait partie du contrat, oui.

9       Q. **[31]** Et vous avez mentionné à un certain moment que  
10          dans l'exécution de vos contrats, vous touchiez  
11          toujours l'intégralité de la contingence?

12      R. Dépendamment qui était l'ingénieur surveillant au  
13          projet.

14      Q. **[32]** Et par rapport aux contrats truqués, ça va?

15      R. Oui, oui.

16      Q. **[33]** Mais la contingence que vous pouviez toucher  
17          en totalité ça pouvait être également sur un  
18          contrat non truqué dépendant de l'ingénieur comme  
19          vous dites qui surveillait?

20      R. Absolument.

21      Q. **[34]** Alors quand vous avez parlé de monsieur  
22          Leclerc qui partageait, il y a des extra vous dites  
23          que je mérite vraiment puis je ne veux pas partager  
24          mon cent pour cent (100 %), alors vous avez même  
25          mentionné qu'au niveau des extra vous aviez intérêt

1 à justifier le plus possible les extra que vous  
2 avez réellement exécutés pour éviter de payer un  
3 vingt-cinq pour cent (25 %) à l'ingénieur Leclerc?

4 R. Bien qu'est-ce qui était réalisé et qu'est-ce qui  
5 était fait sur le chantier appartenait à  
6 l'entrepreneur. Donc les justifications étaient  
7 données à l'ingénieur en charge et pour ça, on  
8 était payé pour l'argent qu'on avait déboursé  
9 supplémentaire pour ces coûts d'extra réels, là.

10 Q. **[35]** Il pouvait vous arriver si monsieur Leclerc  
11 était l'ingénieur qui surveillait votre chantier,  
12 dans un cas d'un contrat obtenu d'une façon je  
13 dirais légale et s'il y avait une partie des extra  
14 qui n'était pas justifiée, donc si mettons sur deux  
15 cent mille piastres (200 000 \$) de contingence, il  
16 y en avait cent mille (100 000) de justifier, il en  
17 restait un autre cent mille (100 000), vous  
18 partagez également soixante-quinze, vingt-cinq  
19 (75-25) dans ce type de contrat-là, avec  
20 l'ingénieur Leclerc.

21 R. Ça pouvait arriver. Moi ça ne m'est pas arrivé sur  
22 aucun contrat, parce que tous les contrats que moi  
23 j'ai faits, à part le premier de cinq cent huit  
24 mille (508 000), les autres que j'ai faits avec  
25 monsieur Leclerc, c'était des contrats organisés.

1 Q. **[36]** J'en viens maintenant à un sujet où vous avez  
2 répondu à la Commission que sur le partage des  
3 contrats dans ce groupe de collusion-là, ça pouvait  
4 représenter, les contrats que vous, qu'Infrabec  
5 obtenait, un pourcentage d'environ quatorze (14) à  
6 quinze pour cent (15 %) de la totalité des  
7 contrats. C'est exact?

8 R. Oui.

9 Q. **[37]** C'est quatorze (14), quinze pour cent (15 %) en valeur ou en nombre?

11 R. Moi je dirais, c'est plus en valeur.

12 Q. **[38]** Et on parle de la valeur totale, évidemment, des contrats concernés.

14 R. Bien, j'ai spécifié lors de mon témoignage que pour  
15 cette division-là, dépendamment qu'est-ce qui  
16 sortait par année comme appels d'offres,  
17 normalement le partage n'était pas équitable au  
18 pourcentage près, mais ça jouait dans ces environs-  
19 là. C'était pour ce département-là, oui.

20 Q. **[39]** Madame la Présidente, ma collègue, maître  
21 Pipon, a fait un exercice, et c'était un peu le but  
22 de ma première remarque au début, ma remarque  
23 préliminaire, on n'a pas le tableau, mais on a les  
24 chiffres, pour que j'examine davantage, si on veut,  
25 la proportion des contrats qu'Infrabec a obtenus,



1           autant les appels d'offres truqués que ceux qui  
2           n'étaient pas truqués, et on s'engage à déposer le  
3           tableau jeudi au plus tard. Mais j'ai les chiffres.  
4           Alors, si vous permettez, pour ne pas scinder mon  
5           interrogatoire, je vais poser des questions, mais  
6           je ne pense pas d'embêter le témoin avec ça. Sauf  
7           que ça va être... Ça sera du concret, Madame.

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Le tableau a été fait...

10          Me DENIS HOULE :

11          Vous attendez quoi de moi, là, Madame?

12          LA PRÉSIDENTE :

13          Bien, je m'attends à ce que le témoin qui a préparé  
14          le tableau...

15          Me DENIS HOULE :

16          Ah, ce n'est pas le témoin. C'est maître Pipon qui  
17          travaille...

18          LA PRÉSIDENTE :

19          À partir...

20          Me DENIS HOULE :

21          ... devant la Commission avec moi.

22          LA PRÉSIDENTE :

23          À partir de quoi?

24          Me DENIS HOULE :

25          À partir des pièces qui ont été déposées pendant

1 l'interrogatoire de maître Gallant.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Bon.

4 Me DENIS HOULE :

5 C'est-à-dire les montants mentionnés sur l'examen  
6 au niveau des soixante-dix (70) appels...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Mais avant, avant que vous déposiez quelque  
9 document que ce soit, ils doivent être soumis aux  
10 procureurs de la Commission.

11 Me DENIS HOULE :

12 J'en ai glissé un mot à maître Gallant en lui  
13 disant que j'aimerais avoir sa galanterie, Madame,  
14 qu'il me permette de poser des questions tout en  
15 déposant le tableau après, pour vérifier,  
16 évidemment, l'exactitude de ce que je vais avancer.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Maître Gallant?

19 Me DENIS GALLANT :

20 Alors, je n'ai pas vraiment de problème à ce qu'on  
21 pose des questions à partir d'un travail qui est  
22 fait à partir de la preuve qui a été présentée  
23 devant la Commission. Par contre, je veux voir,  
24 pour respecter les règles de pratique, les règles  
25 de procédure, je veux voir le tableau avant, savoir

1 si je vais, pas autoriser, mais savoir si c'est  
2 pertinent de déposer ledit tableau.

3 Me DENIS HOULE :

4 Tout à fait d'accord.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Peut-être, et vérifier l'exactitude de vos données.

7 Me DENIS HOULE :

8 Vérifier l'exactitude. Oui.

9 Me DENIS GALLANT :

10 Bien entendu.

11 Me DENIS HOULE :

12 Q. **[40]** Alors, l'exercice qui a été fait, là, je vous  
13 le résume un peu. Alors, sur les soixante-dix (70)  
14 contrats, il y en a quatre qui ont été annulés. Je  
15 peux les identifier. Alors, c'est 13P-178.1, qui  
16 ont été annulés, Monsieur Zambito, puis qui ont été  
17 repris par la suite. Puis je pense qu'il y avait un  
18 contrat qui vous concernait là-dedans, aussi.  
19 Ensuite, 13P-178.17, 13P-178.30... Je pense que je  
20 suis mieux que dans l'exercice du mois de juin.  
21 13P-178.59. Ce qui nous laisse, Monsieur Zambito,  
22 soixante-six (66) contrats qui sont vraiment  
23 concernés comme ayant été actifs, si on veut, et  
24 réels, dans l'analyse des soixante-dix (70)  
25 dossiers que vous avez faits avec maître Gallant.

1 D'accord?

2 Sur les soixante-six (66) contrats, il y en  
3 a trente-six (36) que vous avez identifiés  
4 clairement comme étant truqués. D'accord? Sur ces  
5 trente-six-là (36), vous en avez obtenu onze (11).  
6 Presque le tiers. C'est une bonne moyenne, hein? Et  
7 en valeur...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Je m'excuse, Maître Houle, pourriez-vous...

10 Me DENIS HOULE :

11 Oui.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 ... simplement reprendre?

14 Me DENIS HOULE :

15 Oui.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Vous dites, sur l'ensemble, il y en a combien,  
18 dites-vous? Trente-six (36)?

19 Me DENIS HOULE :

20 Il y a soixante... Sur les soixante-dix (70)  
21 contrats, il y en a quatre d'annulés, que je viens  
22 de mentionner, Madame. Il nous en reste soixante-  
23 six (66).

24 Q. **[41]** Alors là, je parle d'abord, dans un premier  
25 temps, des contrats que vous avez identifiés comme

1       étant certain, de votre part, qu'ils étaient  
2       truqués, il y en a trente-six (36) sur soixante-six  
3       (66).

4       LA PRÉSIDENTE :

5       O.K.

6       Me DENIS HOULE :

7       O.K.? Sur les trente-six (36), Infrabec en a obtenu  
8       onze (11). Alors, ça c'est une affirmation que je  
9       fais, là. On le constatera avec le tableau qu'on va  
10      vous remettre à vous aussi.

11      Q. **[42]** Alors, en valeur... C'est pour ça que je vous  
12      ai demandé tantôt, le quatorze (14), quinze pour  
13      cent (15 %), c'est des nombres ou des valeurs. Et  
14      en valeur, ça représente vingt-huit pour cent  
15      (28 %) de ces contrats-là. Donc, si on arrive avec  
16      les chiffres, trente-huit millions neuf cent  
17      trente-neuf mille quatre-vingt-quinze dollars  
18      (38 939 095 \$) sur cent trente-neuf mille (sic)  
19      deux cent quarante-six cinq cent soixante-quinze  
20      dollars (139 246 575 \$). Je n'ai pas beaucoup de  
21      questions à vous poser pour l'instant.

22               On passe au deuxième volet. Alors, il nous  
23      reste vingt-trois (23) des soixante-six (66)  
24      contrats que vous avez identifiés aussi clairement  
25      comme étant non truqués. Et sur ces... Vingt-trois

1           (23) sur soixante-six (66), ça va. Et sur ces  
2           vingt-trois (23) contrats-là, Infrabec en a obtenu  
3           cinq. Et en valeur, ça représente quarante-cinq  
4           pour cent (45 %) de ces contrats-là. Et les  
5           chiffres... Alors, vous avez donc réalisé pour  
6           vingt-huit millions six cent quarante et un mille  
7           six cent quatre-vingt-sept dollars (28 641 687 \$)  
8           sur un total de soixante-trois millions trois cent  
9           quarante mille huit cent quatre-vingt-trois dollars  
10          (63 340 883 \$).

11                       Et finalement, il nous reste sept des  
12          soixante-six (66) contrats qui n'ont pas pu être  
13          clairement identifiés comme vous comme étant soit  
14          truqués ou pas parce qu'il vous manquait des  
15          éléments, parce que vous avez parlé d'une série  
16          d'éléments que vous examiniez pour en venir à la  
17          conclusion qu'ils étaient truqués ou pas. Vous  
18          n'étiez pas certain ou encore un problème de  
19          mémoire. Et sur ces sept là, vous en avez obtenu un  
20          qui représente cinq pour cent (5 %) de la valeur  
21          totale de ces sept contrats-là. Ce qui signifie un  
22          montant d'un million quatre cent quatre-vingt-  
23          quinze mille neuf cent soixante-six dollars  
24          (1 495 966 \$) sur vingt-huit millions six cent  
25          douze mille cinq cent sept dollars (28 612 507 \$).

1                   Alors, au total, j'additionne tout ça, les  
2                   contrats qu'Infrabec a obtenus, et vous avez un  
3                   score pas mal supérieur à ce que vous pensez.  
4                   Alors, vous avez obtenu quatre-vingt-dix-sept  
5                   millions six cent quatre-vingt-neuf mille deux cent  
6                   cinquante-cinq dollars (97 689 255 \$) sur un total  
7                   de deux cent trente et un millions cent quatre-  
8                   vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-cinq  
9                   dollars (231 199 965 \$). Ce qui donne un  
10                  pourcentage de quarante-deux point trois pour cent  
11                  (42,3 %).

12                  Alors, est-ce que ça vous surprend les  
13                  chiffres que je vous annonce, que vous aviez  
14                  performé beaucoup plus à la Ville de Montréal peut-  
15                  être que ce que vous pensiez?

16       R. Écoutez, ma réponse à ça est bien simple. Je pense  
17                  que le problème avec votre tableau que vous avez  
18                  fait, c'est du fait qu'on a ressorti les contrats  
19                  que j'ai analysés ici. C'est des contrats où est-ce  
20                  que Constructions Infrabec était soit plus bas  
21                  soumissionnaire ou soit qu'on était présent sur ces  
22                  contrats-là, sur l'appel d'offres. Mais je pense  
23                  que l'étape... le laps de temps qu'on a analysé, il  
24                  est sorti plus soixante-dix (70) contrats à la  
25                  Ville de Montréal. Ça fait que c'est important

1 d'aller chercher tous les autres contrats où est-ce  
2 qu'Infrabec n'était pas plus bas soumissionnaire ou  
3 il n'apparaissait pas comme soumissionnaire. Et là,  
4 vous allez avoir un tableau qui va être beaucoup  
5 plus précis puis qui va se rapprocher du  
6 pourcentage que moi, j'ai évoqué.

7 Q. **[34]** Alors, je comprends que votre réponse, on n'a  
8 pas en fait la preuve devant la Commission au  
9 moment où on se parle, vous et moi? On n'a pas le  
10 nombre de contrats additionnels aux soixante-dix  
11 (70) que vous avez analysés avec maître Gallant, on  
12 ne sait même pas combien de contrats ça peut  
13 concerner?

14 R. Moi, qu'est-ce que je vous dis, on a analysé des  
15 contrats où est-ce qu'Infrabec était soit plus bas  
16 soumissionnaire ou qu'il avait soumissionné. Je  
17 pense qu'il y a d'autres contrats qui se sont  
18 donnés à la Ville de Montréal pour ces  
19 départements-là où est-ce que Constructions  
20 Infrabec n'était pas...

21 Q. **[35]** Intéressée.

22 R. ... soumissionnaire ou intéressée. Donc, le tableau  
23 doit être fait à partir de tout ce portrait-là.

24 Q. **[36]** Est-ce que vous êtes en mesure de nous donner  
25 une approximation du nombre de contrats en plus des



1           soixante-dix (70) qui ont été analysés?

2           R. Non. Ça, je pense que c'est...

3           Q. **[37]** C'est la Ville de Montréal?

4           R. C'est les gens de la Ville de Montréal qui vont  
5           être en mesure de vous confirmer les montants et le  
6           nombre de contrats qui ont été mis en appels  
7           d'offres.

8           Q. **[38]** Alors, ça voudrait donc dire, Monsieur  
9           Zambito, que sur la période de deux mille quatre  
10          (2004) à deux mille dix (2010), les contrats, les  
11          soixante-dix (70) qui ont été analysés, dont la  
12          dernière année où vous ne participiez plus à ce  
13          cartel-là, ça veut donc dire que, pendant cette  
14          période-là, en matière d'égout, de canalisation et  
15          d'aqueduc, il s'est donné à la Ville de Montréal  
16          beaucoup plus que soixante-dix (70) contrats?

17          R. Sûrement.

18          Q. **[39]** Mais sur quoi vous vous basez pour vous  
19          affirmer que, si vous ne connaissez pas le nombre,  
20          vous ne connaissez pas la valeur de ces contrats-  
21          là, sur quoi vous vous basez pour avoir répondu à  
22          la Commission que ça représentait quatorze (14 %)  
23          et quinze pour cent (15 %) de cette totalité-là,  
24          vous?

25          R. Je me suis basé d'après les discussions que j'avais

1 avec les autres entrepreneurs. Mon volume  
2 d'affaires, moi, pour ce département-là, l'entente  
3 qu'on avait devait représenter entre quatorze et  
4 quinze pour cent (14-15 %) du chiffre d'affaires.  
5 Donc, qu'est-ce que je vous dis, c'est : Ayez en  
6 main tous les contrats qui se sont donnés et vous  
7 allez voir que le pourcentage va se rapprocher  
8 beaucoup plus de ce chiffre-là que du pourcentage  
9 que vous avancez.

10 Q. **[40]** Alors, on coupe en fait du tiers par rapport  
11 au chiffre que j'ai avancé d'à peu près quarante-  
12 trois pour cent (43 %), quatorze-quinze pour cent  
13 (14-15 %) par rapport à quarante-trois pour cent  
14 (43 %). Est-ce que je dois comprendre que si votre  
15 regroupement de collusion n'a pas soumis d'appel  
16 d'offres dans les... dans le cas des autres  
17 contrats qui n'ont pas été analysés pour la même  
18 période, qui n'ont pas été analysés devant la  
19 Commission, c'est que vous vous entendiez entre  
20 vous pour ne pas vous y intéresser à ces autres  
21 contrats-là?

22 R. Est-ce que c'est possible de préciser la question,  
23 s'il vous plaît?

24 Q. **[1]** Je vais reformuler. Pour les contrats qui n'ont  
25 pas été analysés pour cette même période-là, et

1 vous dites que ces contrats-là, vous en tenez  
2 compte pour abaisser votre rendement à quatorze  
3 (14 %) et quinze pour cent (15 %) ?

4 R. Oui.

5 Q. **[2]** Si le cartel, si votre groupe ne s'est pas  
6 intéressé à ces autres contrats, cent (100), cent  
7 cinquante (150) autres contrats, je ne le sais pas,  
8 moi, c'est parce qu'entre vous, vous décidiez de ne  
9 pas faire d'appel d'offres, entre ce groupe de dix  
10 (10) ou douze (12) entrepreneurs ?

11 R. Je n'ai pas dit que les autres ne s'intéressaient  
12 pas. Qu'est-ce que j'ai dit, Infrabec n'était pas  
13 le plus bas soumissionnaire, et Infrabec  
14 n'apparaissait pas comme soumissionnaire. On a  
15 analysé des contrats où est-ce que le nom  
16 d'Infrabec apparaissait. Il y a des soumissions qui  
17 se sont organisées, qui faisaient partie du groupe  
18 où est-ce que Infrabec n'a pas déposé. Donc, pour  
19 avoir un tableau complet et précis, ça va vous  
20 prendre le montant de ces contrats-là pour arriver  
21 à avoir un pourcentage qui est plus réaliste.

22 Q. **[3]** O.K. Vous avez affirmé que lorsqu'ont cessé les  
23 paiements du six point cinq pour cent (6,5 %),  
24 O.K., un pour cent (1 %) à Surprenant, trois pour  
25 cent (3 %) à Union Montréal et deux point cinq pour

1 cent (2,5 %) à la mafia, qu'à ce moment-là, on a  
2 marqué, on a remarqué à Montréal une baisse  
3 sensible des soumissions et des contrats, les  
4 montants des soumissions et des contrats qui  
5 étaient octroyés, c'est exact?

6 R. Oui, il y a eu une baisse dans... Je pense que ça a  
7 été sorti, puis on l'a vu nous-mêmes, qu'il y a eu  
8 une baisse de, je vous dirais quinze pour cent  
9 (15 %) de la valeur des contrats.

10 Q. **[4]** C'est justement là où j'en venais. Vous avez  
11 parlé de quinze pour cent (15 %), et on l'a entendu  
12 ailleurs aussi, Monsieur Zambito, les médias en ont  
13 parlé, alors que les pourcentages que vous payiez  
14 n'étaient attribués que dans une portion de six  
15 point cinq pour cent (6,5 %), O.K.? Le  
16 différentiel, est-ce que ça s'explique par exemple  
17 par un autre sujet que vous avez élaboré pendant  
18 votre interrogatoire principal, les prix unitaires  
19 qui étaient gonflés? La différence entre le six  
20 point cinq pour cent (6,5 %) et le quinze pour cent  
21 (15 %), qui a fait en sorte que les prix auraient  
22 baissé de quinze pour cent (15 %), est-ce que ça  
23 s'explique par le fait que vous ayez également dit  
24 à la Commission que les prix unitaires étaient à ce  
25 point gonflés qu'à un moment donné, vous vous êtes

1 dit : « Écoute, il faut qu'on baisse ça, le groupe,  
2 là »?

3 R. Non, j'ai dit que les prix des budgets étaient  
4 gonflés.

5 Q. **[5]** Les budgets c'est la Ville?

6 R. C'est la Ville qui faisait les budgets.

7 L'entrepreneur, quand il était en libre  
8 compétition, il tentait de rentrer le meilleur prix  
9 possible pour avoir le contrat, donc le prix devait  
10 être quand même assez réaliste. On ne parle plus de  
11 prix gonflés quand il y a de la libre compétition.

12 Q. **[6]** Est-ce que ces prix unitaires-là, que vous  
13 dites qu'ils étaient gonflés, donc, par les  
14 fonctionnaires? C'est ça?

15 R. Les budgets.

16 Q. **[7]** Dans les budgets?

17 R. Les budgets.

18 Q. **[8]** Est-ce que vous, le groupe de collusion, vous  
19 aviez accès à une liste de prix unitaires qui vous  
20 était fournie par les fonctionnaires pour vous  
21 permettre de faciliter vos appels d'offres et vos  
22 soumissions?

23 R. Non. Nous, on avait le budget du projet en général,  
24 combien qu'il valait, combien qu'il y avait de  
25 budget sur le projet. Après c'était à nous à faire

1        nos prix unitaires et de mettre la marge de profit,  
2        et s'assurer qu'on ne défonçait pas les budgets qui  
3        avaient déjà été prévus par les gens de la  
4        conception.

5        Q. **[9]** Bien que vous dites que le chiffre que j'ai  
6        avancé tantôt, le pourcentage de quarante-trois  
7        pour cent (43 %) à peu près de contrats que vous  
8        avez obtenus sur les soixante-dix (70) analyses de  
9        dossiers devant la Commission, bien que c'était  
10        quarante-cinq pour cent (45 %) qu'on voit de par  
11        notre tableau, mais là, vous avez justifié par  
12        votre réponse qu'il y avait un étalement beaucoup  
13        plus considérable de contrats qui s'étaient donnés  
14        dans votre domaine, on constate que vous semblez  
15        faire un chiffre d'affaires plus important en  
16        proportion dans les contrats non truqués par  
17        rapport aux contrats truqués?

18        R. Bien, écoutez, si vous enlevez le projet du  
19        collecteur Sherbrooke qui représente onze millions  
20        (11 M\$), déjà c'est un gros montant. Donc, quand on  
21        a en libre compétition, j'ai eu ce contrat-là qui  
22        représentait dix millions sept cent quarante mille  
23        (10 740 000 \$), c'est sûr que le pourcentage...

24        Q. **[10]** Augmente en conséquence?

25        R. Ça fait augmenter un pourcentage assez vite.

1 Q. **[11]** En fait, quel était l'intérêt, maintenant  
2 qu'on regarde ces données-là puis qu'on vous a  
3 entendu pendant... sur trois semaines, je pense à  
4 peu près sept, huit jours, quel était vraiment  
5 votre intérêt de participer à ce groupe de  
6 collusion-là? Qu'est-ce que ça vous a rapporté de  
7 plus en payant le deux point cinq pour cent  
8 (2,5 %), le trois pour cent (3 %), puis le un pour  
9 cent (1 %) à Surprenant, par rapport aux contrats  
10 non truqués?

11 R. Bien je pense que c'est évident la marge de profit  
12 était plus élevée.

13 Q. **[12]** C'est à ce niveau-là?

14 R. Oui.

15 Q. **[13]** O.K. Et malgré, malgré l'existence de ce  
16 cartel-là, il y avait quand même des entrepreneurs  
17 de bonne foi qui s'immisçaient dans certains appels  
18 d'offres?

19 R. Il y avait des contrats qui étaient libres où il  
20 n'y avait pas de collusion et les différents  
21 entrepreneurs soumissionnaient sur ces projets-là,  
22 oui.

23 Q. **[14]** Et il y en a même qui ont soumissionné sur des  
24 contrats, pour prendre votre dernier qualificatif,  
25 qui n'étaient pas libres?

1 R. C'est arrivé.

2 Q. **[15]** C'est arrivé. Et vous avez même affirmé devant  
3 la Commission que vous étiez même content des fois  
4 d'avoir ce qu'on peut appeler des contrats, euh,  
5 pas des contrats, mais des entrepreneurs externes  
6 parce que ça donnait un peu plus de crédibilité à  
7 votre système? Vous vous rappelez d'avoir répondu  
8 ça?

9 R. Non, ce n'est pas ça que j'ai dit. J'ai dit que  
10 souvent quand il y avait de la collusion il y  
11 avait des entrepreneurs qui ne faisaient pas partie  
12 du cercle, de l'extérieur qui rentraient un prix de  
13 complaisance. Donc ça démontrait qu'il y a d'autres  
14 joueurs qui faisaient... qui soumissionnaient. Ces  
15 joueurs de l'extérieur, là, étaient, voulaient  
16 rentrer un prix de complaisance. C'est dans ce  
17 sens-là que j'ai affirmé ça.

18 Q. **[16]** Et quand on a abordé le sujet des prix  
19 unitaires gonflés par les fonctionnaires, alors  
20 vous votre groupe de collusion vous étiez au  
21 courant de cette façon de faire, là, de ces  
22 fonctionnaires-là?

23 R. Bien je pense que c'était, ça a été démontré qu'on  
24 donnait un pour cent (1 %) à monsieur Surprenant  
25 qui était à la conception. Donc c'est lui qui



1           faisait les budgets, les budgets étaient faits avec  
2           les prix unitaires de l'année qui venait de passer.  
3           Donc à chaque année les budgets augmentaient, oui.

4       Q. **[17]** Et est-ce que les entrepreneurs qui ne  
5           faisaient pas partie de votre groupe de collusion  
6           étaient informés de ces prix unitaires gonflés, là,  
7           par rapport à votre groupe?

8       R. Écoutez, il faudrait leur poser la question à eux,  
9           je ne sais pas si eux étaient informés.

10      Q. **[18]** Sûrement pas?

11      R. Je ne sais pas.

12      Q. **[19]** En toute logique, ils ne seraient pas  
13           informés. De sorte que si je voulais soumissionner  
14           alors qu'il y avait des appels d'offres truqués,  
15           alors nécessairement ils partaient perdants de  
16           façon générale pour être le plus bas  
17           soumissionnaire par rapport à votre groupe?

18      R. Bien là, j'ai un peu de misère à vous suivre, parce  
19           que si l'appel d'offres était truqué pour les gens  
20           qui faisaient partie du groupe, ces gens-là ne  
21           soumissionnaient pas. Si les gens... l'appel  
22           d'offres n'était pas truqué, puis les gens  
23           soumissionnaient, ils mettaient un prix qu'eux  
24           pensaient juste avec leur marge de profit pour  
25           aller faire le projet. Donc je ne vois pas pourquoi

1           eux auraient su les budgets ou pas, c'est... c'est  
2           totalement différent.

3       Q. **[20]** Mais est-ce que les entrepreneurs qui ne  
4           faisaient pas partie du groupe, est-ce qu'ils  
5           pouvaient être pénalisés par le fait qu'ils  
6           puissent travailler avec des prix unitaires qui ne  
7           soient pas conformes à la réalité qu'avaient  
8           apporté ou mis en place les fonctionnaires de la  
9           Ville?

10      R. Je ne vois pas comment qu'ils seraient pénalisés.  
11           Si le contrat est en libre compétition et un  
12           entrepreneur décide de soumissionner, il met le  
13           prix que lui pense qui est juste avec sa marge de  
14           profit pour aller faire un tel projet, je ne vois  
15           pas pourquoi il serait pénalisé par rapport au  
16           budget qui avait été évoqué ou mis en place. Il y a  
17           des prix.

18                   Moi quand je rentrais une soumission qui  
19           était libre, je mettais un prix unitaire avec  
20           lequel j'étais à l'aise à faire le contrat et je me  
21           mettais une marge de profit dessus que j'étais à  
22           l'aise à travailler. Donc une fois que je  
23           soumettais ce prix-là et ce prix unitaire-là,  
24           j'étais à l'aise à travailler à ce prix-là.

25                   Et l'un ne va pas en rapport avec l'autre,

1 le budget peut être élevé, mais un entrepreneur  
2 peut soumettre un prix que lui est à l'aise à  
3 travailler. Je ne vois pas le lien qu'on veut faire  
4 entre les deux.

5 Q. **[21]** Moi je vous posais la question non pas sur les  
6 contrats qui étaient en libre concurrence, mais sur  
7 les contrats qui étaient truqués?

8 R. Oui.

9 Q. **[22]** Et pour plusieurs appels d'offres et contrats  
10 qui ont été analysés il arrivait que des  
11 entrepreneurs de l'extérieur qui soumissionnaient à  
12 travers votre groupe, vous l'avez vu à quelques  
13 reprises?

14 R. Oui, ils étaient là qu'en soumission de  
15 complaisance, ils venaient...

16 Q. **[23]** Non, non, moi je vous parle de ceux qui ne  
17 font pas partie du groupe, là, des gens qui sont,  
18 si on peut... si on veut, ils se sont faufiletés dans  
19 votre appel d'offres qui était organisé?

20 R. Bien moi j'aimerais qu'on les identifie, je n'ai  
21 pas de mémoire de gens qui se sont faufiletés, je ne  
22 les ai pas en mémoire ces exemples-là que vous me  
23 donnez, là.

24 Q. **[24]** Je pense que j'en ai un sous la main. J'espère  
25 l'avoir sous la main. Tiens, si on va à 13P-178.21,

1 Madame. Alors, vous pouvez peut-être montrer le  
2 document au complet là, peut-être le faire avancer  
3 doucement pour qu'on puisse le voir. Quand  
4 maître Gallant a examiné cet appel d'offres et le  
5 nom de ces soumissionnaires-là avec vous...

6 R. Hum, hum.

7 Q. **[25]** ... vous avez identifié des entreprises que  
8 vous ne connaissiez absolument pas. Si vous voulez  
9 peut-être refaire l'exercice, là.

10 R. Si on peut baisser le document.

11 Q. **[26]** Oui. Commencez au début, Madame, donnez le  
12 temps à monsieur Zambito de voir le nom des  
13 soumissionnaires, là. Constructions Infrabec, bien,  
14 évidemment, très connue pour vous.

15 R. Oui.

16 Q. **[27]** T.G.A., c'est... vous le connaissiez.

17 R. Oui.

18 Q. **[28]** Excavations Super, connu?

19 R. Oui.

20 Q. **[29]** Construction Catania, connu. Bentech aussi,  
21 hein!

22 R. Oui.

23 Q. **[30]** Bon. Alors, on continue. Construction A.T.A?

24 R. Tu dis que je le connaissais.

25 Q. **[31]** Pavages Chenail?

1 R. Je le connaissais.

2 Q. **[32]** Est-ce que vous avez été en mesure  
3 d'identifier quelqu'un que vous connaissiez à  
4 Pavages Chenail pendant votre témoignage?

5 R. J'avais parlé de Emmanuel Chenail.

6 Q. **[33]** O.K. Alors, si on continue. Timberstone et  
7 Catcan, vous en avez déjà parlé?

8 R. Oui.

9 Q. **[34]** Est-ce que vous connaissez des représentants  
10 de ces entreprises-là?

11 R. Timberstone, oui, je l'ai mentionné, c'était  
12 monsieur Leo Moscato et Catcan, j'avais dit que  
13 c'était Paolo Catania.

14 Q. **[35]** Garnier, c'est connu?

15 R. Oui.

16 Q. **[36]** Terrapro?

17 R. Je ne connais pas.

18 Q. **[37]** Conex, le dernier?

19 R. Oui, c'était monsieur Conte.

20 Q. **[38]** Alors là, il y a Terrapro que vous ne  
21 connaissez pas.

22 R. Non.

23 Q. **[39]** Vous ne l'avez pas contacté si vous ne le  
24 connaissez pas.

25 R. Écoutez, de mémoire, il me semble que je ne l'ai

1 pas contacté, non.

2 Q. **[40]** Et il ne fait pas partie du groupe.

3 R. Non.

4 Q. **[41]** Donc, pour revenir à ma question, il arrivait  
5 que dans des contrats que vous avez identifié comme  
6 truqué, comme celui-ci, il y a d'autres entreprises  
7 qui ne faisaient pas partie du groupe et qui  
8 soumissionnaient, des entreprises qui  
9 soumissionnaient de bonne foi. On en a un exemple  
10 là.

11 R. Mais, écoutez, sur ce contrat-là, je ne connaissais  
12 pas directement la personne, mais il y a  
13 possibilité que cet entrepreneur-là ait été  
14 contacté par quelqu'un du groupe.

15 Q. **[42]** Ce n'est pas vous qui les contactez quand  
16 c'est vous qui avez le contrat?

17 R. Écoutez, quand on ne connaissait pas du monde, puis  
18 il y en a d'autres du groupe qui connaissaient, on  
19 s'aidait entre nous. Il y avait possibilité que  
20 quand on ne connaissait pas certaines personnes,  
21 c'était de mon devoir de faire le tour et d'appeler  
22 mes sous-traitants, d'appeler les entrepreneurs,  
23 excusez. Mais souvent, quand un contrat pouvait  
24 être désigné à moi et on ne le connaissait pas, on  
25 faisait appel aux autres entrepreneurs puis des

1       fois l'appel se faisait par d'autres. C'est arrivé  
2       plus qu'à une reprise.

3       Q. **[43]** Je retiens, moi, que vous avez dit - et vous  
4       me l'avez redit un peu plus tôt quand je vous  
5       questionnais - qu'une fois que vous étiez éliminé  
6       comme étant le plus bas soumissionnaire, de par  
7       l'entente entre le groupe, vous ne faisiez plus de  
8       suivi. Donc, vous vous désintéressiez carrément à  
9       un contrat qui était attribué à une des entreprises  
10      du groupe.

11      R. Bien, écoutez, on ne faisait plus de suivi... J'ai  
12      dit qu'on déposait notre soumission, on pouvait  
13      faire une soumission de complaisance, donc on avait  
14      quand même un document à déposer. Pour déposer le  
15      document, il fallait avoir nos cautionnements.  
16      Donc, quand on déposait le document, on avait les  
17      résultats. Quand vous dites « désintéressé », pour  
18      moi, désintéressé, c'est que quand un contrat était  
19      assigné à une compagnie, je ne mettais pas mon  
20      ingénieur ou deux pendant une semaine à sortir le  
21      coûtant. Pour moi, désintéressé, c'est je ne  
22      soumissionnais pas le projet, sauf que j'étais  
23      appelé à faire une soumission de complaisance, donc  
24      je devais quand même rentrer un bordereau, aller  
25      chercher les cautionnements et à les déposer.

1 Envoyer un employé de l'entreprise aller déposer à  
2 la Ville le document d'appel d'offres, la  
3 soumission. Et on recevait les résultats de  
4 soumission. Donc, « désintéressé », c'est dans le  
5 sens de dire on ne perdait pas de temps via nos  
6 ingénieurs à faire un coûtant de ce projet-là. On  
7 ne mettait pas d'énergie à tenter de...

8 Q. **[44]** Je comprends.

9 R. ... sortir un coûtant, on savait que ce n'est pas  
10 nous qui aurions eu le contrat. Donc, pourquoi  
11 mettre un ingénieur une semaine de temps à estimer  
12 ce contrat-là quand on savait qu'on ne l'aurait  
13 jamais.

14 Q. **[45]** Je ne vous posais pas la question pour la  
15 réponse que vous m'avez donnée. Je vous posais la  
16 question en regard de la réponse précédente que  
17 vous m'aviez faite.

18 R. Oui.

19 Q. **[46]** Alors, et vous disiez : « Bien, moi, si je ne  
20 le connaissais pas, peut-être que quelqu'un  
21 qui... » comme vous, se désintéressait du contrat,  
22 puisque c'était Infrabec qui était... c'était  
23 convenu entre vous autres que c'était Infrabec qui  
24 l'avait. Alors, est-ce que dans des cas où le  
25 contrat n'était pas donné à Infrabec et que vous



1 vous en désintéressiez, vous n'en faisiez pas le  
2 suivi, il est arrivé - pour reprendre votre réponse  
3 - que vous ayez fait des téléphones à la place et  
4 au service de l'entreprise à qui vous aviez décidé  
5 de donner ce contrat-là, de le protéger et de lui  
6 donner?

7 R. Écoutez, ça peut être arrivé que j'aie donné un  
8 coup de main, du monde qu'on connaissait, que j'ai  
9 placé un appel pour un autre entrepreneur, comme  
10 eux le faisaient pour nous, ça a pu arriver. Puis,  
11 comme je vous ai dit, on était un groupe de douze  
12 (12). L'intérêt des entrepreneurs, c'est que le  
13 système fonctionne, donc on avait intérêt à, comme  
14 une équipe de hockey, pousser tout du même sens.

15 Q. **[47]** Je reviens encore à la même question. Vous me  
16 dites « ça peut être arrivé ». Alors, ça, ce n'est  
17 pas une question qui est affirmative. Est-ce  
18 qu'effectivement vous avez, dans certains contrats,  
19 rendu ce service-là que vous affirmez que peut-être  
20 quelqu'un vous a rendu?

21 R. C'est arrivé.

22 Q. **[48]** Alors, maintenant, c'est sûr.

23 R. Oui.

24 Q. **[49]** Ça va, j'ai terminé pour l'instant en tout  
25 cas. Sous réserve de ce que je vous disais, Madame,

1           au début.

2           LA PRÉSIDENTE :

3           Alors, nous allons ajourner pour la pause de midi.

4

5           SUSPENSION DE L'AUDIENCE

6           REPRISE DE L'AUDIENCE

7

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Bon après-midi à tous. Ah! Ce n'était pas maître

10          Joncas! N'avez-vous pas indiqué que ce serait

11          maître Joncas en deuxième?

12          Me LUCIE JONCAS :

13          Oui, mais sous réserve de la possibilité

14          d'admission. Alors, c'est ce qu'on essaie de

15          résoudre et on ne retardera pas, sinon je vais être

16          la prochaine.

17          LA PRÉSIDENTE :

18          Parfait. Alors, Maître St-Jean.

19          Me MARTIN ST-JEAN :

20          Bon après-midi. Merci.

21          LA PRÉSIDENTE :

22          Bon après-midi. On vous écoute.

23

24

25

1 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MARTIN ST-JEAN :

2 Q. [50] Maître St-Jean pour la Ville de Montréal.

3 Monsieur Zambito, bonjour.

4 R. Bonjour.

5 Q. [51] J'aimerais reprendre un peu au début de votre  
6 témoignage là, la toute première journée. On a  
7 discuté de la période quatre-vingt-dix-huit (98), à  
8 la naissance de la compagnie Infrabec, vous nous  
9 avez informés que vous étiez à faire des études en  
10 droit à ce moment-là. Et grosso modo, moi, ce que  
11 j'ai compris, c'est que vous aviez environ vingt-  
12 huit (28), vingt-neuf (29) ans à ce moment-là. Vous  
13 avez dit à un moment donné, en cours de témoignage,  
14 que vous étiez à quarante-trois (43) ans, on se  
15 reporte...

16 R. Oui, oui.

17 Q. [52] ... il y a une quinzaine d'années, vingt-neuf  
18 (29) ans, plus ou moins.

19 R. Oui.

20 Q. [53] Avant vos études en droit, aviez-vous une  
21 expérience particulière dans le domaine de la  
22 construction?

23 R. Oui, mon père était associé dans une autre  
24 entreprise de construction à laquelle l'été je  
25 travaillais pour l'entreprise.

1 Q. **[54]** Quel était le nom de cette entreprise-là?

2 R. Corival Incorporée.

3 Q. **[55]** Corival Incorporée. Est-ce que cette  
4 entreprise-là avait des contrats à la Ville de  
5 Montréal?

6 R. Oui, ils ont eu plusieurs contrats à la Ville de  
7 Montréal.

8 Q. **[56]** Et c'était également une entreprise qui  
9 oeuvrait dans le domaine des égouts et des  
10 conduites d'aqueduc?

11 R. En génie civil, oui.

12 Q. **[57]** En génie civil. Et vous avez fait du travail,  
13 c'est-à-dire vous me parlez d'un job étudiant là  
14 l'été pour Corival, mais au moment de vos études en  
15 droit, vous êtes quand même à la mi-vingtaine...

16 R. Oui.

17 Q. **[58]** ... vingt-sept (27), vingt-huit (28) ans.

18 R. Oui.

19 Q. **[59]** Alors, disons à partir du début de la  
20 vingtaine à cette période-là, vous aviez des  
21 études... vous étiez aux études?

22 R. Oui, j'ai été... j'ai fait une année d'études en  
23 science politique à l'Université d'Ottawa. J'ai  
24 fait un certificat de droit à l'Université de  
25 Montréal.

1 Q. **[60]** O.K.

2 R. Et j'ai pris aussi quelques cours d'économie à  
3 l'Université de Montréal.

4 Q. **[61]** O.K. Alors, par exemple, le certificat en  
5 droit là qui est... c'est à part des deux années ou  
6 de la deuxième année que vous aviez débutée à  
7 Sherbrooke?

8 R. C'est bien ça. C'est à l'éducation permanente là  
9 pour les adultes.

10 Q. **[62]** O.K. Donc, vous commencez en mil neuf cent  
11 quatre-vingt-dix-huit (1998) avec Infrabec, disons  
12 à temps plein à ce moment-là?

13 R. Oui.

14 Q. **[63]** Je me demandais s'il était possible d'avoir le  
15 profil de l'entreprise qu'on avait à la pièce 13P-  
16 174, s'il vous plaît. Quand on regarde ce profil-  
17 là, Monsieur Zambito, c'est un portrait de la  
18 structure corporative au moment de la cessation de  
19 vos activités en deux mille onze (2011).

20 R. C'est bien ça.

21 Q. **[64]** C'est ça. Si on regarde maintenant sous votre  
22 nom « actionnaire 9058-0002 Québec Inc. » qui a été  
23 immatriculée en décembre quatre-vingt-dix-sept  
24 (97). Est-ce qu'il y a une raison particulière pour  
25 laquelle vous avez immatriculé cette compagnie-là

1 en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997)?

2 R. Bien, c'est une compagnie - comment qu'on pourrait  
3 dire - un holding qui détenait mes actions dans  
4 Constructions Infrabec. C'est de l'organisation  
5 corporative qui a été faite.

6 Q. **[65]** Mais, j'ai compris - et je cherche à  
7 comprendre là...

8 R. Oui.

9 Q. **[66]** ... à préciser votre témoignage - j'ai compris  
10 de votre témoignage en principal, et ce matin par  
11 mon collègue, que vous étiez devenu actionnaire en  
12 deux mille quatre (2004), deux mille cinq (2005),  
13 aux alentours de deux mille quatre (2004), deux  
14 mille cinq (2005) lorsqu'un de vos oncles s'est  
15 retiré.

16 R. Oui.

17 Q. **[67]** Alors, moi, ce que je tente d'établir, ce que  
18 je tente de comprendre, c'est : quelle est  
19 l'utilité, quelle est la... d'abord, une compagnie  
20 dès quatre-vingt-dix-sept (97) qui serait  
21 incorporée?

22 R. Bien...

23 Q. **[68]** À quoi elle vous servait cette compagnie-là?

24 R. Bien, auparavant, c'était mon père qui était  
25 actionnaire dans cette compagnie-là et qui détenait

1 les actions de Constructions Infrabec.

2 Q. [69] Et avec le temps, il est devenu actionnaire,  
3 donc personnellement, pas par l'entremise d'un  
4 holding, et c'est ce qu'on voit là dans le schéma.  
5 Quand on regarde votre père là, on prend l'encadré  
6 bleu à droite, à droite de votre photo là...

7 R. Oui.

8 Q. [70] ... Giuseppe Zambito.

9 R. Oui.

10 Q. [71] Donc, lui, éventuellement il est devenu  
11 actionnaire directement dans Constructions  
12 Infrabec.

13 R. Bien, je ne vois pas ça sous le graphisme là, je  
14 vois qu'il est devenu administrateur.

15 Q. [72] Administrateur.

16 R. Mais, il était... il manquerait une ligne...

17 Q. [73] Ah! D'accord.

18 R. ... où il est actionnaire de la compagnie, le  
19 holding, via moi, là.

20 Q. [74] Le 9058?

21 R. Oui. Il peut...

22 Q. [75] O.K. D'accord.

23 R. Actionnaire.

24 Q. [76] Alors, vous et votre père, vous étiez  
25 coactionnaires de cette entreprise-là?

1 R. Oui.

2 Q. **[77]** C'est...

3 R. Moi je suis devenu coactionnaire, comme j'ai dit,  
4 là, je n'ai pas la date exacte, à partir de deux  
5 mille quatre (2004), deux mille cinq (2005). C'est  
6 mon père qui était actionnaire auparavant, mais en  
7 deux mille quatre (2004), deux mille cinq (2005),  
8 on est devenu coactionnaires.

9 Q. **[78]** O.K. Et l'oncle duquel vous avez racheté la  
10 participation...

11 R. Oui.

12 Q. **[79]** ... était coactionnaire avant vous dans ce  
13 holding-là?

14 R. Avec mon père. C'est ça.

15 Q. **[80]** O.K. Qui était cet oncle-là?

16 R. Son nom c'est Antonio Rizzuto, qui est le frère de  
17 ma mère.

18 Q. **[81]** D'accord. Maintenant, quand on regarde  
19 toujours le même graphique, le même tableau, on  
20 voit qu'il y a un troisième actionnaire au moment  
21 de la cessation des activités.

22 R. Oui.

23 Q. **[82]** Qui est monsieur Peter Lashchuk, par  
24 l'entremise de son holding.

25 R. Oui.



1 Q. **[83]** Vous en avez parlé. Quelle est la répartition  
2 des actions dans cette structure-là? C'est-à-dire,  
3 si on prend Constructions Infrabec, là, qui  
4 intéresse la Ville de Montréal, il y a trois  
5 actionnaires. Est-ce que c'est trente-trois et un  
6 tiers (33 1/3) pour chacun d'eux? Est-ce que c'est  
7 réparti autrement?

8 R. Peter Lashchuk Holding avait cinquante pour cent  
9 (50 %), et la compagnie à numéro avait cinquante  
10 pour cent (50 %) aussi.

11 Q. **[84]** D'accord. Et quand vous parlez de la compagnie  
12 à numéro, c'est le holding que vous détenez avec  
13 votre père?

14 R. C'est bien ça.

15 Q. **[85]** O.K. Et au sein du holding, quelle était la  
16 répartition entre vous et votre père?

17 R. C'était cinquante-cinquante (50/50), mais fin deux  
18 mille neuf (2009), début deux mille dix (2010), je  
19 suis devenu actionnaire à cent pour cent (100 %) de  
20 ce holding-là.

21 Q. **[86]** Fin deux mille neuf (2009), début deux mille  
22 dix (2010)?

23 R. Plus ou moins, là. Les dates, là, fin deux mille  
24 neuf (2009), début deux mille dix (2010).

25 Q. **[87]** Votre père n'est plus un actionnaire, selon ce

1           que je comprends, à partir de ce moment-là.

2           R. C'est bien ça. Il est resté comme administra...  
3           comme président.

4           Q. **[88]** Comme président administrateur. J'ai remis une  
5           liasse de documents à maître Gallant, et je  
6           comprends que les Commissaires, Madame la  
7           Présidente, Monsieur le Commissaire, en ont eu déjà  
8           une copie, et j'aimerais, Madame Blanchette, si  
9           vous pouvez nous amener à l'onglet 1. Dans le cadre  
10          de votre faillite, et je dis de votre faillite, là,  
11          mais la faillite de l'entreprise...

12          R. De la compagnie.

13          Q. **[89]** ... Infrabec, il y a eu différentes étapes.  
14          Une de celles-là a été la nomination d'un  
15          séquestre.

16          R. Oui.

17          Q. **[90]** Si je vous parle de monsieur Bourque, chez  
18          PricewaterhouseCoopers, est-ce que c'est un nom qui  
19          vous dit quelque chose?

20          R. Oui.

21          Q. **[91]** Vous avez collaboré avec monsieur Bourque pour  
22          préparer et présenter, enfin, dans tout le  
23          processus de la liquidation des actifs d'Infrabec.

24          R. Oui.

25          Q. **[92]** Alors, j'ai en ma possession, et les

1 Commissaires également, le rapport de  
2 PricewaterhouseCoopers du mois de mai deux mille  
3 onze (2011), et j'aimerais aller à la page 2 de cet  
4 onglet-là, s'il vous plaît. On peut peut-être, pour  
5 les fins d'identification, prendre le temps de  
6 regarder le document, et c'est effectivement un  
7 dossier du syndic à la faillite d'Infrabec qui a  
8 été déposé dans le dossier de la Cour supérieure,  
9 division de faillite, par le syndic à la faillite  
10 d'Infrabec. Et à la page 2, paragraphe 2... On  
11 n'est pas à la même place... Attendez. Remontez un  
12 peu, ou descendez... C'est-à-dire, allez vers le  
13 début du document, pardon. Alors, rapport. Alors,  
14 ça c'est la première page. Deuxième page, plus bas,  
15 donc. Pardon. Historique et cause de  
16 l'insolvabilité. Et... Oui. Parfait, merci. Vous  
17 voyez ce document-là, Monsieur Zambito?

18 R. Oui.

19 Q. [93] Alors, Constructions et Location, on lit du  
20 texte, là,

21 Constructions et Location sont  
22 détenues par le biais de compagnies de  
23 gestion

24 on a vu ça de l'organigramme qui a été présenté  
25 à 50 % par messieurs Giuseppe et Lino

1                                   Zambito, et 50 % par monsieur Peter  
2                                   Lashchuk.

3           Et donc, ce que je devrais comprendre de votre  
4           témoignage, c'est que l'information que monsieur  
5           Bourque a eue n'est pas exacte. Est-ce que c'est  
6           ça, ou...

7       R. Écoutez, les documents de la publicité légale de la  
8           compagnie avaient été changés, et comme je vous  
9           dis, j'étais rendu à cent pour cent (100 %)  
10          actionnaire de la compagnie à numéro. Donc, à la  
11          cession de nos activités, le document... J'étais  
12          rendu cent pour cent (100 %) actionnaire du  
13          holding.

14       Q. **[94]** Actionnaire. D'accord. Et est-ce que ces  
15          changements-là, à votre connaissance, avaient été  
16          faits au registre des entreprises?

17       R. À ma con...

18       Q. **[95]** L'Inspecteur général des...

19       R. À ma connaissance, ça avait été fait.

20       Q. **[96]** D'accord. Bon. Le cas échéant, on pourra faire  
21          des vérifications à ce moment-là, et produire le  
22          document.

23       Me DENIS GALLANT :

24          Comme c'est un document public qui provient du  
25          greffe de la faillite, alors je n'avais pas

1 d'objection à ce que vous le déposiez. Donc est-ce  
2 que vous voulez le déposer?

3 Me MARTIN ST-JEAN :

4 Absolument.

5 Me DENIS GALLANT :

6 Vous pouvez le coter en ordre séquentiel à la suite  
7 de mes cotes si vous voulez le faire tout de suite.

8 Me MARTIN ST-JEAN :

9 Alors, pour me venir en aide, on serait sous la  
10 cote 13P...

11 LA GREFFIÈRE :

12 200.

13 Me MARTIN ST-JEAN :

14 Alors sous la cote 13P-200 s'il vous plaît. Le  
15 document sous l'onglet 1, qui est le rapport au  
16 sujet de l'administration préliminaire du syndic  
17 signé par monsieur Christian Bourque de  
18 PricewaterhouseCoopers dans le dossier de la  
19 faillite de Les Constructions Infrabec.

20

21 13P-200 : Rapport administration faillite,  
22 onglet 1 - Constructions Infrabec.

23

24 Q. **[41]** Et monsieur Lashchuk dont vous avez parlé ce  
25 matin, qui détient cinquante pour cent (50 %) des

1 actions, les détient depuis les tous débuts de Les  
2 Constructions Infrabec?

3 R. Non. Je vous dirais qu'il est devenu associé à  
4 l'été deux mille sept (2007) environ.

5 Q. **[42]** Et est-ce que c'est une participation qu'il a  
6 rachetée de quelqu'un d'autre ou c'est des actions  
7 qui lui ont été émises?

8 R. Non, c'est une... Au début de la compagnie, il y  
9 avait trois actionnaires qui étaient les frères  
10 Argento, des gens de l'Ontario qui n'ont aucun  
11 rapport avec la famille Argento du Québec, il y  
12 avait mon oncle que j'ai nommé, Antonino Rizzuto,  
13 et mon père. C'était détenu un tiers, un tiers, un  
14 tiers.

15 Q. **[43]** Alors, votre père et votre oncle avaient  
16 chacun?

17 R. Un tiers, un tiers.

18 Q. **[44]** Un tiers?

19 R. Oui.

20 Q. **[45]** Donc, soixante-six point six six pour cent  
21 (66,66 %) des actions. Le contrôle effectif de la  
22 compagnie à ce moment-là. Les frères Argento dont  
23 vous nous parlez, ce ne sont pas les Argento...

24 R. Non.

25 Q. **[46]** ... ici de la région de Montréal?

2 Q. **[47]** Et entre autres monsieur Argento qu'on a vu  
3 avec vous sur des photos...

5 Q. [48] ... au Mexique?

7 Q. **[49]** O.K. Et, ça, cet actionnariat-là était en  
8 place jusqu'à quel moment?

17 Q. **[50]** Donc, pour une période d'environ deux ans, si  
18 on comprend votre chronologie, deux mille cinq  
19 (2005) à deux mille sept (2007)...

21 Q. [51] ... plus ou moins?

23 Q. **[52]** Je vais y revenir un peu plus tard. Mais vous  
24 nous avez parlé d'un système collusionnaire dans  
25 lequel vous avez oeuvré puis participé à compter

1 de, grosso modo, si je comprends bien, deux mille  
2 deux (2002)?

3 R. À peu près, oui.

4 Q. **[53]** Dans la période de deux mille deux (2002) à  
5 deux mille cinq (2005) alors que c'était les frères  
6 Argento dont vous nous parlez, votre oncle Antonio  
7 Rizzuto et votre père qui étaient...

8 R. Oui.

9 Q. **[54]** ... les actionnaires, vous, vous n'aviez pas  
10 le contrôle de la compagnie à ce moment-là?

11 R. Non, pas à ce moment-là.

12 Q. **[55]** Et les actionnaires, étiez-vous un  
13 administrateur de la compagnie?

14 R. De mémoire, à ce temps-là non plus.

15 Q. **[56]** Vous étiez...

16 R. Employé.

17 Q. **[57]** Théoriquement un employé?

18 R. C'est bien ça.

19 Q. **[58]** O.K. Est-ce que les actionnaires, les  
20 administrateurs étaient au courant de vos démarches  
21 dans le système de collusion?

22 R. Mon père l'était.

23 Q. **[59]** Oui.

24 R. Mon oncle l'était. Et les Argento l'étaient à un  
25 certain niveau. Eux, c'était des investisseurs, des



1 associés plus financiers dans la compagnie.

2 Q. [60] Et quand vous nous dites qu'ils étaient  
3 informés, qu'ils connaissaient la situation, de  
4 quelle façon ils la connaissaient?

5 R. Bien, vous parlez de qui exactement?

6 Q. [61] Bien, prenons à ce moment-là votre oncle en  
7 premier.

8 R. Oui.

9 Q. [62] De quelle façon votre oncle était au courant  
10 que vous participiez à un système collusionnaire?

11 R. Bien, il était au courant des contrats qu'on  
12 soumissionnait et des contrats que, nous, on avait,  
13 puis des contrats sur lesquels on faisait des  
14 appels d'offres de complaisance. Il était au  
15 courant de qu'est-ce qui se passait des activités.

16 Q. [63] Pots-de-vin à des employés municipaux?

17 R. Écoutez, je vous dirais, il était au courant de  
18 certaines choses. Mais il y a bien des affaires que  
19 tout qu'est-ce qui était, je pourrais appeler ça la  
20 relation avec les ingénieurs de la Ville, les  
21 relations avec les fonctionnaires, c'était ma  
22 partie à moi, il y a beaucoup de ces choses-là que  
23 c'est moi qui réglais avec eux et qui faisais  
24 affaire avec les autorités.

25 Q. [64] O.K. Je comprends qu'il était au courant de

1           certaines choses puis qu'il était peut-être au  
2           courant... pas au courant de certaines autres. Mais  
3           quand on parle du système collusionnaire, est-ce  
4           qu'il était au courant à votre connaissance?

5       R. Oui, il était au courant.

6       Q. **[65]** Bon. Quand on parle de pots-de-vin à des  
7           employés de différentes municipalités, est-ce qu'il  
8           était au courant à votre connaissance?

9       R. Certains oui, certains non.

10      Q. **[66]** Vous dites « certains », certains employés,  
11           certains...

12      R. Certaines transactions que j'ai faites...

13      Q. **[1]** Certaines transactions?

14      R. ... il était au courant, certaines autres il ne  
15           l'était pas.

16      Q. **[2]** Et qu'est-ce qui faisait qu'il était informé de  
17           certaines et pas d'autres?

18      R. Écoutez, qu'est-ce qui faisait qu'il était  
19           informé... Souvent, par la force des choses, quand  
20           on a commencé à oeuvrer à la Ville de Montréal et à  
21           avoir des contrats, tout qu'est-ce que je réglais  
22           avec certains fonctionnaires et certains  
23           ingénieurs, j'avais quand même une latitude et une  
24           marge de manoeuvre assez grande. Je ne me  
25           rapportais pas tout le temps à eux pour les mettre

1       au courant de qu'est-ce que j'ai réglé et qu'est-ce  
2       que je venais de conclure. Donc, souvent si la  
3       question m'était posée, je donnais les réponses. Si  
4       la question ne m'était pas posée, bien, je réglais  
5       les dossiers et on passait à autre chose.

6       Q. **[3]** O.K. Sans vouloir... Enfin, ce que j'essaie de  
7       comprendre, vous me dites « si on me posait la  
8       question », mais par quel truchement votre oncle,  
9       parce qu'on parle de votre oncle, vous aurait dit :  
10      « Bien, écoutez, lui est-ce que tu l'as payé ou lui  
11      l'as-tu pas payé »?

12      R. Non, ce n'était pas de même.

13      Q. **[4]** Ce n'était pas comme ça?

14      R. C'est, si le matin je le croisais au bureau, puis à  
15      un moment donné le midi j'allais rencontrer Luc  
16      Leclerc, je le mettais au courant, « aujourd'hui,  
17      je m'en vais rencontrer Luc Leclerc ou je vais  
18      tenter de régler tel contrat de cette façon-là ».  
19      Des fois, mon père et mon oncle, c'est des gens qui  
20      ont tout le temps fait du terrain, ils s'occupaient  
21      des opérations de terrain, ils s'occupaient des  
22      équipes sur le terrain. C'est des gens qui  
23      débutaient leur ouvrage, à cinq heures (5 h 00) le  
24      matin ils étaient au bureau, les gars partaient,  
25      ils suivaient les équipes. Donc, souvent je les

1       croisais une ou deux fois dans la journée, des fois  
2       je pouvais passer une ou deux journées sans les  
3       voir. Donc moi, j'étais employé, mais comme je vous  
4       ai dit, j'avais une marge de manoeuvre. Mon emploi  
5       à moi c'était la relation avec... je m'occupais du  
6       bureau et je m'occupais des relations avec les  
7       ingénieurs et les surveillants de contrats par le  
8       biais de mes ingénieurs qui travaillaient pour  
9       Infrabec.

10      Q. **[5]** O.K. Alors, c'était de l'information plutôt  
11       dans le cours normal des affaires?

12      R. Oui.

13      Q. **[6]** Au jour le jour. Pour ce qui est des Argento,  
14       vos investisseurs de l'Ontario, eux, j'imagine  
15       qu'au jour le jour ils n'étaient pas impliqués?

16      R. Non, c'est des gens qui oeuvrent dans l'industrie  
17       de la construction en Ontario, donc c'est des gens  
18       qui n'étaient pas présents au sein de l'entreprise  
19       à tous les jours. On se rencontrait quand c'était  
20       possible le vendredi, des fois aux deux semaines.  
21       Ils n'étaient pas physiquement présents dans les  
22       bureaux à tous les jours.

23      Q. **[7]** O.K. Dans quelle région à Toronto ils sont  
24       impliqués?

25      R. Ils sont... Leur bureau est plus dans le coin de

1 Sudbury en Ontario.

2 Q. **[8]** Dans le Nord de l'Ontario?

3 R. Oui.

4 Q. **[9]** Et le nom de la compagnie?

5 R. C'est Interpaving, je pense, limitée.

6 Q. **[10]** O.K. Si on parle par exemple de financement  
7 illégal d'un parti politique, pour ce qui est de  
8 monsieur Rizzuto?

9 R. Quand j'ai commencé à assister et à organiser des  
10 campagnes de financement, des soirées bénéfiques où  
11 j'ai intervenu auprès... où j'ai assisté à des  
12 cocktails, écoutez, de mémoire, je pense que  
13 monsieur Rizzuto avait déjà été acheté, il n'était  
14 plus présent dans la compagnie. C'est pour ça que  
15 je vous dis, les dates, il me semble qu'il a été  
16 racheté deux mille quatre (2004), deux mille cinq  
17 (2005). Il y a des activités pendant qu'il était là  
18 que j'ai assisté, où j'y allais et je payais mes  
19 billets, mais j'ai été vraiment plus actif dans les  
20 campagnes à partir de deux mille cinq (2005), deux  
21 mille six (2006), deux mille sept (2007), deux  
22 mille huit (2008) ont été mes plus grosses années  
23 où j'étais énormément actif. Et à ce moment-là, je  
24 pense qu'il n'était plus au sein de la compagnie.

25 Q. **[11]** O.K. Mais on a vu hier, du tableau que maître

1 Gallant nous a présenté de vos contributions  
2 financières, enfin, vos contributions aux  
3 différents partis politiques, depuis deux mille un  
4 (2001), deux mille deux (2002), qu'il y avait des  
5 années bien avant deux mille cinq (2005) où vous  
6 avez eu recours à des prête-noms. Sauf erreur,  
7 monsieur Rizzuto, son nom n'était pas... votre  
8 oncle n'était pas mentionné?

9 R. Non.

10 Q. **[12]** Est-ce que vous avez eu affaire à lui?

11 R. Écoutez, de mémoire...

12 Q. **[13]** Lui avez-vous demandé?

13 R. De mémoire, non, je ne lui ai pas demandé de  
14 chèque. Écoutez, je ne m'en rappelle pas, là. Il a  
15 possiblement lui contribué pour lui-même à  
16 différents partis politiques, mais je ne suis pas  
17 au courant à qui lui a contribué.

18 Q. **[14]** O.K. L'objectif d'être actionnaire dans une  
19 entreprise, c'est de toucher un dividende  
20 éventuellement?

21 R. Oui.

22 Q. **[15]** Vous l'avez été, et j'imagine que, aussi,  
23 quand on est actionnaire, pour pouvoir toucher un  
24 dividende, on veut avoir de l'information de nature  
25 financière pour pouvoir apprécier la justesse du

1           montant qu'on nous dit qui est le nôtre, en  
2           fonction des actions qu'on détient.

3           R. Oui.

4           Q. **[16]** Alors, dans le contexte où... vous faisiez  
5           faire des états financiers chez Infrabec?

6           R. Oui.

7           Q. **[17]** Est-ce qu'ils étaient vérifiés?

8           R. Oui.

9           Q. **[18]** Des états financiers vérifiés?

10          R. Il me semble que oui.

11          Me MARTIN ST-JEAN :

12          Écoutez, je me risque, Madame la Présidente, à  
13          demander à monsieur Zambito si c'est toujours  
14          disponible et possible pour lui de prendre  
15          l'engagement de nous communiquer...

16          Me DENIS GALLANT :

17          Les engagements, on a revu, collègue, on a revu les  
18          lignes de pratique, c'est-à-dire que les  
19          engagements c'est les commissaires qui vont décider  
20          si monsieur, ce n'est pas à lui à prendre  
21          l'engagement. Donc faites-nous une demande puis on  
22          verra, là.

23          Me MARTIN ST-JEAN :

24          Merci, confrère. Je vais reformuler. Madame la  
25          Présidente, Monsieur le Commissaire, je pense que

1 dans la mesure où ces documents seraient toujours  
2 disponibles il pourrait être d'intérêt pour la  
3 Commission d'avoir accès à ces documents-là.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Je veux bien, mais j'aimerais que vous puissiez  
6 m'éclaircir un petit peu plus, m'éclairer un peu  
7 plus sur la nature de la pertinence de ces  
8 documents-là.

9 Me MARTIN ST-JEAN :

10 Bien écoutez.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Je ne comprends pas.

13 Me MARTIN ST-JEAN :

14 D'accord. Ce que je tente de savoir c'est, des  
15 questions ont été posées au témoin quant à Ville de  
16 Montréal qui savait, comment savait. Vous savez si  
17 on parle de collusion et si on parle d'un  
18 stratagème, il devient difficile de dire que tout  
19 ça est fait en cachette. Plus l'information est  
20 véhiculée et plus elle se retrouve inscrite à  
21 différents endroits.

22 Et ce que je tente d'établir c'est qui chez  
23 Infrabec, outre monsieur Zambito ici présent, était  
24 en mesure de savoir qu'il y avait effectivement de  
25 la collusion et avait des tractations de nature



1 illégale. Et je pense que quand on nous parle d'une  
2 multitude de factures de convenance quant aux  
3 différentes méthodes pour aller chercher de  
4 l'argent comptant, bien cela doit se traduire en  
5 quelque part par des opérations comptables.

6 LA PRÉSIDENTE :  
7 Demandez-lui la question.

8 Me MARTIN ST-JEAN :  
9 Certainement.

10 LA PRÉSIDENTE :  
11 Quelles étaient les opérations comptables qui  
12 étaient effectuées à ce niveau-là, qu'est-ce qu'il  
13 faisait avec ça?

14 Me MARTIN ST-JEAN :

15 Q. [19] Alors je vais faire mienne la question de  
16 Madame la Présidente, Monsieur Zambito. Au niveau  
17 de vos factures et de la fausse facturation pour  
18 vous alimenter en argent comptant, comment vous  
19 passiez ça dans les états financiers?

20 R. Bien écoutez, les factures ça a été expliqué.  
21 Lorsque nous, moi j'y allais par le biais d'une  
22 compagnie de location de camion en vrac. Donc sur  
23 divers projets que j'avais, le fournisseur de  
24 camions il me facturait des camions supplémentaires  
25 qui représentaient des montants de location qui

1 n'avaient pas été réellement faits. Donc par ces  
2 montants-là il nous facturait un certain montant X,  
3 je vous donne un exemple, cinquante mille (50 000),  
4 on faisait un chèque au sous-traitant, au  
5 fournisseur de camions pour cinquante mille  
6 (50 000) plus sa cote de dix pour cent (10 %), plus  
7 les taxes. Nous payions la compagnie de location,  
8 il nous redonnait l'argent au comptant. Donc  
9 c'était passé en dépenses.

10 Q. **[20]** Ça n'apparaissait pas dans vos états  
11 financiers essentiellement?

12 R. Non.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Voulez-vous toujours avoir les états financiers?

15 Me MARTIN ST-JEAN :

16 Non, ça ne sera pas nécessaire, je vous remercie.

17 Q. **[21]** O.K. Au niveau du système collusionnaire, on  
18 vous a posé la question, j'aimerais revenir, vous  
19 nous avez parlé de règles, vous nous avez dit il y  
20 avait des règles bien précises. En deux mille  
21 (2000) quand je suis arrivé à Montréal et que j'ai  
22 voulu soumissionner c'était, et là je vais vous  
23 citer : C'était un marché qui était fermé. Et vous  
24 avez renchéri un peu plus tard pour dire qu'il  
25 était : Hermétiquement fermé.

1                   Moi quand on me dit que quelque chose est  
2                   hermétiquement fermée, c'est qu'il y a peu de  
3                   choses qui peuvent y entrer. Et j'essaie toujours  
4                   de comprendre comment à la, de la façon que vous  
5                   nous l'avez décrit, vous avez réussi à  
6                   soumissionner sur votre premier contrat en avril,  
7                   on avait établi que c'était en avril deux mille  
8                   (2000) pour un cinq cents à six cent mille dollars  
9                   (500 000-600 000 \$).

10                  Est-ce que, si je vous donnais comme  
11                  prémisse, qu'il y avait en fait deux systèmes et  
12                  qu'il y en avait un qui visait à fermer le marché  
13                  et un groupe sélect d'entrepreneurs duquel  
14                  éventuellement, auquel vous avez éventuellement pu  
15                  faire partie, existait, c'est-à-dire qu'on voyait  
16                  toujours les mêmes noms qui soumissionnaient à  
17                  différents moments.

18                  Est-ce que dans un premier temps ça ça  
19                  serait une bonne prémisse?

20       R. Bien écoutez, je vais continuer d'écouter votre  
21                  question puis je vais vous répondre par après.

22       Q. **[22]** Est-ce qu'il y avait un groupe, dans un  
23                  premier temps un vrai groupe fermé, c'est-à-dire  
24                  c'est toujours les mêmes qui reviennent et pour y  
25                  avoir accès, il faut avoir l'aval de quelqu'un

1 d'autre?

2 R. Moi je vous ai dit, il y avait un groupe  
3 d'entrepreneurs qui s'organisaient entre eux pour  
4 certains contrats qui provenaient de la division  
5 travaux publics et voirie, je n'ai pas le nom  
6 exact.

7 Q. **[23]** Je vais vous aider, si on parle surtout dans  
8 les dernières années, du SITE, Service des  
9 infrastructures, transports et environnement, là,  
10 les travaux publics en d'autres termes, là, sur  
11 vous avez parlé de Brennan, ce matin et plutôt dans  
12 les années deux mille (2000) c'était sur bien ce  
13 qui est la gare Viger, c'est ce groupe?

14 R. C'était sur Saint-Antoine.

15 Q. **[24]** Oui, mais ce groupe-là dont vous parlez?

16 R. Oui, mais il faut faire attention il y avait  
17 plusieurs groupes. À Saint-Antoine il y avait  
18 plusieurs divisions qui faisaient partie du même,  
19 de la même adresse.

20 Moi je vous dis avant qu'ils soient  
21 déménagés sur Brennan, ces gens-là se trouvaient  
22 sur Saint-Antoine, puis par après sont déménagés au  
23 Brennan. Si vous me dites que le nom exact est  
24 Voirie et transports. Je n'ai pas raison de douter  
25 de l'information que vous dites.

1 Q. **[25]** Non, ce n'est pas l'objectif de ma question de  
2 toute façon?

3 R. Oui.

4 Q. **[26]** Ce que je cherche à établir c'est de quelle  
5 nature ou comment se traduisait cet, ce groupe-là  
6 que vous avez vous-même qualifié de hermétiquement  
7 fermé? Alors comment on entre dans un groupe qui  
8 est hermétiquement fermé? C'est ça ma question.

9 R. Comment...

10 Q. **[27]** Est-ce qu'on y est invité?

11 R. Non. Comme je vous ai dit, en deux mille (2000) il  
12 y a un contrat, qui était le boulevard Notre-Dame à  
13 l'angle de Pie-IX, c'est un contrat de cinq cent  
14 huit mille (508 000) qui était en appel d'offres,  
15 et sur ce contrat-là, pour X raison qui m'est  
16 inconnue, je n'ai pas eu d'appel là-dessus. Donc,  
17 en ayant pas eu d'appel, j'ai soumissionné, j'ai  
18 sorti le coûtant de mon prix, et j'ai déposé la  
19 soumission comme je l'ai dit auparavant, je suis  
20 allé assez serré pour être sûr d'aller chercher le  
21 contrat, et j'ai été le plus bas soumissionnaire au  
22 contrat.

23 Q. **[28]** Ça, je comprends bien. Mais ce que j'essaie  
24 d'établir, c'est, vous nous dites hermétiquement  
25 fermé. Donc, ce que je comprends, c'est que quand

1 un contrat n'était pas truqué, il n'y avait pas de  
2 marché hermétiquement fermé à Montréal. Quand un  
3 contrat était ouvert à la libre, à une soumission  
4 libre, à un processus de soumission libre, tout le  
5 monde pouvait aller soumissionner, tout le monde  
6 pouvait aller prendre les devis et formuler une  
7 soumission. Comme vous l'avez fait.

8 R. Absolument.

9 Q. **[29]** C'est dans les contrats qui sont truqués  
10 seulement, où on trouve une nature, une qualité,  
11 là, très fermée au groupe restreint d'entrepreneurs  
12 qui peuvent y soumissionner.

13 R. Bien, c'était... Je pense que dans ce cercle  
14 d'entrepreneurs-là, souvent c'était le... Bien,  
15 souvent... Quasi tout le temps, c'était les mêmes  
16 entrepreneurs qui revenaient à tour de rôle comme  
17 étant les plus bas soumissionnaires au contrat.

18 Q. **[30]** Oui. Ça, on a vu ça.

19 R. Oui.

20 Q. **[31]** Et si quelqu'un de l'externe, sur un contrat  
21 truqué, quelqu'un qui ne faisait pas partie de  
22 votre groupe sur un contrat truqué s'aventurait à  
23 déposer une soumission, il recevait un appel, de  
24 vous ou de quelqu'un d'autre, dépendamment à qui  
25 c'était le tour, et on lui disait, « Tasse-toi. »

1 R. Bien...

2 Q. **[32]** Ou « Soumissionne à un prix X. »

3 R. Comme j'ai expliqué, le système était à Montréal,  
4 et il était ailleurs. Donc, souvent il y avait des  
5 ententes non écrites entre entrepreneurs, que ceux  
6 qui étaient dans le cercle de Montréal laissaient  
7 les entrepreneurs de Laval tranquilles, les  
8 entrepreneurs de la rive nord, et ceux de la rive  
9 sud aussi. Donc, quand il y a quelqu'un qui, sur un  
10 contrat qui était destiné à une entreprise, levait  
11 les plans, l'entrepreneur qui devait avoir le  
12 contrat, souvent, l'appelait en lui demandant de,  
13 soit de ne pas rentrer de prix, ou de rentrer un  
14 prix de complaisance.

15 Q. **[33]** O.K. On a entendu de votre témoignage  
16 qu'éventuellement vous payiez une cote de deux  
17 virgule cinq pour cent (2,5 %), qui est... que  
18 vous, vous donnez, vous nous dites, à monsieur Nick  
19 Milioto de Mivela Construction. C'est bien ça?

20 R. Oui.

21 Q. **[34]** O.K. Dans ce pan-là de votre témoignage,  
22 maître Gallant vous avait demandé s'il y avait  
23 également de la collusion dans le domaine des  
24 trottoirs. Est-ce que vous vous souvenez de ça?

25 R. Oui. Il m'a posé la question.

1 Q. **[35]** Bon. En fait, la question, là, je suis à votre  
2 témoignage le vingt-sept (27) septembre deux mille  
3 douze (2012), page 126, question de maître  
4 Gallant :

5 Étiez-vous au courant qu'il y avait  
6 également un système de collusion dans  
7 les trottoirs?

8 Vous répondez :

9 Écoutez, j'étais au courant.

10 Alors, quelle était la nature de ce système de  
11 collusion-là dans les trottoirs?

12 R. Écoutez, moi j'étais au courant...

13 Q. **[36]** Vous étiez au courant de quoi?

14 R. Que les entrepreneurs, entre eux, s'entendaient  
15 entre eux, mais j'y étais pas, je ne faisais pas  
16 partie de cette clique-là. Donc, de quelle façon  
17 puis de quelle manière eux s'entendaient, je ne  
18 suis pas la personne placée pour répondre à cette  
19 question-là, mais c'est venu à mes oreilles et je  
20 l'ai entendu que ces gens-là, entre eux,  
21 s'entendaient entre eux.

22 Q. **[37]** O.K. Alors vous étiez au courant que les  
23 entrepreneurs en trottoirs, là, on va les appeler  
24 comme ça pour le moment, s'entendaient entre eux.  
25 Qui étaient ces entrepreneurs-là, dont vous étiez



1           au courant qu'ils s'étaient entendus entre eux?

2       R. Écoutez, des noms précis je n'en ai pas, puis je  
3       pense que si vous sortez les statistiques ou les  
4       résultats des appels d'offres, vous allez avoir une  
5       idée très bonne, une très bonne idée, puis la  
6       question doit être posée à ces entrepreneurs-là.  
7       Moi je n'étais pas partie des gens qui faisaient  
8       des trottoirs.

9       Q. **[38]** Oui, je comprends ce que vous me dites,  
10       Monsieur Zambito, mais vous nous dites également  
11       que vous étiez au courant. Alors, de deux choses  
12       l'une. Vous étiez au courant, et vous étiez au  
13       courant de quelque chose, ou vous ne l'étiez pas.  
14       Alors, qu'est-ce que c'était? Vous étiez au  
15       courant?

16       R. J'étais au courant qu'il y a de quoi qui se faisait  
17       dans le domaine des trottoirs.

18       Q. **[39]** De qui vous saviez ça?

19       R. Des autres entrepreneurs.

20       Q. **[40]** Qui ils étaient, ces autres entrepreneurs-là?

21       R. Des collègues à nous qui étaient dans le cercle des  
22       égouts.

23       Q. **[41]** Nommez-moi-les, ces collègues-là à vous, qui  
24       vous ont dit ça, qui vous ont mis au courant.

25       R. TGA Construction, Garnier Construction, F. Catania.

1           On était au courant qu'est-ce qui se passait. Mais  
2           moi, personnellement, je ne suivais pas les appels  
3           d'offres, ni les résultats de qu'est-ce qui se  
4           passait dans le domaine des trottoirs.

5       Q. **[42]** Alors vous êtes au courant, si je comprends  
6           bien, là, puis c'est l'objectif, c'est le but de  
7           l'exercice, c'est de comprendre, vous étiez au  
8           courant d'une collusion dans le domaine des  
9           trottoirs par l'entremise de co-collusionnaires  
10          dans le domaine des égouts?

11       R. Écoutez, c'était porté à notre connaissance. On  
12          avait connaissance qu'il y a de quoi qui se passait  
13          là. Mais on n'était pas impliqué directement. Puis  
14          comme je vous dis, je ne suivais pas les appels  
15          d'offres, puis je ne suivais pas à qui les contrats  
16          allaient. Ce n'était pas dans mon domaine puis ce  
17          n'était pas de mon intérêt.

18       Q. **[67]** Monsieur Milioto ne vous en a jamais parlé?

19       R. Non. Ça ne me regardait pas. Le domaine des  
20          trottoirs, ce n'était pas... ce n'était pas un  
21          sujet auquel je m'intéressais.

22       Q. **[68]** Alors c'était de connaissance comme ça, pas  
23          trop de précision?

24       R. Bien, écoutez, entre entrepreneurs...

25       Q. **[69]** On se parle.

1 R. ... on le savait, puis on se parlait. Mais comme je  
2 vous dis, moi, je n'avais pas d'intérêt dans ce  
3 domaine-là comme dans le domaine de l'asphaltage.  
4 Je n'en posais pas d'asphalte. Ça fait que qu'est-  
5 ce qui se faisait ailleurs, ça ne me regardait pas.  
6 Moi, je peux vous parler de qu'est-ce qui se  
7 parlait dans le secteur d'activité que, moi,  
8 j'oeuvrais.

9 Q. [70] J'ai cru comprendre de votre témoignage ce  
10 matin, sur votre premier contrat avec monsieur  
11 Leclerc, quand vous êtes entré, on parle de celui  
12 de Sucre Lantic en deux mille (2000).

13 R. Oui.

14 Q. [71] Vous nous avez dit, enfin ce matin, là, pour  
15 terminer, vous n'avez pas payé quoi que ce soit à  
16 monsieur Leclerc en termes de cote sur les extras  
17 dans ce dossier-là?

18 R. Ce contrat-là, c'est un contrat, comme j'ai  
19 mentionné, cinq cent huit mille (508 000 \$). Puis  
20 de mémoire, puis il faudrait avoir le document pour  
21 que je sois plus exact, si je prends la norme que,  
22 normalement, dans les contrats, la norme, je dis,  
23 est de dix pour cent (10 %) de contingences, il y  
24 avait un cinquante mille (50 000 \$) de  
25 contingences. Et de ma mémoire, on avait eu des

1       ordres de changements, là, des extras approuvés,  
2       réels de quasi cinquante mille (50 000 \$). Ça fait  
3       que, non, je n'ai pas payé rien à monsieur Leclerc  
4       là-dessus.

5       Q. [72] En aviez-vous discuté avec lui dès ce moment-  
6       là si la possibilité s'était présentée ou...

7       R. Écoutez, honnêtement, je ne m'en souviens pas,  
8       parce que le cas ne s'est pas présenté. Donc, les  
9       extras ont été facturés parce que les extras  
10      étaient réels.

11      Q. [73] Quand monsieur Leclerc vous a dit sur ce  
12      premier contrat-là que d'autres entrepreneurs  
13      n'étaient pas contents...

14      R. Oui.

15      Q. [74] ... vous nous avez dit qu'ils les avait, ces  
16      autres entrepreneurs-là, un peu mandatés pour vous  
17      faire la vie dure?

18      R. Oui.

19      Q. [75] Est-ce qu'il vous a fait la vie dure?

20      R. Écoutez, il m'a fait la vie dure! Moi, j'étais  
21      déterminé à exécuter le contrat. Et sincèrement, à  
22      part les obstacles physiques qu'on a trouvés, on  
23      était organisé pour faire l'ouvrage, et on a livré  
24      l'ouvrage. C'est une conduite d'eau qu'on  
25      remplaçait sur le boulevard Notre-Dame. Donc, on

1           était surveillé dans le temps par un surveillant de  
2           la Ville de Montréal. Et on était, la compaction  
3           était vérifiée par le laboratoire de la Ville de  
4           Montréal. Le chantier a bien été. Donc, il n'y  
5           avait pas... Ce n'était pas... Honnêtement, ce  
6           n'était pas un très gros chantier. On a été là, je  
7           pense, l'équivalent de deux, trois semaines. Puis  
8           le chantier a bien été. Puis qu'est-ce qu'on avait  
9           comme extras ont été payés par monsieur Leclerc.

10        Q. [76] O.K. Donc, il n'y a pas vraiment de problème  
11           avec monsieur Leclerc, il ne vous a pas vraiment  
12           fait la vie dure de ce que je comprends?

13        R. Non. C'est...

14        Q. [77] C'est un contrat normal?

15        R. C'est l'affirmation qu'il m'avait faite la première  
16           fois qu'il m'a rencontré. Mais le contrat, moi, de  
17           ma part à moi, il s'est bien déroulé.

18        Q. [78] Vous avez également, selon ce que vous nous  
19           avez dit, il a mentionné que, bon, les  
20           entrepreneurs ne seraient pas contents. Il vous a  
21           parlé de ce groupe-là, de la mafia. Vous vous  
22           souvenez de ça?

23        R. Oui.

24        Q. [79] Est-ce que c'était la première fois que vous  
25           entendiez parler de la mafia à Montréal?

1 R. Écoutez, je savais qu'il y avait un cercle  
2 d'entrepreneurs. Quand j'ai eu ce contrat-là, comme  
3 je vous ai dit, j'étais au courant qu'il y avait un  
4 cercle d'entrepreneurs qui étaient présents. Et  
5 j'ai spécifié tantôt, quand j'ai eu ce contrat-là,  
6 je n'ai pas eu d'appels là-dessus.

7 Q. **[80]** Hum, hum.

8 R. Leur façon de faire et leurs règles, à ce moment-  
9 là, ne m'étaient pas totalement connues. Donc, moi,  
10 j'ai soumissionné. J'ai eu le contrat. Il m'a été  
11 octroyé et j'ai exécuté le contrat.

12 Q. **[81]** Quand vous nous dites « pas totalement  
13 connues », la situation, les règles n'étaient pas  
14 totalement connues, qu'est-ce que vous voulez dire?

15 R. Je vous ai dit, pour ce contrat-là, je ne faisais  
16 pas partie du cercle.

17 Q. **[82]** O.K.

18 R. Donc, les règles de jeu, comme j'ai confirmé dans  
19 des témoignages auparavant, quand j'ai commencé à  
20 faire partie du cercle, les règles claires m'ont  
21 été établies et là j'étais au courant de la façon  
22 que ça fonctionnait.

23 Q. **[1]** O.K. Donc ça a été votre baptême à plus d'un  
24 niveau. Premier contrat à la Ville de Montréal et  
25 c'est également le premier contrat dans lequel on

1           vous dit clairement quelles sont les règles à  
2           suivre pour le futur?

3       R. Oui, mais ce contrat-là c'était un contrat qui  
4       était pris à libre compétition.

5       Q. **[2]** D'accord.

6       R. J'ai, j'ai confirmé ce matin et je vous le  
7       reconfirme, là-dessus je n'ai payé aucune cote à  
8       personne.

9       Q. **[3]** Quand on dit à personne, donc personne,  
10       personne, personne?

11       R. Personne, personne, personne.

12       Q. **[4]** O.K. La première cote que vous allez payer à  
13       quelqu'un c'est à quel moment?

14       R. Écoutez, il y a un contrat, je n'ai pas l'année  
15       exacte, mais de mémoire c'est le premier contrat  
16       que j'avais pris où il était truqué, c'est un  
17       contrat au coin de Wellington et Prince, de  
18       mémoire, dans la Cité du Multimédia dans le temps.

19       Q. **[5]** O.K.

20       R. De mémoire. C'était mon premier contrat que j'avais  
21       organisé à la Ville de Montréal.

22       Q. **[6]** Si je vous disais, deux mille quatre (2004),  
23       est-ce que c'est trop tard?

24       R. De mémoire, il me semble que c'était un peu avant  
25       ça.

1 Q. **[7]** C'était un peu avant ça?

2 R. De mémoire, de mémoire.

3 Q. **[8]** O.K. Disons deux mille trois (2003), entre deux  
4 mille (2000) et deux mille trois (2003)?

5 R. Oui.

6 Q. **[9]** Vous avez participé à des appels d'offres à  
7 Montréal?

8 R. Oui.

9 Q. **[10]** Vous avez gagné des contrats également?

10 R. Bien écoutez, je n'ai pas les documents devant moi,  
11 je vous dis de mémoire, j'ai débuté, j'ai eu mon  
12 premier contrat en deux mille (2000) et j'ai eu par  
13 après d'autres contrats, Wellington, je n'ai pas  
14 l'année exacte quand est-ce qu'il a été exécuté.

15 Q. **[11]** Je vais vous présenter ça autrement.

16 R. Parfait.

17 Q. **[12]** Disons que c'est deux mille trois (2003), on  
18 pourra vérifier si l'information est disponible,  
19 là, mais l'objectif de votre contrat, de votre  
20 première soumission à Montréal en deux mille (2000)  
21 au mois d'avril...

22 R. Oui.

23 Q. **[13]** ... c'était de percer le marché montréalais.

24 R. Bien l'objectif était...

25 Q. **[14]** C'était d'entrer.



1 R. Comme je vous dis souvent je recevais des appels  
2 pour les appels d'offres qui étaient en cours de  
3 route et là-dessus je n'ai pas eu d'appel, donc  
4 j'ai déposé un prix, j'ai soumissionné avec, j'ai  
5 déposé le contrat et j'ai été le plus bas  
6 soumissionnaire sur ce contrat-là.

7 Q. **[15]** Oui, mais, Monsieur Zambito, vous nous avez  
8 dit écoutez moi j'y ai été de façon agressive,  
9 quasiment au cost...

10 R. Oui, oui.

11 Q. **[16]** ... je me rappelle même que Madame la  
12 Présidente vous a demandé ce que vous vouliez dire  
13 par de façon agressive, parce qu'il y avait une  
14 ambiguïté. Votre objectif c'était de rentrer à  
15 Montréal puis de pouvoir avoir des contrats avec la  
16 Ville de Montréal à ce moment-là?

17 R. C'était une opportunité où est-ce que sur un  
18 contrat il était libre.

19 Q. **[17]** Oui.

20 R. Il n'y a pas eu d'appel de fait dessus et j'ai  
21 soumissionné de façon agressive sur ce contrat-là.

22 Q. **[18]** Et vous vouliez percer, entrer le marché de  
23 Montréal, vous pouvez me dire oui, là, ça ne fait  
24 pas mal.

25 R. Bien mon but c'était de travailler, comme je vous

1 ai...

2 Q. **[19]** C'est ça.

3 R. ... comme j'ai dit auparavant, il y avait des  
4 cliques, des cercles fermés un peu partout. Donc  
5 comme entrepreneur lorsqu'il y avait un contrat qui  
6 était laissé ouvert, on tentait d'aller le..., de  
7 fournir un prix pour aller chercher le contrat.

8 Q. **[20]** Et si on place le contrat, là, pour les fins  
9 de la discussion, Prince/Wellington, là, en deux  
10 mille trois (2003), il serait raisonnable de  
11 croire, là, si votre objectif c'était de travailler  
12 puis d'avoir des contrats, que vous n'avez pas été  
13 inactif pendant deux ans à Montréal?

14 R. Écoutez, je n'ai pas, comme je vous ai dit, j'ai  
15 fait ce contrat-là, par après, la date précise où  
16 j'ai eu Prince et Wellington, je ne l'ai pas devant  
17 moi. Donc, écoutez, en deux mille deux (2002) de  
18 mémoire tout le temps, il y a eu le bassin de  
19 rétention, il me semble en deux mille deux (2002)  
20 de Rivière-des-Prairies où j'ai été le plus bas  
21 soumissionnaire aussi. Je n'ai pas les documents  
22 devant moi, ça fait que les dates c'est au mieux de  
23 ma mémoire que je tente de vous répondre.

24 Q. **[21]** O.K. Écoutez je vais vous venir en aide, là,  
25 le dossier Prince et Wellington dont vous nous

1           parlez est un dossier du onze (11) septembre deux  
2           mille (2000). Donc on n'était pas en deux mille  
3           trois (2003) on était quelques mois après l'octroi  
4           de votre premier contrat.

5           R. Deux mille (2000).

6           Q. **[22]** Deux mille (2000), onze (11) septembre deux  
7           mille (2000), appel d'offres 8625. Il y en a eu un  
8           autre par la suite en deux mille deux (2002) et on  
9           pourra y revenir à... Alors quand vous nous dites  
10          qu'il n'y a pas de cote qui est payé ou qu'il n'y a  
11          rien qui est payé, deux mille deux (2002), deux  
12          mille quatre (2004)?

13          R. Ce n'est pas qu'est-ce que j'ai dit.

14          Q. **[23]** Non?

15          R. J'ai dit sur le premier contrat de cinq cent huit  
16          mille (508 000).

17          Q. **[24]** Oui?

18          R. Je n'ai rien payé dessus.

19          Q. **[25]** O.K.

20          R. Par après, je vous ai confirmé, j'ai dit le premier  
21          contrat que j'ai organisé c'est le contrat de  
22          Prince et Wellington.

23          Q. **[26]** O.K.

24          R. Puis je vous ai dit que je ne me souvenais pas de  
25          la date. Vous me dites que c'est deux mille trois

1 (2003), je vous dis possiblement.

2 Q. **[27]** C'est deux mille (2000) finalement.

3 R. Là vous me dites c'est deux mille (2000), ça fait  
4 que je prends pour acquis que vous me donnez la  
5 bonne date, ça fait que si c'est deux mille (2000),  
6 c'est deux mille (2000).

7 Q. **[28]** Et alors, là, ce contrat-là de Prince et  
8 Wellington vous avez payé une cote de deux virgule  
9 cinq pour cent (2,5 %) à la mafia?

10 R. C'est bien ça.

11 Q. **[29]** O.K. Et c'est à partir de ce moment-là que  
12 vous êtes en contact pour ces fins-là avec monsieur  
13 Milioto?

14 R. Ça a commencé à ces moments-là où est-ce qu'on  
15 était en contact puis sur ce contrat-là, Prince et  
16 Wellington, j'ai payé le un pour cent (1 %) à  
17 monsieur Surprenant.

18 Q. **[30]** Qui vous a informé que monsieur Surprenant là,  
19 si on comprend ce que vous nous avez dit, bonifiait  
20 les budgets des dossiers qui étaient sous sa  
21 responsabilité pour favoriser les entrepreneurs  
22 dans votre groupe? Qui vous a informé de ça la  
23 première fois?

24 R. Écoutez, la première fois, les entrepreneurs qui  
25 faisaient partie du cercle, ça a été porté à ma

1           connaissance, mais vous donner un nom précis, c'est  
2           untel qui me l'a dit, je n'ai pas mémoire. Mais, un  
3           du groupe m'avait précisé que pour avoir le budget  
4           exact du projet, c'était monsieur Surprenant qui  
5           s'occupait de ça à la Ville et on m'a expliqué que  
6           monsieur Surprenant chargeait un pour cent (1 %)   
7           sur le contrat.

8       Q. **[31]** O.K. Vous avez payé le un pour cent (1 %) à  
9           monsieur Surprenant, si on comprend votre  
10          témoignage, dès le mois de septembre deux mille  
11          (2000).

12       R. Écoutez, normalement, on payait aussitôt que le  
13          contrat était octroyé par la Ville de Montréal, il  
14          y avait une résolution et on avait l'ordre de  
15          débuter les travaux. Dans les jours qui suivaient,  
16          monsieur Surprenant entraît en contact avec nous  
17          pour avoir son dû.

18       Q. **[32]** O.K. Et sur ce dossier-là de Prince et  
19          Wellington, septembre deux mille (2000), vous  
20          rappelez-vous qui était l'ingénieur surveillant...  
21          surveillant de chantier?

22       R. Écoutez, de mémoire, de mémoire, c'était monsieur  
23          Leclerc qui était là, de mémoire.

24       Q. **[33]** Et de mémoire, est-ce que vous lui avez payé  
25          une cote sur ce dossier-là?

1 R. Écoutez, c'est quand même en deux mille (2000), je  
2 n'ai pas connaissance de la façon qu'on avait  
3 terminé les extra, les montants et tout ça, mais je  
4 ne peux pas vous répondre sur ce contrat-là précis.  
5 Il y avait eu une marge de manoeuvre qui restait ou  
6 pas, je ne suis pas en mesure de vous le  
7 confirmer...

8 Q. **[34]** Vous ne le savez pas.

9 R. ... ou l'infirmier.

10 Q. **[35]** Mais, aviez-vous déjà une entente avec lui à  
11 ce moment-là?

12 R. Bien, écoutez, monsieur Leclerc, lorsqu'il était  
13 sur les chantiers, moi, la première fois que je  
14 l'ai rencontré pour le chantier de Notre-Dame, il  
15 m'a un peu expliqué - malgré que je n'avais pas eu  
16 le contrat par collusion - il m'a dit : « S'il y a  
17 des extra, c'est de la façon que, moi, je  
18 fonctionne ». Comme je vous ai précisé, sur ce  
19 contrat-là, je pense, de mémoire, il y avait un  
20 cinquante mille (50 000 \$) de prévu, donc l'extra  
21 réel qu'on a eu sur le chantier a été absorbé par  
22 les travaux... les changements de travaux qu'il y  
23 avait sur l'autre contrat, mais j'étais déjà au  
24 courant de sa façon de faire, donc ça ne m'était  
25 pas inconnu.

1 Q. [36] Ça ne vous était pas inconnu, donc il vous en  
2 avait parlé dans le cadre du premier contrat.

3 R. Oui, mais comme je vous ai dit, dans le cadre du  
4 premier contrat, on n'a pas eu à faire ce  
5 processus-là parce que avec les travaux, les  
6 changements qu'on avait au contrat, le montant de  
7 contingence a été absorbé là par les ordres de  
8 changement réels qu'il y avait au contrat.

9 Q. [37] Je m'apprête, Madame la Présidente, à aborder  
10 un autre sujet et je me demande si vous me  
11 permettriez d'arrêter ici.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 C'est à votre convenance, Maître.

14 Me MARTIN ST-JEAN :

15 Parfait. Merci.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Parfait. Alors, nous allons suspendre.

18

19 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

20 REPRISE DE L'AUDIENCE

21

22 Me MARTIN ST-JEAN :

23 Q. [38] Monsieur Zambito, avant de passer à un autre  
24 sujet, je voudrais revenir sur quelques points  
25 qu'on a... dont on a discuté ensemble vous et moi

1 tout à l'heure. J'avais débuté à essayer de  
2 comprendre avec vous la structure corporative, là,  
3 de Constructions Infrabec et vous nous avez dit  
4 essentiellement que monsieur Lashchuk était entré à  
5 la compagnie approximativement en deux mille sept  
6 (2007).

7 R. Aux environs, oui.

8 Q. **[39]** Aux environs de. Pour la période de deux mille  
9 sept (2007) à deux mille onze (2011), quelle était  
10 la connaissance de monsieur Lashchuk quant aux  
11 activités illégales que vous meniez?

12 R. Aucune.

13 Q. **[40]** Aucune?

14 R. Monsieur Lashchuk était comme investisseur  
15 financier, il ne s'occupait aucunement des  
16 opérations quotidiennes de l'entreprise.

17 Q. **[41]** Il détenait néanmoins cinquante pour cent  
18 (50 %) de la compagnie.

19 R. Oui, mais c'était un intérêt financier seulement.

20 Q. **[42]** Au niveau du conseil d'administration, il y  
21 avait des réunions d'administrateurs auxquelles il  
22 participait?

23 R. Bien, écoutez, c'était fait plus quand on se  
24 croisait les fins de semaine, là, c'est mon beau-  
25 frère, donc c'était fait informellement.



1 Q. **[43]** Au bout de la table avec votre père.

2 R. Avec la famille.

3 Q. **[44]** Avec la famille. Et quant à votre père, on  
4 n'en a pas parlé, mais votre père, tout au long,  
5 là, de quatre-vingt-dix-huit (98) à deux mille onze  
6 (2011), est-ce que, lui, il était au courant de  
7 l'ensemble des... l'ensemble des manoeuvres soit de  
8 collusion ou de financement illégal ou de soudoyage  
9 dont vous nous avez parlé?

10 R. Bien, il était au courant de certains dossiers, les  
11 dossiers de financement de partis politiques, oui,  
12 il était au courant de quelques-uns. Il y a des  
13 activités auxquelles j'assistais, il n'était pas au  
14 courant. Certains dossiers, il était au courant et  
15 d'autres, non.

16 Q. **[45]** O.K. Le deux virgule cinq pour cent (2,5 %)  
17 payé à la mafia?

18 R. Oui, ça, je l'ai spécifié auparavant qu'il était au  
19 courant.

20 Q. **[46]** Il était au courant de ça.

21 R. Oui.

22 Q. **[47]** Et on va y arriver dans quelques instants, le  
23 trois pour cent (3 %) au parti du maire de  
24 Montréal, est-ce qu'il était au courant de ça  
25 aussi?

1 R. Oui, il était au courant.

2 Q. **[48]** Vous nous avez dit dans votre témoignage que  
3 vous connaissiez monsieur Milioto depuis environ  
4 une vingtaine d'années.

5 R. Oui.

6 Q. **[49]** C'est donc depuis le début des années quatre-  
7 vingt-dix (90), quatre-vingt-treize (93) que vous  
8 le connaissez?

9 R. Oui. Écoutez, j'ai connu monsieur Milioto j'avais  
10 vingt (20) ans, donc, c'est aux alentours de  
11 quatre-vingt-dix (90).

12 Q. **[50]** O.K. Dans quel contexte vous l'avez connu?

13 R. Écoutez, je l'ai connu, il y avait un petit café  
14 italien sur la rue Tillemont où j'arrêtais souvent  
15 prendre un café et souvent je le croisais là. Dans  
16 le temps, il était... il était... il a été  
17 contremaître pour une autre compagnie. Donc, c'est  
18 quelqu'un que j'ai connu à ce café-là et je savais  
19 qui il était, qu'est-ce qu'il faisait. Et je l'ai  
20 connu plus par relation dans un café.

21 Q. **[51]** O.K. Est-ce que c'était un ami de votre père?

22 R. Je ne dirais pas un ami, une connaissance.

23 Q. **[52]** Une connaissance.

24 R. Oui.

25 Q. **[53]** On a vu le vidéo que votre père connaissait...

1       enfin, de votre témoignage, pardon, que votre père  
2       connaissait monsieur Nick Rizzuto Senior. Vous nous  
3       avez expliqué dans quelles circonstances et la  
4       raison du pourquoi. Est-ce que monsieur Milioto  
5       était un de ceux également qui avait ces  
6       connaissances-là soit de votre père ou de monsieur  
7       Rizzuto Senior de longue date ou...

8       R. Écoutez, moi, je peux vous dire que mon père  
9       connaissait monsieur Milioto.

10      Q. **[54]** Oui.

11      R. De combien... depuis combien d'années? Sûrement  
12      autant... minimum autant que moi. Si monsieur  
13      Milioto, depuis combien de temps il connaissait  
14      monsieur Rizzuto, c'est lui qui va être en mesure  
15      de répondre à cette question-là, je ne le sais pas.

16      Q. **[55]** O.K. Et pour monsieur Milioto, au début des  
17      années deux mille (2000), il est déjà, lui,  
18      président ou, à tout le moins, actif dans sa  
19      compagnie, là, qui était jusqu'à récemment Nivelva.

20      R. Écoutez, président, je ne le sais pas, mais...

21      Q. **[56]** Actif, disons.

22      R. Il était actif, oui, avec Nivelva.

23      Q. **[57]** O.K. Donc, parlant de monsieur Milioto, vous  
24      nous avez dit, dans le cadre de votre témoignage,  
25      qu'à compter de deux mille cinq (2005), deux mille

1       six (2006), vous avez eu à payer un trois pour cent  
2       (3 %), une cote de trois pour cent (3 %)  
3       supplémentaire sur les contrats que vous obteniez.  
4       Vous vous souvenez de ça?

5       R. Oui.

6       Q. **[58]** Et ce matin, à une question qui vous était  
7       posée par un de mes collègues, vous avez mentionné  
8       « bon, bien, écoutez, je ne peux pas vous dire,  
9       c'est peut-être fin deux mille cinq (2005) ou début  
10      deux mille cinq (2005) ». Est-ce qu'on situe...

11      R. Écoutez, la date précise, je ne l'ai pas. Moi, je  
12      peux vous dire que deux mille cinq (2005) et, à ma  
13      connaissance, ce pourcentage-là de trois pour cent  
14      (3 %) a été mis en place après les élections, donc  
15      je prétends, du meilleur de ma connaissance, que  
16      c'était fin deux mille cinq (2005).

17      Q. **[59]** Alors, fin deux mille cinq (2005), après les  
18      élections municipales de deux mille cinq (2005).

19      R. À ma connaissance, à mon souvenir, oui.

20      Q. **[60]** O.K. Et qui vous dit qu'il faut payer ce trois  
21      pour cent-là (3 %) ?

22      R. Écoutez, ce sont les entrepreneurs entre nous, le  
23      message nous a été envoyé. Et comme j'ai expliqué  
24      auparavant, les entrepreneurs, la majorité des  
25      entrepreneurs qui faisaient partie de notre cercle

1 n'étaient pas chauds à l'idée. Mais, comme je vous  
2 ai dit, comme je vous confirme, la règle avait été  
3 implantée, le message avait été clair qu'il y avait  
4 un trois pour cent (3 %) à payer au parti de  
5 l'Union municipale, l'Union de Montréal du maire  
6 Tremblay. Donc, à partir de là, comme j'ai déjà  
7 précisé, la règle était mise en place, et on avait  
8 tout le temps le choix de s'y conformer ou de ne  
9 plus soumissionner pour ces projets-là.

10 Q. [61] O.K. La question était : Qui vous a informé  
11 que vous deviez le trois pour cent (3 %)? Vous  
12 m'avez dit : « Le système avait été implanté, le  
13 message était clair. » Et j'imagine que pour que le  
14 message soit clair, qu'il doit tenir de quelque  
15 chose d'autre que les entrepreneurs qui ne  
16 s'expriment pas comme une collectivité, là. Il y a  
17 quelqu'un, en quelque part, qui vous a dit,  
18 « Écoutez, Monsieur Zambito, écoutez, Lino, vous  
19 devez me donner trois pour cent (3 %)  
20 supplémentaire, et ça s'en va à la caisse du parti  
21 du maire. »

22 R. Écoutez, un nom exact, tel entrepreneur me l'a dit,  
23 je ne l'ai pas. Qu'est-ce que je peux vous  
24 confirmer, c'est que la règle était claire, le  
25 message était fait aux entrepreneurs, et les

1 entrepreneurs, c'était, en se parlant entre nous,  
2 ça a été clair que c'était la nouvelle façon de  
3 faire. Vous me demandez le nom, qui me l'a dit, je  
4 n'ai plus connaissance. Moi je peux vous dire qu'à  
5 partir de deux mille cinq (2005), il y a un montant  
6 de trois pour cent (3 %) qui était versé pour le  
7 parti Union Montréal.

8 Q. **[62]** Et vous remettiez cet argent-là, selon ce  
9 qu'on comprend de votre témoignage, à monsieur  
10 Milioto?

11 R. Oui.

12 Q. **[63]** La première fois que vous lui avez remis de  
13 l'argent, est-ce qu'il vous a dit, « Mais qu'est-ce  
14 que tu fais là? » Comment saviez-vous que c'est à  
15 monsieur Milioto que vous deviez donner cet argent-  
16 là?

17 R. Parce que moi, c'était ma façon de faire pour le  
18 deux point cinq pour cent (2.5 %), et à ma  
19 connaissance ça avait été porté que monsieur  
20 Milioto était la personne qui faisait  
21 l'intermédiaire entre les entrepreneurs et les gens  
22 d'Union Montréal.

23 Q. **[64]** Je déduis de ce que vous me dites que ce n'est  
24 pas monsieur Milioto, donc, qui vous aurait dit,  
25 « Tu vas désormais me donner trois pour cent

1 (3 %). »

2 R. Qu'est-ce que j'ai dit, c'est que les  
3 entrepreneurs, je n'ai pas le nom exact, un des  
4 entrepreneurs, dans le cercle d'entrepreneurs qu'on  
5 était, on a été mis au courant qu'il y a un trois  
6 pour cent (3 %) additionnel qui allait au parti  
7 Union Montréal, et par après, moi, quand j'ai  
8 commencé à remettre le montant à monsieur Milioto,  
9 ça m'a été confirmé qu'il y a un trois pour cent  
10 (3 %) qui allait au parti d'Union Montréal.

11 Q. [65] Qui vous a donné cette confirmation-là? « Ça  
12 m'a été confirmé. »

13 R. Bien, quand je l'ai remis à monsieur Milioto, il  
14 m'a confirmé que l'argent allait au parti Union  
15 Montréal.

16 Q. [66] Alors, monsieur Milioto vous a dit,  
17 « Effectivement », lors de la première remise que  
18 vous alléguez, « Effectivement, cet argent-là,  
19 Lino, va au parti du maire de Montréal. » C'est ce  
20 que monsieur Milioto vous aurait dit?

21 R. Oui. Mais ce n'est pas lui qui m'a appris la règle.  
22 La règle m'avait été apprise par les entrepreneurs.

23 Q. [67] Et encore une fois, les entrepreneurs, vous ne  
24 pouvez pas être plus précis que ça?

25 R. Bien, écoutez, on était dix (10), douze (12)

1 entrepreneurs dans le cercle, et on en parlait  
2 entre nous. Écoutez, le nom précis, je ne l'ai pas.  
3 Ça s'est discuté entre les entrepreneurs qui  
4 faisaient partie du cercle des entrepreneurs.

5 Q. [68] Écoutez, à ce...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Q. [69] Non mais je comprends que, de toute façon, le  
8 nom, vous avez le nom des dix (10) entrepreneurs  
9 qui faisaient partie de ce cercle-là. Alors c'est  
10 l'une ou l'autre de ces personnes-là qui vous l'a  
11 appris.

12 R. Bien, je pense que c'est ça que je dis. C'est un  
13 des entrepreneurs qui faisaient partie du cercle.  
14 Donc, je peux les énumérer les dix (10), mais je  
15 n'ai pas le nom, je n'ai pas la mémoire précise que  
16 tel entrepreneur me l'a dit. C'était un des  
17 entrepreneurs qui faisait partie du groupe.

18 Me MARTIN ST-JEAN :

19 Q. [70] Vous avez eu à certains moments, Monsieur  
20 Zambito, une mémoire quand même assez implacable.  
21 On avait une liste de soixante-dix (70) documents  
22 représentant différentes soumissions auxquelles  
23 vous aviez participé, vous étiez en mesure, au  
24 regard de ces soixante-dix (70) soumissions-là, de  
25 nous dire si c'était truqué ou pas, et dans



1           certains cas - j'ai en tête, même, un dossier de  
2           deux mille cinq (2005) - vous avez été en mesure de  
3           nous dire que ce n'était pas truqué parce que vous  
4           vous souveniez ne pas avoir reçu d'appel. Et  
5           aujourd'hui je vous demande, dans un groupe de dix  
6           (10) personnes, pour quelque chose de fondamental,  
7           c'est-à-dire trois pour cent (3 %) de votre gagne-  
8           pain, et vous n'êtes pas capable de me dire qui  
9           vous l'aurait demandé?

10        R. Écoutez, je pense que je vous dis, c'est un  
11        entrepreneur qui fait partie du groupe des dix  
12        (10). Je n'ai pas la mémoire exacte lequel me l'a  
13        dit. Si vous voulez, je vais vous nommer les dix  
14        (10) entrepreneurs, l'information venait d'un des  
15        dix (10) entrepreneurs.

16        Q. **[71]** D'accord. À qui monsieur Milioto remettait cet  
17        argent-là?

18        R. Écoutez, ça, je n'ai aucune idée à qui il remettait  
19        l'argent personnellement. Moi, on m'a dit que ça  
20        allait pour Union Montréal.

21        Q. **[72]** Vous, vous n'avez jamais vu monsieur Milioto  
22        remettre cet argent-là à qui que ce soit d'Union  
23        Montréal?

24        R. Non.

25        Q. **[73]** Outre ce qu'on vous a dit, vous ne pouvez pas

1           savoir si effectivement monsieur Milioto a remis  
2           cet argent-là à Union Montréal?

3       R. Écoutez, moi, par qu'est-ce que monsieur Milioto me  
4           disait, je prenais pour acquis que l'argent allait  
5           à Union Montréal.

6       Q. **[74]** Qu'est-ce qui vous dit que monsieur Milioto ne  
7           gardait pas cet argent-là pour lui?

8       R. Écoutez, vous allez... Moi je connaissais monsieur  
9           Milioto, et je suis convaincu que l'argent qui a  
10          été payé de ma part, le trois pour cent (3 %), a  
11          été remis à Union Montréal.

12      Q. **[83]** Et cette conviction-là que vous avez, elle  
13          repose sur quoi?

14      R. La connaissance que j'ai de monsieur Milioto.

15      Q. **[84]** Lorsque vous remettiez de l'argent à monsieur  
16          Milioto - on parle toujours du fameux trois pour  
17          cent (3 %) dont on parle - est-ce qu'il y avait  
18          d'autres gens qui étaient en votre compagnie?

19      R. Non. C'était tout le temps...

20      Q. **[85]** Seul à seul?

21      R. Seul à seul.

22      Q. **[86]** Donc, pas d'autres employés municipaux, pas  
23          d'élus?

24      R. Non.

25      Q. **[87]** Monsieur Milioto et vous?

1 R. Tout seuls.

2 Q. **[88]** Avant de payer, parce que vous savez, quand on  
3 parle de trois pour cent (3 %) sur un contrat de  
4 dix millions (10 M\$), c'est quand même une somme  
5 assez rondelette, là, avant de payer, avez-vous  
6 posé des questions : « Pourquoi? » Ou vous avez  
7 simplement, de façon tout à fait servile, donné  
8 votre argent à monsieur Milioto?

9 R. Écoutez, je pense que j'en ai fait mention, les  
10 entrepreneurs, on en a discuté entre nous, puis il  
11 y a la majorité des entrepreneurs que ça ne faisait  
12 pas leur affaire. Mais la règle a été implantée.  
13 Puis comme je vous répète, comme entrepreneur, si  
14 ça ne faisait pas votre affaire de remettre le  
15 trois pour cent (3 %), vous aviez le loisir d'aller  
16 travailler ailleurs et de ne plus travailler à  
17 Montréal. Donc, c'était clair. Tu as un choix à  
18 faire comme entrepreneur. Tu appliques la règle ou  
19 tu vas soumissionner ailleurs. C'était clair pour  
20 nous.

21 Q. **[89]** Et ce n'était pas une possibilité pour vous de  
22 faire les choses correctement et d'aller travailler  
23 ailleurs?

24 R. Bien, hier, je pense que, par mon témoignage, j'ai  
25 démontré que ce n'était pas mieux ailleurs.

1 Q. [90] À quel moment vous arrêtez de payer le trois  
2 pour cent (3 %) qui serait remis au parti du maire?

3 R. Écoutez, moi, à ma connaissance, là, des faits en  
4 deux mille neuf (2009), comme j'ai dit, quand j'ai  
5 été... le reportage qui a été fait sur moi et la  
6 perquisition de Marteau, j'ai complètement coupé  
7 mes liens avec ces gens-là. Et à partir de ce  
8 moment-là, il n'y a plus de pourcentage qui a été  
9 versé de ma part à ces gens-là.

10 Q. [91] Si vous évaluez en termes de dollars, combien  
11 de dollars auraient été remis par le truchement de  
12 ce trois pour cent (3 %) là pendant les quatre  
13 années en question?

14 R. Écoutez, je ne suis pas en mesure de vous donner un  
15 chiffre précis. Je ne tenais pas une comptabilité  
16 de ces montants-là. Mon trois pour cent (3 %) était  
17 réglé cas par cas par contrat. Et je ne serais pas  
18 en mesure de vous donner un chiffre exact.

19 Q. [92] Mais est-ce qu'on parle de vingt mille dollars  
20 (20 000 \$), de deux cent mille dollars (200 000 \$)?

21 R. Écoutez, je ne suis pas en mesure de vous donner  
22 aucun chiffre.

23 Q. [93] Deux mille cinq (2005), deux mille six (2006),  
24 deux mille sept (2007), deux mille huit (2008),  
25 deux mille neuf (2009) ont été de grosses années à

1 Montréal pour Infrabec?

2 R. Oui.

3 Q. **[94]** On parle, disons si on faisait une moyenne  
4 annuelle, d'environ dix millions de dollars (10 M\$)  
5 en contrats?

6 R. Écoutez, comme je vous dis, je n'ai pas de chiffre  
7 en tête, je n'ai pas fait le calcul. Si vous voulez  
8 faire l'exercice de sortir les contrats que j'ai  
9 eus et multiplier par trois pour cent (3 %), votre  
10 chiffre va être aussi bon que le mien. Je n'ai pas  
11 de chiffre en tête.

12 Q. **[95]** Et encore une fois, ces sommes-là, il n'y a  
13 aucune façon pour vous de savoir où elles  
14 aboutissaient une fois que vous les remettiez à  
15 monsieur Milioto?

16 R. Écoutez, je vous le dis, j'avais aucune raison de  
17 mettre en doute la parole de monsieur Milioto que  
18 ça aboutissait chez Union Montréal.

19 Q. **[96]** Vous avez parlé, dans le cadre de l'appel  
20 d'offres 91-29 - c'est la pièce 13P-178.12. On peut  
21 peut-être vous la montrer pour vous mettre en  
22 situation. Ça vous dit quelque chose ça, Monsieur?

23 R. Oui.

24 Q. **[97]** C'est un dossier dans lequel vous nous avez  
25 dit que vous étiez... en fait, à l'origine, ce

1 n'était pas censé être truqué, mais que,  
2 essentiellement, ça l'était devenu?

3 R. Oui.

4 Q. **[98]** Et que le contrat aurait été réservé à Simard-  
5 Beaudry. Et vous nous avez dit que c'était une  
6 commande politique. Qui vous aurait dit ça que  
7 c'était une commande politique?

8 R. Comme j'ai déjà précisé, l'information a été  
9 véhiculée au groupe des dix (10), douze (12)  
10 entrepreneurs. Et entre nous, on a discuté du fait  
11 qu'il y avait une commande politique qui avait été  
12 faite sur cet appel d'offres-là. Et la majorité des  
13 entrepreneurs qui faisaient partie du cercle  
14 n'était pas d'accord. Mais on s'est rangé derrière  
15 le fait qu'il y avait eu une commande sur ce  
16 contrat-là.

17 Q. **[99]** Cette prétendue commande politique là dont  
18 vous parlez, donc elle ne vous a pas été dirigée,  
19 là, vous n'étiez pas la source au sein du groupe  
20 qui véhiculait l'information auprès de vos...

21 R. Non.

22 Q. **[1]** ... collusionnaires?

23 R. Moi, la commande m'a été véhiculée par les gens qui  
24 faisaient partie du groupe, ça n'a pas été véhiculé  
25 à moi directement, il y a du monde qui a eu la

1 directive. Et la directive a été véhiculée aux  
2 autres entrepreneurs.

3 Q. **[2]** Et, encore une fois, cette directive-là, vous  
4 n'êtes pas en mesure de nous dire précisément quel  
5 était ou qui était votre interlocuteur, là? Vous  
6 n'avez pas de nom, c'est un des dix ou un des  
7 douze.

8 R. Moi c'est, on l'a su, je l'ai su par les  
9 entrepreneurs qui étaient là dans le cercle.

10 Q. **[3]** Et vous ne savez pas comment eux ils l'ont su?  
11 Vous êtes l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours,  
12 là.

13 R. Non, mais la directive a été portée à la  
14 connaissance des entrepreneurs par l'ingénieur qui  
15 était au projet, qui était le Groupe Séguin qui  
16 avait le mandat de faire les plans et devis pour ce  
17 projet-là, qui était monsieur Michel Lalonde.

18 Q. **[4]** Sauf erreur, ça c'est quelque chose que vous ne  
19 nous avez pas dit en chef?

20 R. Pardon?

21 Q. **[5]** Il me semble que c'est quelque chose que vous  
22 nous dites pour la première fois, là, que c'est par  
23 l'entremise de Groupe Séguin et plus  
24 particulièrement par l'entremise de monsieur  
25 Lalonde que cette information-là aurait été

1 véhiculée?

2 R. Bien, j'ai confirmé en chef que les ingénieurs au  
3 projet étaient le Groupe Séguin.

4 Q. **[6]** Oui?

5 R. Qui était à la tête du Groupe Séguin, c'est  
6 monsieur Michel Lalonde qui est en tête du Groupe  
7 Séguin et l'information que moi j'avais des autres  
8 entrepreneurs c'est qu'on m'a véhiculé que ce  
9 contrat-là il était assigné à Simard-Beaudry et  
10 l'information venait par cet interlocuteur-là.

11 Q. **[7]** Vous nous avez dit que pour Simard-Beaudry  
12 votre contact c'était monsieur Minicucci?

13 R. Frank Minicucci, oui.

14 Q. **[8]** Oui. Avez-vous communiqué avec monsieur  
15 Minicucci pour voir avec lui ce qui retournait de  
16 cette information-là?

17 R. Non, lui il m'a, une fois que, nous, la directive  
18 était claire, monsieur Minicucci m'a appelé et il  
19 m'a dit qu'il faisait de quoi avec ce contrat-là et  
20 je lui ai donné mon approbation.

21 Q. **[9]** Et pourquoi, prenons pour acquis  
22 qu'effectivement, pour les fins de la discussion,  
23 il y a eu une directive de monsieur Zampino, une  
24 commande politique pour reprendre vos mots, en quoi  
25 cette commande-là de monsieur Zampino est assez



1           pour vous faire reculer? Vous nous avez dit que  
2           vous étiez quand même quelqu'un de têtu puis qui  
3           tenait son bout. Pourquoi ça c'est assez pour vous  
4           tasser?

5       R. Bien, écoutez, assez pour se tasser! On était un  
6       cercle d'entrepreneurs et à un moment donné quand  
7       il y avait une directive qui était donnée, le but  
8       entre les entrepreneurs c'était de collaborer et de  
9       tenter de faire fonctionner le système. Si on  
10      décidait de mettre des bâtons dans les roues dans  
11      le système, dans une semaine ou deux, c'est moi qui  
12      aurais eu des bâtons dans les roues. Quand... une  
13      fois que la décision était prise qu'on devait aller  
14      vers là, je ne voyais pas c'était quoi mon intérêt  
15      de mettre des bâtons dans les roues, surtout que je  
16      faisais partie du cercle des entrepreneurs.

17     Q. **[10]** Vous faisiez partie du cercle des  
18     entrepreneurs, mais vous nous avez dit que c'était  
19     un contrat qui n'était pas truqué. Je vais vous  
20     donner le parallèle du contrat qui n'était pas  
21     truqué, du rond-point L'Acadie dans lequel vous  
22     avez eu éventuellement une rencontre avec monsieur  
23     Rizzuto...

24     R. Oui.

25     Q. **[11]** ... fils. Et parce que vous teniez à votre

1        bout, vous teniez à votre point et éventuellement  
2        vous n'étiez pas prêt à vous tasser. Par contre, on  
3        vous aura fait comprendre qu'effectivement peut-  
4        être votre compagnie n'était pas suffisamment  
5        grande. Ici j'essaie de comprendre quel était  
6        l'incitatif pour vous dans un contrat qui n'était  
7        pas truqué de vous tasser de façon volontaire au  
8        motif qu'une commande politique était passée?

9        R. Mais je ne comprends pas votre question quand vous  
10        dites qu'il n'était pas truqué. C'est là que  
11        j'essaie de comprendre.

12       Q. **[12]** Au tout début je vous ai demandé, au départ ce  
13        contrat-là n'était pas truqué, mais il l'est devenu  
14        suite à une commande que vous nous avez dit être  
15        politique. Est-ce que je me trompe ou il était  
16        truqué dès le début?

17       R. C'est un contrat qui ne faisait pas partie du  
18        cercle d'activités que les entrepreneurs qui  
19        provenaient du département, comme vous avez dit de  
20        la rue Brennan, c'est un contrat qui n'émergeait  
21        pas de ce département-là. C'est un contrat qui est  
22        dans l'Est de la Ville...

23       Q. **[13]** Oui?

24       R. ... puis comme à ma connaissance il y a des  
25        ententes entre le Groupe Séguin et la Ville pour

1           une ancienne annexion de Pointe-aux-Trembles - je  
2           n'ai pas les détails - c'est Séguin qui faisait les  
3           plans et devis et la surveillance. Donc ce n'est  
4           pas un contrat qui faisait, qui émergeait de la  
5           centrale de la voirie et travaux d'infrastructure.

6       Q. **[14]** D'accord. Il n'était pas truqué à ce niveau-  
7           là, mais l'était-il à un autre niveau? Est-ce qu'il  
8           y a une autre façon de truquer des contrats à  
9           Montréal qu'on n'a pas abordée?

10      R. Mais je ne comprends pas votre question où vous  
11         voulez en venir s'il y a une autre façon. Les  
12         documents d'appel d'offres et les budgets là-dessus  
13         ont été faits par une firme privée qui était le  
14         Groupe Séguin. S'il y a des budgets qui ont été  
15         bonifiés ou surévalués, c'est eux qui vont être en  
16         mesure de vous répondre. Moi je ne peux pas vous  
17         répondre si les budgets ou les quantités ont été  
18         truqués ou modifiés. À ma connaissance, je ne peux  
19         pas vous répondre là-dessus.

20      Q. **[15]** On va s'y prendre autrement. L'avis est donné  
21         dans les journaux que des soumissions peuvent être  
22         recueillies, ou enfin des devis peuvent être  
23         recueillis pour cet appel d'offres-là. Et ce que je  
24         comprends de ce que vous me dites, c'est que ce  
25         n'est pas un projet, ça, sur lequel il y aura des

1            rondes de téléphone et des appels pour dire, « Bien  
2            écoute, c'est à mon tour, ou toi tu vas rentrer  
3            plus bas ou plus haut, plutôt », et caetera, et  
4            caetera. C'est un appel d'offres qui, à prime  
5            abord, était ouvert à tous, libre compétition.  
6            N'est-ce pas?

7            R. C'est un projet qui n'émanait pas de la division de  
8            Brennan. Donc, le cercle d'entrepreneurs qui  
9            s'organisaient sur les projets de Brennan, ce  
10           n'était pas un projet qui provenait de ce  
11           département-là. Donc, ça ne faisait pas partie de  
12           ce cercle de contrats-là.

13          Q. **[16]** Monsieur Zambito, ça, je l'ai bien compris.

14          R. Oui mais j'essaie de...

15          Q. **[17]** Alors, je vais...

16          R. ... de répondre à votre question.

17          Q. **[18]** Je vais tenter une troisième tentative avec  
18            vous.

19          R. Oui.

20          Q. **[19]** Lorsque vous êtes allé chercher les documents  
21            d'appel d'offres, la commande politique était-elle  
22            déjà passée?

23          R. Quand le projet a été mis en appel d'offres...

24          Q. **[20]** Oui?

25          R. O.K., c'était public.

1 Q. **[21]** Oui?

2 R. La directive a été donnée aux entrepreneurs, et ça  
3 a été porté à ma connaissance par les entrepreneurs  
4 du cercle que ce projet-là, il y avait eu une  
5 commande sur ce projet-là.

6 Q. **[22]** O.K. Alors vous, quand vous êtes allé... Je  
7 dis vous, là, Infrabec, quand vous êtes allé  
8 chercher, lever les plans et devis pour faire une  
9 soumission, là, qu'on voit...

10 R. Oui.

11 Q. **[23]** ... que vous avez faite, la commande politique  
12 était-elle déjà passée?

13 R. Moi...

14 Q. **[24]** Ou c'est par la suite qu'il y a eu des appels?

15 R. Bien, écoutez, moi je l'ai su une fois que j'avais  
16 les documents.

17 Q. **[25]** Oui.

18 R. J'ai su qu'il y avait une commande politique pour  
19 ce projet-là.

20 Q. **[26]** Mais à prime abord, quand vous y allez, vous y  
21 allez avec l'intention de pouvoir soumissionner sur  
22 un projet librement.

23 R. Bien, vu qu'il ne fait pas partie des projets  
24 émanant du département de Brennan, je conclus que  
25 c'est un projet qui ne fait pas partie du cercle

1 des entrepreneurs. Donc, c'est un projet qui, en  
2 principe, est libre pour le moment.

3 Q. **[27]** Outre cet appel d'offres-là, le 9129, est-ce  
4 qu'à votre connaissance il y aurait eu d'autres  
5 commandes politiques de monsieur Zampino? Est-ce  
6 que c'est une situation que vous avez vécue dans  
7 d'autres dossiers?

8 R. Écoutez, de mémoire c'est le seul projet qui a été  
9 porté à ma connaissance, pour moi.

10 Q. **[28]** J'aimerais parler du dossier dans lequel vous  
11 nous avez parlé de monsieur Abdallah.

12 R. Oui.

13 Q. **[29]** C'est la pièce 13P-178.20. Que vous avez  
14 remporté pour un montant de dix millions sept cent  
15 cinquante-deux mille six cent quarante dollars  
16 (10 752 640 \$). Et on voit, là, il y avait un  
17 cautionnement de sept cent cinquante mille dollars  
18 (750 000 \$), et on pourrait penser tout de suite  
19 qu'il y avait probablement des contingences pour  
20 une enveloppe équivalente, là, soit aussi de sept  
21 cent cinquante mille dollars (750 000 \$). Ça suit  
22 la route, ça?

23 R. Ça se tient, là.

24 Q. **[30]** Ça se tient?

25 R. Dix pour cent (10 %), oui.

1 Q. **[31]** O.K. Ça c'est le dossier dans lequel vous nous  
2 avez dit, après l'ouverture des soumissions, que  
3 vous étiez le plus bas soumissionnaire conforme,  
4 là, que vous aviez eu un lunch avec monsieur...  
5 J'oublie son nom, là, du Groupe Séguin, monsieur...  
6 Aidez-moi? Comment il s'appelle?

7 R. Lalonde?

8 Q. **[32]** Lalonde, merci. Alors monsieur Lalonde, du  
9 Groupe Séguin, qui vous avait demandé quelles  
10 étaient vos intentions, et selon ce qu'on comprend  
11 de votre témoignage, vous avez parlé de couler en  
12 tunnel les conduites ou la canalisation. C'est bien  
13 ça?

14 R. Oui.

15 Q. **[33]** Je comprends...

16 R. Mon idée initiale, c'était de couler...

17 Q. **[34]** Le meeting initial, c'était celui-là, et que  
18 par la suite il y avait eu essentiellement  
19 d'autres... une autre, à tout le moins une autre  
20 réunion à laquelle, ou un lunch d'affaires...

21 R. Oui.

22 Q. **[35]** ... avec les frères Caron de...

23 R. Ce n'était pas les frères Caron, c'était le père et  
24 fils Caron.

25 Q. **[36]** Ah! Le père et fils, les deux Caron de Tremca,

1           où on vous avait dit, « Bien, il serait intéressant  
2           que tu mettes de côté ton désir de couler en tunnel  
3           et que tu ailles en tuyau de béton armé. » Et là  
4           vous me pardonneriez, je ne suis pas un gars qui est  
5           très fort sur le technique, là, mais vous avez  
6           parlé de TBA.

7           R. Oui.

8           Q. **[37]** Et du TBA, on comprend donc que c'est des  
9           tuyaux de béton armé?

10          R. C'est bien ça, oui.

11          Q. **[38]** O.K. Et on vous aurait dit, là, et je me  
12          réfère à votre témoignage du deux (2) octobre deux  
13          mille douze (2012) à la page 19, on vous aurait dit  
14          que la résolution vous octroyant le contrat ne  
15          serait pas passée à moins qu'il y ait une  
16          confirmation que vous étiez pour utiliser des  
17          tuyaux TBA?

18          R. Qu'est-ce qu'on m'a dit, c'est qu'il y avait une  
19          demande, monsieur Michel Caron et Éric Caron m'ont  
20          fait part que monsieur Abdallah les avait  
21          rencontrés, et le contrat serait octroyé si je  
22          prenais l'alternative de poser du tuyau TBA qui  
23          venait de Tremca où le montant du tuyau, le mètre  
24          linéaire, on me fournirait un prix pour le tuyau.  
25          Donc c'est ça qui m'a été dit.



1 Q. **[100]** Vous avez dit aussi que : « Écoutez, si c'est  
2 pour être comme ça, on va retourner en appel  
3 d'offres »?

4 R. Oui.

5 Q. **[101]** Et pourquoi essentiellement vous n'êtes pas  
6 retourné en appel d'offres?

7 R. La raison, c'est que, moi, une fois que j'ai eu le  
8 prix du tuyau au prix qu'on voulait me le vendre,  
9 j'ai réalisé que ça me coûtait un cinq cent mille  
10 (500 000 \$) additionnel pour y aller de cette  
11 façon-là, de cette manière-là en TBA. Et monsieur  
12 Michel Lalonde du Groupe Séguin m'a garanti que le  
13 supplément que ça me coûtait, le cinq cent mille  
14 (500 000 \$), m'aurait été payé en extra. Donc, en  
15 bout de ligne, ça ne m'aurait pas rien coûté de mes  
16 poches d'y aller en TBA. Et de plus, en y allant en  
17 TBA, pour nous, pour l'exécution au point de vue de  
18 l'exécution, c'était aussi plus vite et plus facile  
19 d'installer des conduites en TBA que de couler sur  
20 place. Couler sur place, il y a du coffrage; il  
21 faut couler, il faut faire mûrir. Et il y avait la  
22 responsabilité aussi de pouvoir avoir des fissures,  
23 de l'injection. Donc, en y allant en tuyau, le  
24 tuyau nous était fourni. Et Tremca qui nous  
25 fournissait le tuyau devait quand même nous donner

1           une qualité de tuyau sans fissure et conforme aux  
2           normes du laboratoire de la Ville de Montréal.

3       Q. **[102]** Et ce cinq cent mille dollars-là (500 000 \$)  
4           dont vous nous parlez était pour être payé à même  
5           l'enveloppe de sept cent cinquante mille dollars  
6           (750 000 \$) de contingences prévues grosso modo au  
7           contrat?

8       R. Oui, il y avait un montant de contingences qui  
9           était prévu. On prend pour acquis, comme on a dit,  
10          que c'était dix pour cent (10 %). Le montant exact,  
11          je ne l'ai pas. Mais le cinq cent mille (500 000 \$)  
12          allait être couvert par le montant de contingences  
13          qui était prévu au contrat.

14       Q. **[103]** Je vais vous amener, Madame la Présidente,  
15          Monsieur le Commissaire, et Maître Gallant, à  
16          l'onglet numéro 2 des documents que je vous ai  
17          communiqués. Madame Blanchette, si on peut se  
18          rendre à l'onglet numéro 2, à la page, à la toute  
19          dernière page du document. En fait, peut-être pour  
20          placer le témoin, je m'excuse, là, mais on va  
21          recommencer en haut pour qu'il puisse prendre  
22          connaissance du document et voir de quoi il en  
23          retourne.

24                   Alors, on a à l'écran, Monsieur Zambito,  
25          une soumission, contrat, prix unitaire pour le

1           projet 97-10. Vous reconnaissez ce genre de  
2           document-là?

3           R. Oui.

4           Q. **[104]** Vous avez vu ça souvent?

5           R. Oui.

6           Q. **[105]** C'est le bordereau de soumission ou, enfin,  
7           la page frontispice des bordereaux de soumission  
8           qui forment le contrat une fois octroyé, n'est-ce  
9           pas?

10          R. Oui.

11          Q. **[106]** Et c'est pour le projet dont on parle, c'est-  
12          à-dire sur la rue Sherbrooke Est, entre la 40e  
13          avenue et la 52e avenue, c'est bien ça? C'est le  
14          dossier dont on parle avec les fameux tuyaux de  
15          TBA?

16          R. Oui.

17          Q. **[107]** Alors, si on peut peut-être maintenant se  
18          rendre à la dernière page pour voir le dernier item  
19          et confirmer le montant des contingences. Alors, on  
20          voit à l'item 11 : travaux supplémentaires, sept  
21          cent cinquante mille (750 000 \$). Donc, c'est donc,  
22          c'est ce montant-là les contingences prévues à  
23          l'enveloppe budgétaire?

24          R. En principe, oui, c'est...

25          Q. **[108]** Bien, vous me dites « en principe », qu'est-

1 ce que...

2 R. Bien, écoutez, souvent, dans d'autres bordereaux de  
3 la Ville, c'est inscrit sous le mot  
4 « contingence ». Ici, c'est inscrit sous le mot  
5 « travaux supplémentaires ».

6 Q. **[109]** Mais c'est la même chose dans ce cas-ci,  
7 contingences, travaux supplémentaires? C'est une  
8 question de sémantique. Ça ne change pas la nature  
9 des travaux. C'est des travaux qui ne sont pas  
10 prévus. On prévoit l'imprévisible en se donnant un  
11 budget pour ça?

12 R. Oui.

13 Q. **[110]** O.K. Alors, quand monsieur Lalonde... Est-ce  
14 que messieurs Caron étaient présents lorsque  
15 monsieur Lalonde vous a dit : « Bien, écoute, le  
16 cinq cent mille (500 000 \$) de plus, là, on va te  
17 le payer à même les contingences »? Est-ce que  
18 c'était juste monsieur Lalonde qui était là ou  
19 c'était messieurs Caron également?

20 R. À la discussion qu'on a eue au restaurant, on a  
21 parlé qu'il fallait y aller, si on voulait que le  
22 contrat soit octroyé, avec du tuyau de TBA et que  
23 j'allais être compensé. La façon d'être compensé  
24 c'était avec monsieur Lalonde que j'ai été, que  
25 j'allais m'organiser pour que je sois compensé.

1 Q. **[1]** Mais lorsque monsieur Lalonde vous a dit on va  
2 te payer ça ce cinq cent mille dollars-là  
3 (500 000 \$) à même les contingences, est-ce que  
4 messieurs Caron étaient là? C'était essentiellement  
5 ça ma question au départ. Vous souvenez-vous, est-  
6 ce que c'était au restaurant quand vous les  
7 rencontrez tous les trois?

8 R. Au restaurant il était clair que si on y allait en  
9 tuyau TBA, ça n'allait pas me coûter aucun montant  
10 supplémentaire de ma poche à moi.

11 Q. **[2]** O.K. Vous et moi on connaît la réponse, mais il  
12 y a des gens qui ne la connaissent pas. Ça cette  
13 soumission-là bien évidemment elle est remise à la  
14 Ville de Montréal avant l'ouverture des  
15 soumissions?

16 R. Oui.

17 Q. **[3]** Et ce document-là il est rédigé par soit vous  
18 ou par vos ingénieurs avant la rencontre avec  
19 monsieur Lalonde et messieurs Caron?

20 R. Oui.

21 Q. **[4]** Est-ce que, au meilleur de votre souvenir, là,  
22 vous aviez prévu utiliser des tuyaux de béton armé  
23 dans votre soumission?

24 R. Je ne comprends pas votre question, si j'avais  
25 prévu.

1 Q. **[5]** Vous nous dites il y avait deux façons de  
2 faire.

3 R. Oui.

4 Q. **[6]** Il y avait du TBA...

5 R. Oui.

6 Q. **[7]** ... et il y avait couler en place.

7 R. Oui.

8 Q. **[8]** Ce que vous nous avez dit en chef c'est moi je  
9 m'étais fait une idée de faire du couler en place.

10 R. Oui.

11 Q. **[9]** Est-ce que ça c'est quelque chose qui était  
12 prévu dans votre soumission ou vous aviez écrit  
13 bien ça va être du TBA et puis moi je ferai du  
14 couler en place une fois rendu sur le site, pour  
15 sauver de l'argent disons?

16 R. Moi j'avais prévu de prendre l'alternative, mon  
17 coûtant avait été fait avec l'option d'y aller  
18 couler...

19 Q. **[10]** Couler en place.

20 R. ... en place.

21 Q. **[11]** O.K. Alors quand on regarde, si on va à la  
22 page, attendez-moi une seconde, excusez-moi, si on  
23 va à la page 4, à la ligne 4.3, fournitures et pose  
24 de tuyaux en béton armé. Ça c'est le fameux TBA  
25 dont on parle?

1 R. Non.

2 Q. **[12]** Ce n'est pas ça?

3 R. Non.

4 Q. **[13]** Parce que je vous ai demandé tout à l'heure si  
5 du TBA c'était du tuyau en béton armé, c'était du  
6 TBA vous m'avez dit oui?

7 R. Oui, mais on ne parle pas du même TBA.

8 Q. **[14]** On ne parle pas du même TBA?

9 R. Que j'ai posé dans le collecteur.

10 Q. **[15]** O.K.

11 R. Il ne faut pas oublier.

12 Q. **[16]** Oui?

13 R. Puis je veux juste vous expliquer puis vous mettre  
14 en contexte.

15 Q. **[17]** Absolument.

16 R. On a passé un collecteur qui partait de l'est à  
17 l'ouest sur la rue Sherbrooke, il y avait des rues  
18 qui venaient croiser le boulevard Sherbrooke.

19 Q. **[18]** O.K.

20 R. Donc il fallait raccorder ces rues-là à l'égout  
21 principal qu'on allait poser. Donc les  
22 raccordements ont été faits en tuyaux TBA, il était  
23 prévu. Les raccordements des rues existantes  
24 étaient prévus d'être faits en TBA au collecteur  
25 qu'on devait faire. Et c'est normal. Vous voyez si

1 on sort les bons de commande que j'ai donnés à  
2 Tremca pour la fourniture du tuyau, la dimension du  
3 tuyau est beaucoup plus grande que les dimensions  
4 demandées ici, là, à...

5 Q. **[19]** Neuf cents (900) livres?

6 R. ... à 4.3, donc ce tuyau-là puis vous voyez un peu  
7 la quantité, seize mètres linéaires, c'était  
8 vraiment des raccordements de rues...

9 Q. **[20]** O.K.

10 R. ... pour aller se raccorder à la conduite  
11 principale qu'on devait poser ou couler en place.

12 Q. **[21]** O.K. Alors pour nous situer, quand vous nous  
13 parlez et là avec votre permission, Madame la  
14 Présidente, je vais me rapprocher du témoin, je  
15 vais lui remettre une copie de la soumission pour  
16 qu'il puisse la manipuler et y référer.

17 Alors, Monsieur Zambito, je vais vous  
18 demander de prendre un moment pour nous dire à quel  
19 endroit dans la soumission se trouve l'item ou les  
20 items au bordereau qui nous permettent de voir  
21 votre méthode de couler en place?

22 R. Pouvez-vous reformuler votre question?

23 Q. **[22]** Bien, c'est-à-dire si vous prévoyez faire  
24 cette conduite qui est plus grosse...

25 R. Oui.



1 Q. **[23]** ... le collecteur en tant que tel.

2 R. Oui.

3 Q. **[24]** Il y a un coût j'imagine qu'on voit en quelque  
4 part dans un des items au bordereau. Je vous  
5 demande simplement de m'indiquer où se situent ces  
6 coûts-là si c'est possible de le faire, peut-être  
7 que ce n'est pas possible de le faire, là.

8 R. Si on va au point 2.1...

9 Q. **[25]** Oui.

10 R. ... Construction en tunnel d'un égout  
11 collecteur sanitaire...

12 Q. **[26]** Oui.

13 R. ... de 1800 mm de diamètre.

14 Q. **[27]** Oui. Alors, un virgule huit mètre là de  
15 diamètre.

16 R. Oui. Oui.

17 Q. **[28]** Ça, c'est le collecteur.

18 R. C'est le collecteur que, moi...

19 Q. **[29]** D'accord.

20 R. ... j'avais prévu de couler en place.

21 Q. **[30]** O.K. Et on voit sa longueur qu'il fait un  
22 kilomètre, un peu plus...

23 R. Un kilomètre point quatre-vingts.

24 Q. **[31]** Exactement.

25 R. Oui.

1 Q. **[32]** O.K. Alors, ça, c'est le fameux collecteur. Et  
2 dans cet item-là, au bordereau là, le cinq millions  
3 soixante-seize mille dollars (5 076 000 \$), on  
4 comprend que vous avez inclus votre main-d'oeuvre,  
5 votre profit, le béton...

6 R. Oui.

7 Q. **[33]** ... et caetera, et caetera, et caetera.

8 R. Oui.

9 Q. **[34]** O.K. Donc, c'est comme ça que vous nous dites  
10 « bien, essentiellement, moi, c'était le prix que  
11 j'avais prévu et quand on me demande de prendre du  
12 TBA pour cette conduite-là, j'ai un coût  
13 supplémentaire de cinq cent mille dollars  
14 (500 000 \$) ».

15 R. Oui.

16 Q. **[35]** D'accord. Et vous nous aviez également  
17 mentionné que le cinq cent mille dollars  
18 (500 000 \$) en question, vous aviez fait un peu de  
19 magasinage, représentait, en fait, un coût à payer  
20 de trois cent mille (300 000 \$) supplémentaire de  
21 ce qu'un autre fournisseur était prêt à vous  
22 donner.

23 R. Qu'est-ce que j'ai dit, c'est que...

24 Q. **[36]** Oui.

25 R. ... le tuyau en tant que tel, si je l'achetais chez

1 un autre fournisseur, j'avais vérifié chez Béton  
2 Brunet, le tuyau me coûtait deux cent mille  
3 (200 000 \$) supplémentaire. Le trois cent mille  
4 (300 000 \$) supplémentaire était le montant qu'on  
5 s'est entendu avec les messieurs Caron et monsieur  
6 Lalonde qu'il allait à monsieur Abdallah, de là le  
7 montant de cinq cent mille (500 000 \$), la  
8 différence entre tuyau et couler en place était de  
9 deux cent mille (200 000 \$) par rapport à une autre  
10 fournisseur qui m'avait fourni un prix.

11 Q. **[37]** O.K. Et si je reprends votre témoignage, on  
12 vous avait expliqué que si vous vouliez le contrat,  
13 encore une fois, cet écart de trois cent mille  
14 dollars-là là (300 000 \$) que vous nous dites pour  
15 monsieur Abdallah, bien, justement le prix du TBA,  
16 c'était ça et cet argent-là allait à monsieur  
17 Abdallah.

18 R. L'écart était de cinq cent mille (500 000 \$).

19 Q. **[38]** L'écart entre votre...

20 R. Prix de soumission...

21 Q. **[39]** ... prix de soumission.

22 R. ... et le fait que j'allais en tuyau TBA...

23 Q. **[40]** Oui.

24 R. ... me coûtait deux cent mille (200 000 \$) de plus.

25 Q. **[41]** Oui.

1 R. Plus le trois cent mille (300 000 \$)...

2 Q. **[42]** Trois cent mille (300 000 \$).

3 R. ... donné à monsieur Abdallah, on arrivait à cinq  
4 cent mille (500 000 \$). Si je coulais en place, je  
5 n'avais pas le coût additionnel de deux cent mille  
6 (200 000 \$) de TBA, la différence qui était entre  
7 ma soumission et le fait de poser du TBA.

8 Q. **[43]** Je comprends. Votre coût supplémentaire est de  
9 cinq cent mille dollars (500 000 \$), deux cent  
10 mille (200 000 \$) qui s'explique par l'achat de TBA  
11 et trois cent mille (300 000 \$) qui, selon votre  
12 témoignage, s'explique par un trois... bien, trois  
13 cent mille (300 000 \$) qui s'explique, selon votre  
14 témoignage, par une somme quoi doit être versée à  
15 monsieur Abdallah.

16 R. C'est bien ça.

17 Q. **[44]** O.K. Vous, avez-vous vu cet argent-là être  
18 remis à monsieur Abdallah?

19 R. Physiquement, non.

20 Q. **[45]** Est-ce qu'il y a une autre façon que vous  
21 auriez pu voir cet argent-là être remis à monsieur  
22 Abdallah? Vous me dites « physiquement » là, est-ce  
23 qu'on vous a remis un reçu? Est-ce qu'on vous a...

24 R. Moi, qu'est-ce que je peux vous confirmer, c'est  
25 dès lors que j'ai accepté et j'ai envoyé le bon de

1 commande autorisant l'achat et la fourniture du  
2 tuyau au prix convenu, dans les jours qui ont  
3 suivi, le contrat m'a été octroyé par le comité  
4 exécutif de la Ville de Montréal.

5 Q. **[46]** Mais, ma question était : avez-vous vu cet  
6 argent-là être remis à monsieur Abdallah, et vous  
7 m'avez dit « physiquement, non ».

8 R. Non.

9 Q. **[47]** C'est « non », hein!

10 R. Non, je ne l'ai pas vu.

11 Q. **[48]** Vous ne savez pas non plus si messieurs Caron  
12 ou même monsieur Lalonde, on spéculé, ne se  
13 seraient pas partagé cette somme-là.

14 R. Moi, qu'est-ce que je vous dis, puis je le répète,  
15 quand mon bon de commande a rentré chez Tremca, le  
16 contrat, dans les jours qui ont suivi, m'a été  
17 octroyé, donc j'avais ma réponse comme de quoi  
18 l'argent allait à la bonne place.

19 Q. **[49]** Mais, la « bonne place », peut-être que  
20 c'étaient les poches de quelqu'un d'autre, vous ne  
21 le savez pas. Est-ce que vous le savez? Oui ou non?

22 R. Ça m'a été porté à ma connaissance par monsieur  
23 Lalonde et monsieur Caron.

24 Q. **[50]** O.K. Mais, ça s'arrête là. Vous, vous n'avez  
25 pas remis cet argent-là à monsieur Abdallah.

1 R. L'argent, comme j'ai expliqué, c'est de la  
2 facturation qui m'a été faite en tuyau par Tremca  
3 qui a été payée par chèque à Tremca et les gens de  
4 Tremca ont fait l'arrangement pour payer monsieur  
5 Abdallah.

6 Q. [51] Madame la Présidente, il est quatre heures  
7 vingt-cinq (16 h 25), je pourrais débiter un autre  
8 onglet, mais, avec votre permission, je prendrais  
9 l'ajournement à ce moment-ci.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Est-ce qu'on peut savoir approximativement vous en  
12 avez pour combien de temps?

13 Me MARTIN ST-JEAN :

14 Disons soixante (60) à quatre-vingt-dix (90)  
15 minutes demain matin.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Parfait. Ça va.

18 Me MARTIN ST-JEAN :

19 Merci.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Alors, à demain matin.

22 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

23

24 AUDIENCE CONTINUÉE AU 17 OCTOBRE 2012, 9 H 30

25

---

1        SERMENT D'OFFICE

2

3        Nous, soussignés, **ROSA FANIZZI**, et **CLAUDE MORIN**,  
4        sténographes officiels, dûment assermentés,  
5        certifions sous notre serment d'office que les  
6        pages qui précèdent sont et contiennent la  
7        transcription fidèle et exacte des notes  
8        recueillies au moyen de l'enregistrement numérique,  
9        le tout hors de mon contrôle et au meilleur de la  
10       qualité dudit enregistrement, le tout, conformément  
11       à la Loi.

12       Et nous avons signé,

13

14

15

16

17       

---

  
**ROSA FANIZZI**

18

19

20

21

22       

---

  
**CLAUDE MORIN**

23